# l'unité

M 2805 - N° 570 - 8 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 14 septembre 1984





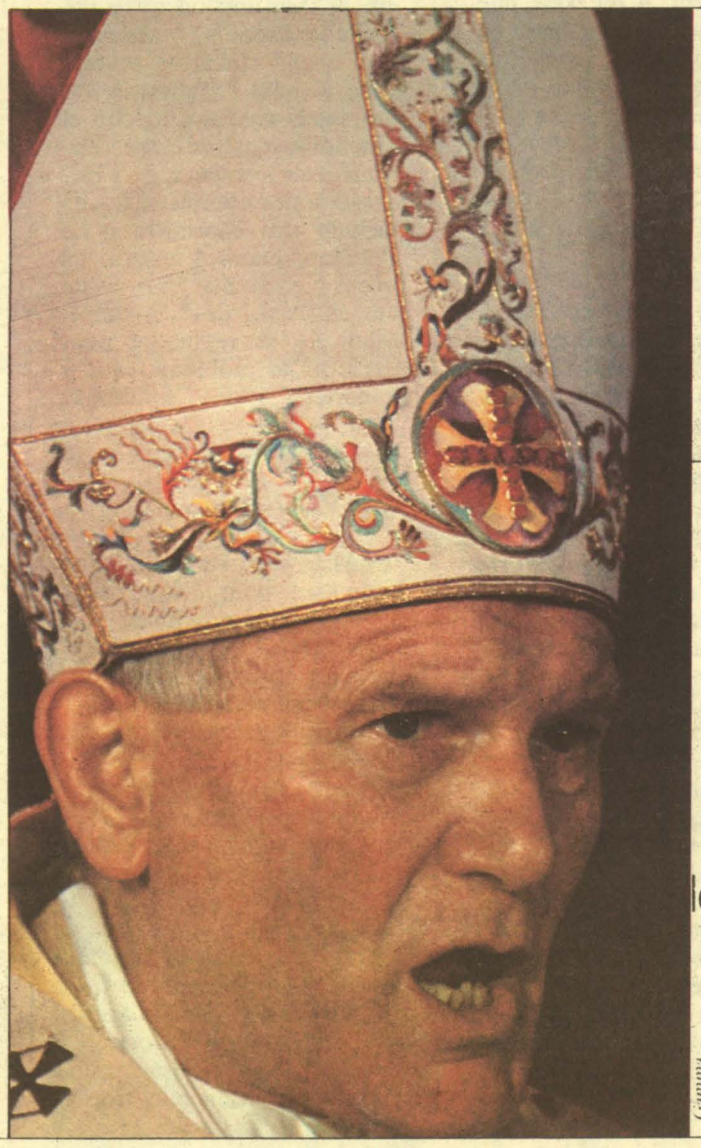
# P.C.: PARTI CONSERVATEUR

## LIONEL JOSPIN: "ON NE COMPOSE PAS AVEC L'APARTHEID"

De retour d'Afrique australe, Lionel Jospin parle pour « l'Unité » de la position des socialistes français face à l'Afrique du Sud

## MAIS OU EST DONC PASSEE LA CREATION TELEVISEE ?

La guerre des sondages faisant rage nous assistons à une surenchère dans la médiocrité. Est-ce bien raisonnable...


Gamma

## LE VATICAN AUSSI A SES "DISSIDENTS"

Le grand débat qui secoue l'Eglise sur la « théologie de la libération » a trouvé avec l'assassinat du père Jarlan au Chili une illustration violente et concrète. Comment dès lors condamner ceux qui s'engagent aux côtés des pauvres et des opprimés contre les forces de la mort ?

# P.C.: LES BONS, LES BRUTES ET LES TRUANDS

Venus pour applaudir Renaud ou Nina Hagen, les jeunes participants à la Fête de « l'Humanité » n'ont pas apprécié comme elle le méritait la prestation de Roland Leroy pourtant concoctée de longue main. Quant aux militants-recruteurs ils avaient bien du mal à expliquer la rupture de l'union de la gauche voulue par leur appareil. Un pied dehors, un pied dedans c'était acrobatique ; deux pieds dehors c'est sinistre !

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

DÈCIDÉMENT, l'heuest au rassemblement. Au gouvernement qui prône le rassemblement des Français pour surmonter les difficultés économiques et les mutations technologiques, le P.c. réplique par un appel au rassemblement « des communistes, socialistes, femmes et hommes de toutes les nuances de la gauche et du progrès... contre la droite et le patronat ». Et « l'Humanité » de résumer d'un seul titre la fête du quotidien communiste qui s'est déroulée les 8 et 9 septembre, à La Courneuve : « le Rassemblement ».

Encore convient-il de s'interroger sur la nature et les motivations de cette foule qui, le week-end dernier, n'a pas hésité à braver les averses pour répondre au grand rendez-vous annuel fixé par les communistes. Indéniablement, le succès populaire de la fête de « l'Huma » demeure au fil des ans. Même si, selon les chiffres fournis par les organisateurs, on enregistre une baisse de la fréquentation et du militantisme, puisque 574 561 vignettes assurant le droit à l'entrée ont été vendues cette année contre 624 213 en 1983.

Si la tranche d'âge 35-50 ans semble, toutes proportions gardées, relativement peu représentée, les jeunes, eux, continuent à venir en grand nombre. En réalité, ils sont surtout attirés par la partie culturelle. Car, c'est vrai, la fête de « l'Huma » propose des spectacles de qualité pour un prix modique, vraiment à la portée de toutes les bourses. Mais une partie de la jeunesse rejette totalement l'aspect politique de ce vaste rassemblement. La direction du P.c. en a fait l'amère expérience lors du discours prononcé par Roland Leroy. Visiblement, les premiers rangs du public n'étaient pas venus là pour écouter le message délivré par le directeur de « l'Humanité » : ils attendaient le chanteur Renaud. Et ils n'ont pas hésité à manifester clairement et bruyamment leur impatience. Une frange de plus en plus importante de la jeunesse des banlieues ouvrières, partie intégrante des catégories sociales sur lesquelles s'appuyaient tradionnellement les communistes, ne se reconnaît plus dans le P.c. Preuve supplémentaire du déphasage de celui-ci par rapport à l'évolution de la société française.

D'ailleurs, si l'allocution de Roland Leroy n'a duré qu'un quart d'heure, c'est bien parce que les communistes ont conscience que leur discours passe de plus en plus difficilement. A tel point que la justification du départ de leurs ministres du gouvernement et les attaques à peine voilées à l'encontre de la politique de Laurent Fabius n'ont suscité que des applaudissements polis, sans conviction, de la part d'une foule plutôt morose.

Enfin, la brièveté de l'intervention de Roland Leroy soulignait aussi la « dépolitisation » de la fête, qui s'intensifie depuis quelques années. Les slogans et les calicots des fédérations en faveur de l'emploi, du pouvoir d'achat, de « la vraie modernisation » et du « rassemblement » avaient du mal à émerger du flot de pancartes et d'enseignes gastronomiques et commerciales qui envahissent les stands. Quant aux débats politiques, ils ont totalement disparu. Il y a encore quelques années, des chapiteaux abritaient des discussions sur des sujets politiques, idéologiques précis. Aujourd'hui la formule a fait long feu. L'hebdomadaire « Révolution » s'est vu également interdire l'organisation de tout débat. La vente des merguez et des frites remplace les échanges d'idées. C'est plus rentable et moins dérangeant.

Pourtant les militants-recruteurs qui vous accostent dans les allées s'efforcent de vous rassurer : « Le débat existe au sein du parti. Il est même très profond et très vif... » Mais une fois qu'ils ont récité le discours officiel, percent leur embarras et leur gêne. A bout d'arguments sur des sujets cruciaux (déclin et fonctionnement du parti, relations avec les pays de l'Est, question des libertés, etc.), ils lâchent des énormités. « La Pologne, d'accord, mais nous avons bien eu mai 68 », avoue ce militant de l'Essonne, avant de se reprendre pour déplacer le problème sans y apporter de solutions :

## A quel saint se vouer...

« Mais il existe les mêmes difficultés pour l'expression d'un syndicat libre en U.r.s.s... » A l'entendre, le parti est en pleine évolution. Mais il reconnaît que, depuis plusieurs années qu'il participe à la fête de « l'Huma », les gens lui posent les mêmes questions sur les mêmes sujets, diversifiés par quelques points d'actualité. Alors simple réflexion : si le P.c. évoluait aussi profondément qu'il le dit, susciterait-il toujours les mêmes interrogations ?

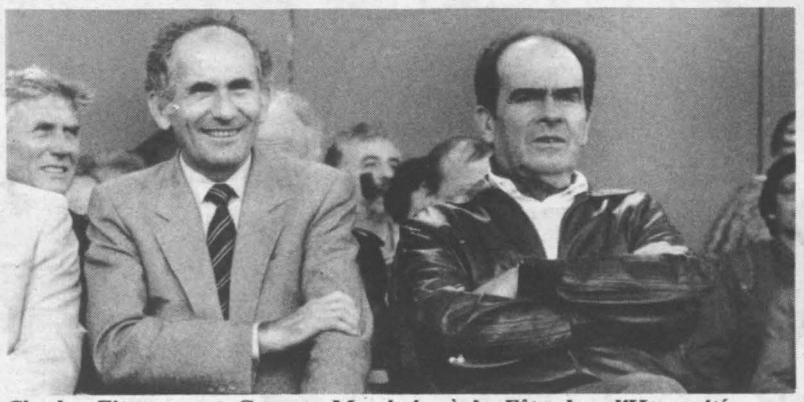
Désorientés par la politique de leur direction, les militants communistes rencontrés ne savent plus trop à quel saint se vouer. Ils étaient favorables à la participation de ministres communistes au gouvernement puis à leur retrait. Ils insistent sur la situation qui est « au plus bas », mais admettent que l'arrivée de la gauche au pouvoir a permis la mise en place d'importantes réformes. Difficile de ne pas être dans l'opposition tout en ne se situant plus dans la majorité. Après l'hémorragie de cadres subie par le P.c., les militants qui restent à la base ne paraissent pas suffisamment armés sur le plan idéologique pour se dépêtrer des contradictions qui les assaillent.

Même la conviction a disparu : « Si vous n'adhérez pas cette année, ce sera pour l'année prochaine », me lance cette petite militante brune, face à la grande scène. Envolée la ténacité qui faisait la réputation des communistes. Pas étonnant qu'on ait dénombré 1 000 adhésions de moins qu'au cours de la fête de « l'Huma » de l'an dernier.

Alors ce fameux débat interne permettra-t-il au P.c. d'enrayer son déclin ? Difficile d'y croire. En se référant aux précédents congrès — dont le 23e qui, en 1979, avait approuvé la rupture de l'union de la gauche — et en annonçant qu'il fallait « tirer des enseignements d'une expérience qui a duré près d'un quart de siècle », Georges Marchais a cadré la discussion à venir dans une orientation bien précise : l'engagement du P.c. dans la voie de la rupture de la stratégie de l'union de la gauche.

Quant à Roland Leroy, après avoir stigmatisé les observateurs qui essaient de distinguer à la loupe dans nos rangs ceux qu'ils appellent les conservateurs « ringards » et les rénovateurs « modernes », il a effectué une mise au point : « Les « ringards » qu'ils cherchent ont pris et prennent leur part comme tous les autres communistes à la vie et aux initiatives novatrices du Parti communiste français, à sa recherche de toujours plus de démocratie. Les « modernes » qu'ils cherchent ont pris et prendront leur part à la défense du parti révolutionnaire et au resserrement de ses liens avec la classe ouvrière et l'ensemble de notre peuple. » Sous-entendu : le parti est uni et la direction actuelle ne s'enferme pas dans le conservatisme.

Dans ce contexte, les « rénovateurs », qui avaient mis en difficulté le Bureau politique au mois de juin, auront bien du mal à relancer le véritable débat et à poser les vraies questions de fond. Le comité central, qui doit avoir lieu en début de semaine prochaine, devrait leur permettre de prendre la mesure de la marge de manœuvre dont ils disposent encore et qui est sans doute bien faible... ●



*Charles Fiterman et Georges Marchais, à la Fête de « l'Humanité ».*






Gamma

*La rockeuse Nina Hagen.*

# L'éditorial de Claude Estier

## P.C. : PARTI CONSERVATEUR

*A l'occasion de la Fête de « l'Humanité », le Parti communiste a franchi un pas décisif dans la direction qui était déjà tracée en filigrane par son refus de participer au gouvernement de Laurent Fabius. Dans cette direction il a avancé rapidement, il n'a fallu que douze jours entre la déclaration de Pierre Juquin affirmant que le P.c.f. ne pouvait « que se situer dans la majorité » (26 août) et celle de Roland Leroy soulignant que « les communistes ne sont plus dans la majorité depuis qu'ils ont quitté le gouvernement » (6 septembre). Déclaration à peine atténuée par celle de Philippe Herzog selon laquelle « les communistes ne sont pas non plus dans l'opposition » mais entendent « être eux-mêmes ».*

*On ne saurait mieux mettre en lumière le fait que la préoccupation majeure du P.c.f. est de retrouver une identité que, selon ses dirigeants, trois ans de participation au pouvoir, dans un gouvernement largement dominé par les socialistes, lui ont fait perdre au point de ramener son audience électorale — aux élections européennes du 17 juin — au niveau le plus bas enregistré depuis plus d'un demi-siècle. Partant de là, le cheminement est logique : on quitte le gouvernement, on pratique un temps l'abstention « positive » permettant d'affirmer qu'on est encore dans la majorité, on accentue les critiques jusqu'à ce qu'il apparaisse clairement qu'on n'y est plus. Nous en sommes là.*

*Mais la suite est prévisible, la nécessité de se démarquer de plus en plus pour tenter de reconstituer un pôle d'attraction autour du parti la commande : le gouvernement et le Parti socialiste vont redevenir la cible principale contre laquelle on va faire flèche de tout bois. La rupture a été cette fois moins brutale qu'en septembre 1977. Le processus a toute chance d'être le même. Les socialistes qui restent aujourd'hui comme hier profondément attachés à l'union de la gauche ne peuvent que déplorer cette situation. Ils ne doivent rien faire pour l'aggraver. Ils n'en doivent pas moins être prêts à l'affronter sans faiblesse et sans complexes en gardant en mémoire que le précédent de 1977-1981, parce qu'ils avaient su tenir bon, n'avait pas spécialement tourné à leur désavantage.*

*Dans l'immédiat, ils doivent contraindre le Parti communiste à s'expliquer clairement sur la signification de ses nouveaux choix et à répondre à la question que posait Lionel Jospin devant le Comité directeur et qui est tout simplement celle de savoir s'il se considère toujours comme notre partenaire politique. C'est en attendant cette réponse que le secrétariat du P.s. a décidé d'annuler la réunion qui devait avoir lieu ce mercredi pour la préparation des élections cantonales (1).*

*Du point de vue du Parti communiste, le nouveau virage que sa direction vient de lui faire prendre peut-il lui être bénéfique ? La réponse à cette question viendra évidemment plus tard, mais elle a toute chance de se situer dans la perspective historique qui, depuis les années soixante, fait apparaître le déclin lent mais constant du Parti communiste. Déclin que n'ont enrayé ni la signature du programme commun que le P.c.f. avait réclamée pendant des années, ni la guerre ouverte avec le Parti socialiste après la rupture de 1977, ni le retour à la collaboration avec lui. Il est vrai que trois ans de participation gouvernementale — avec, dans les derniers temps, un pied dedans un pied dehors — ont réduit le P.c.f. à un score électoral de 11 %, mais quatre années de polémique incessante l'avaient déjà ramené de 20 à 15 %, ce qui était bien sa chute la plus dure. Toute la question est de savoir si la responsabilité de cette régression, impressionnante si l'on se réfère aux 28 % atteints par les communistes après la Libération, incombe d'abord aux autres, thème connu ressorti ces derniers jours, ou au Parti communiste lui-même.*

*Aussitôt après le 17 juin et sous le choc du désastre des élections européennes, on a pu un instant penser que le P.c.f. « allait enfin s'engager dans la voie de l'autocritique : les déclarations fracassantes de l'un des ministres de l'époque, les échos d'un débat du Comité central, la publication dans « Révolution » des critiques acerbes sur le comportement du parti exprimées lors de réunions fédérales pouvaient laisser penser qu'un certain nombre de dogmes allaient être mis en question à l'occasion de la préparation du congrès convoqué pour le début de l'année prochaine. L'illusion aura été de courte durée. Moins d'un mois plus tard, la ligne dure, celle des vieilles certitudes — et des vieilles habitudes — avait repris le dessus. Le changement de Premier ministre fournissait le prétexte à se retirer du gouvernement.*

*En précisant que la politique du pouvoir avait changé depuis juin 1982 et non pas depuis juillet 1984, Georges Marchais vient d'ailleurs d'avouer que ce ne sont pas les propositions de Laurent Fabius qui avaient provoqué ce retrait, qui aurait dû, logiquement, se produire deux ans plus tôt, mais que la motivation principale en était bien d'ordre interne : il permettait d'étouffer dans l'œuf un débat à peine amorcé et qui semblait devoir mettre en cause le secrétaire général lui-même. En revenant à son isolement, la direction répond à ceux des militants qui se sentaient mal à l'aise dans l'exercice du pouvoir. Contre ceux qui se préparaient à agir dans le sens d'un « aggiornamento », elle brandit la menace de l'accusation suprême : celle de trahir le « patriotisme » de parti en portant atteinte à la « forteresse assiégée ». Le processus, toujours le même, s'est trop souvent déroulé dans le passé pour que le mécanisme n'en soit pas précisément connu. Ceux qu'on appelle les « rénovateurs », et qui sont plus nombreux qu'on le croit tant dans les instances nationales que locales du parti, risquent d'être réduits une fois encore à ce choix qui n'a pas peu contribué, à plusieurs époques, à vider le P.c.f. d'une grande part de sa substance : ou se taire ou s'éloigner sur la pointe des pieds.*

*Il reste — et nous aurons l'occasion d'y revenir — que tirer un trait sur deux décennies de pratique de l'union de la gauche — le soutien du P.c.f. à la première candidature présidentielle de François Mitterrand date de 1965 — n'est pas chose aussi aisée que pourraient le laisser supposer les déclarations de Georges Marchais et de Roland Leroy à la Fête de « l'Humanité ». Un autre des anciens ministres communistes, Anicet Le Pors, vient de rappeler que cette union « est une exigence en tout état de cause ». Toutes les enquêtes d'opinion, et même les plus récentes, ont constamment montré que l'électorat communiste est en majorité favorable à l'union contre une minorité qui se sent mieux dans un parti pur et dur... et isolé. Les réactions négatives exprimées localement par de nombreux élus communistes à la nouvelle ligne confirment ce phénomène et lui donnent sa véritable signification dans la mesure où elles émanent d'hommes et de femmes dont l'action quotidienne les amène à prendre en compte la réalité française d'aujourd'hui en mettant en veilleuse les vieux dogmes désormais rejetés par la quasi-totalité des citoyens.*

*Rien n'est fatal donc. Face au processus suicidaire engagé place du Colonel-Fabien, les socialistes ont devant eux une tâche encore plus lourde. Ils doivent l'affronter en restant fidèles à leur vocation unitaire. Le président de la République rappelait l'autre jour en Savoie que son objectif demeurait de conduire la société française vers le socialisme. Le chemin n'est pas aisé, mais l'Histoire ne donne jamais raison à ceux qui se retirent au milieu du combat.*

*(1) Que signifie, par exemple, que les élus municipaux communistes de Concarneau viennent de voter avec la droite contre le maire socialiste ?*

# P.S. : L'EFFET FABIUS EST POSITIF

## Conscient d'avoir désormais un espace à remplir seul le P.s. va engager une grande campagne «en direct» avec les Français.

PAR ANTOINE VIOLET

UNE fois de plus, ceux qui attendaient — ils l'avaient annoncé tout au long des jours précédents — que le Comité directeur soit le théâtre d'affrontements ou de disputes ont été déçus. Ce qui leur a fait dire après coup que les débats avaient été « ternes et sans surprise ». Mais quelle surprise attendaient-ils ? Que les responsables du P.s. entrent en guerre contre le gouvernement Fabius ? L'ovation que le Premier ministre a reçue samedi en venant saluer les membres du Comité directeur était en soi une réponse. Ce qui a été dit pendant ces deux journées ainsi que le texte de la résolution finale qui exprime son accord avec les objectifs définis par Laurent Fabius en sont une autre et tout à fait claire.

A partir de là et comme il est d'usage dans les instances du P.s., chacun s'est exprimé avec sa propre sensibilité pour tirer les conclusions des changements politiques qui se sont produits au cours de l'été. C'est ainsi par exemple que, pour Robert Chapuis, la question du programme redevient essentielle, tandis que Christian Goux insiste sur le courage nécessaire pour assumer ce que nous aurons à faire dans les prochains mois ; Bernard Derosier explique le doute qui existe quelquefois dans le parti par le sentiment qu'ont beaucoup de militants que les choses se passent ailleurs. A quoi Marcel Debarge réplique que si le parti ne joue pas son rôle, notamment en allant au-devant de l'opinion publique, l'échéance de 1986 sera très désagréable.

La question de la modernité a été abordée par plusieurs orateurs, depuis Michel Coffineau, selon lequel pour moderniser et rassembler il n'y a aucune raison de céder à la pensée libérale qui est elle-même archaïque, jusqu'à Jean-Paul Bachy, qui s'interroge sur le point de savoir pour qui, avec qui et comment modernise-t-on, questions posées également par Didier Motchane, tandis qu'Alain Richard, tout en approuvant l'action de Laurent Fabius, considère qu'elle ne comblera pas tout l'espace et que le P.s. doit rechercher une nouvelle identité politique.

La critique la plus virulente est venue de Françoise Gaspard pour qui le P.s. « doit cesser d'être à la remorque du gouvernement, alors qu'il est en panne de réflexion », ce qui allait lui valoir une vive réplique de Lionel Jospin s'élevant contre les critiques globales et vagues qui démobilisent, alors qu'il s'agit de cerner avec précision les faiblesses et les insuffisances du parti.

Comme l'avait fait Jean Poperen dans son rapport introductif puis dans une seconde intervention insistant

*(suite en page 4)*



*Laurent Fabius et Lionel Jospin, au Comité directeur*

*Pascal Lebrun*

*(suite de la page 3)*

sur le fait que nous sommes dans une nouvelle étape, qu'il y a changement de style, mais pas changement d'orientation politique par rapport à mars 1983, le premier secrétaire a porté une appréciation d'ensemble positive sur ce qui s'est passé depuis deux mois et qui a permis de casser l'offensive de la droite. Le retrait du *projet Savary* est-il un recul ? Même s'il est ressenti ainsi, il faut bien voir que les nouvelles propositions Chevènement, qui semblent devoir conduire à l'apaisement, constituent certes un retrait par rapport à nos objectifs de 1981, mais pas par rapport au projet Savary lui-même.

Quant au départ du Parti communiste ce n'est évidemment pas un point positif, mais nous ne portons pas la responsabilité de ce départ qui est à rechercher dans le P.c. lui-même. Sa direction a voulu se dégager d'un ferment d'agitation et de contradictions. Mais en agissant ainsi il se ferme la perspective du pouvoir et l'occasion de trouver sa vraie place dans la société française telle qu'elle est aujourd'hui. Si le P.c. n'est plus dans la majorité et qu'il n'est pas dans l'opposition, où est-il ? Comme Jobert ? Avec la droite ? Est-il encore notre partenaire politique ? Nous le souhaitons, mais nous devons connaître ses réponses.

Pour Lionel Jospin, comme pour Poperen, il y a, avec le gouvernement Fabius, changement de style mais pas d'orientation politique. La décrispation ne doit pas conduire à la confusion, mais elle est une nécessité physique et politique. La situation actuelle rend encore plus nécessaire l'existence et l'action du Parti socialiste avec un espace politique plus grand à remplir (1).

Le premier secrétaire ne pense pas que le moment soit déjà venu de parler d'un nouveau programme et de préparer le prochain congrès, ce qui donnerait raison à ceux qui veulent avancer les échéances. En revanche, dans les dix mois qui viennent, il faut utiliser chaque moment de la vie politique pour réagir et pour agir. Et il a conclu par les deux propositions d'action qui sont reprises dans la résolution finale. Selon les précisions données ensuite par Christiane Mora, la grande campagne « les socialistes en direct avec vous » permettrait d'expliquer notre action, en particulier sur les problèmes d'emploi, d'inégalités et de sécurité, et se déroulerait en trois phases à partir d'octobre avec une grande action publique concentrée sur le mois de novembre. ●

*(1) Le dernier sondage Sofres-« Figaro », qui note une progression spectaculaire de la cote de Laurent Fabius (+ 23 points), montre aussi que le P.S. est à nouveau le seul de tous les partis politiques à avoir une image positive dans l'opinion.*

## La résolution du Comité directeur

***L'ETE a modifié le paysage politique. Les initiatives du président de la République ont permis de situer de la façon la plus nette où étaient dans notre pays les défenseurs des libertés collectives et individuelles et par là même de désarmer l'opération montée de toutes parts par les forces de droite. Elles ont permis de créer un meilleur climat pour la vie démocratique.***

***Le Premier ministre a défini avec netteté les objectifs du gouvernement : moderniser, rassembler. Le Parti socialiste se sent en accord avec ces objectifs.***

***Dans la ligne de l'effort accompli sous la direction du gouvernement précédent, la politique d'assainissement de notre économie sera poursuivie. Cela exige effort, solidarité, courage de la part de tous. Cela exige de la même manière de notre Parti une série d'actions permettant d'aller au-devant de l'opinion publique pour expliquer, pour communiquer, pour interroger, pour faire passer notre langage de vérité.***

***La modernisation voulue par le gouvernement permettra d'accroître la productivité, la compétitivité, elle assurera les mutations indispensables. Elle se réalisera d'autant mieux que seront garanties les conditions de la justice sociale, par un effort permanent pour une meilleure répartition des richesses, entre autres par les moyens d'une fiscalité équitable.***

***La bataille pour l'emploi exige le rassemblement de toutes les énergies, d'abord des forces populairs. Or, voilà que, après qu'ils ont refusé de participer au gouvernement, après qu'ils ont annoncé une sorte de soutien à la carte, on peut se demander si les dirigeants du Parti communiste français ne s'orientent pas maintenant vers une véritable rupture. Ils prendraient ainsi la lourde responsabilité de se désolidariser de la gauche dans une phase cruciale de l'action de celle-ci. Pour sa part, le Parti socialiste, fidèle à sa politique d'union, demeure plus que jamais un animateur du rassemblement de tous ceux qui ne se résignent ni aux inégalités ni aux injustices, qui veulent agir pour la mise en œuvre des réformes accomplies depuis mai 1981.***

***Les oppositions, sans programme et en proie à la guerre des chefs, ont été désorientées après les événements de l'été. L'opinion n'a pas compris qu'elles aient empêché l'expression des citoyens par leur attitude d'hostilité à la proposition du référendum. Elle est en désaccord avec leur demande de dissolution de l'Assemblée nationale. Beaucoup de gens sont inquiets de voir les chefs de la droite s'allier avec l'extrême droite comme ils l'ont fait en Corse.***

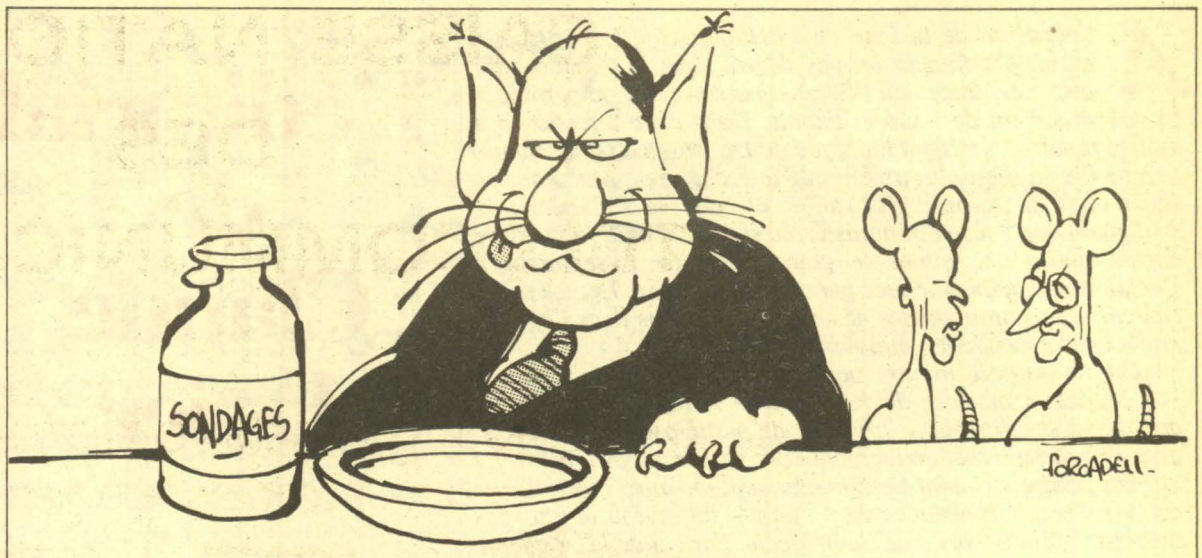
***Poursuivre dans les meilleures conditions l'indispensable modernisation de la société française (notamment de son appareil de production) implique que s'engagent plus avant le dialogue et la concertation avec l'ensemble des forces syndicales et associatives. Cela implique que la politique budgétaire, du crédit, dégage les possibilités supplémentaires d'investissement. Les initiatives qu'engage le Parti socialiste sont conçues pour mobiliser toutes les énergies pour la réussite de la politique gouvernementale.***

***Avec cette préoccupation, le Comité directeur décide :***

***— la tenue d'une Convention du Parti socialiste sur « modernisation et progrès social » ;***

***— l'organisation d'une grande campagne d'information et de débats avec la population sur le thème : « les socialistes en direct avec vous ».***

**Ce texte a été adopté à l'unanimité moins six abstentions. Le Comité directeur a également adopté à l'unanimité une résolution sur la situation chez Citroën et une autre sur Creusot-Loire.**




# DROITE : LA GUEULE DE BOIS

## Dérangée par l'« effet Fabius », perturbée par les coups de griffe de ses jeunes loups, la droite cafouille

PAR MARTINE DUCOUSSET

Sens dessus dessous, un coup j'approuve, un coup je critique. Pour que l'emporte la raison du plus roué. Quand le verbe se fait politicien, le discours tourne à vide. Et s'empêtre dans des contradictions qui mettent à nu le calcul et la mauvaise foi de ceux qui utilisent des mots pour dire — tout en faisant croire qu'ils ne disent pas — leur appétit de pouvoir.

Voyez Raymond Barre, le héraut toutes catégories de cette fameuse « deuxième droite » issue de l'été référendaire. Un des présidentiables de 1988, un des chantres, comme on dit, de l'opposition. Astucieux en diable, et fermement décidé à se concocter une image d'homme public « différent ». Ni tout à fait à droite, ni complètement au centre. Situé dans une espèce de galaxie jobertiste modelée pour séduire les électeurs. Du grand art politique. Pourtant, en huit jours de temps, l'ex-Premier ministre de Giscard s'est enferré dans un curieux bredouillage mi-ferme mi-décrispé. Du genre : « Ce que fait la gauche, c'est pas mal, mais vu que c'est la gauche, c'est pas bien. »

Vendredi 31 août : Barre canonne Chirac. Sans le nommer, bien sûr, c'est encore mieux de faire mouche en finesse. « Il est inutile et vain de réclamer tous les six mois la dissolution de l'Assemblée nationale en sachant qu'elle n'aura pas lieu, tout en admettant qu'on est prêt le lendemain à gouverner avec le même président qu'on a dénoncé... » Suivez mon regard, semblait dire Raymond Barre aux jeunes assidus de l'université de C.d.s. présents à Confolant, dans le Puy-de-Dôme. Un Raymond Barre ravi d'enfoncer le clou : « Le socialisme est dangereux, il doit être combattu, mais je me suis toujours refusé à critiquer les actes du gouvernement qui vont dans le bon sens. » De la vraie décrispation, et une méchante pierre dans le jardin du maire de Paris.

Seulement voilà. Valéry Giscard d'Estaing, probable futur député de la 2e circonscription du Puy-de-Dôme, repointe le bout de son nez. Une nouvelle pièce sur l'échiquier politique de la droite, un pion gênant susceptible de modifier la partie engagée depuis belle lurette pour la conquête de l'Elysée. Que faire, pour un ancien professeur en économie reconverti dans la chasse au pouvoir ? Rectifier le tir. Ce qui explique ses récentes déclarations de Pont-Audemer (Eure) à l'occasion d'une « Fête de l'amitié » organisée par l'U.d.f. Après avoir exhorté l'opposition à « garder son sang-froid », et soutenu que François Mitterrand était « bien embarrassé de voir sa stratégie remise en question par le départ des communistes », Raymond Barre y allait d'un couplet rabâché : « Il n'est pas question de se prêter à un jeu politique qui signifierait la poursuite de l'équivoque, l'impuissance politique et le déclin progressif de la France. »

Sens dessus dessous, cet expert en absurdité verbale qu'est Raymond Devos doit jubiler. Paroles, paroles... C'est en gros ce qui lui reste, à la droite. L'économie ? Elle sait pertinemment qu'elle ne ferait pas mieux, et elle sait que tout le monde le sait. Les libertés ? L'école, ça s'arrange, la loi sur la presse, c'est fini. Les communistes ? Ils sont partis et ne se privent pas de le rappeler. Résultat : la droite s'adonne de plus en plus à la haute voltige. Privée de ses hochets préférés, elle cherche sa voie. Et son langage. Chirac s'excite sur la dissolution de l'Assemblée nationale, et fustige le décrispé Philippe Seguin. Simone Veil désapprouve toute alliance avec Jean-Marie Le Pen en oubliant qu'elle a dit oui à Robert Hersant et à Philippe Malaud qui, lui, est d'accord avec Le Pen. Giscard, quelques jours avant le scrutin qui lui ouvrira sans doute les portes du Palais-Bourbon, se souvient que la France et les Français existent, Barre, enfin, s'entraîne à faire du barrisme.

Ils n'ont que ça. Des mots qui ont déjà servi, des symboles usés, des invectives dépassées. Dérangés par l'effet Fabius, perturbés par les coups de griffe des jeunes loups impertinents de leurs partis, ils cafouillent. Parlent pour dire tellement ce qu'on attend d'eux qu'on ne les écoute plus. Et franchement, n'y a-t-il pas de quoi rire quand Jacques Chirac, sérieux comme un pape polonais fustigeant la contraception, affirme que le départ des ministres communistes du gouvernement constitue un « événement considérable », qui signifie à terme « la condamnation de la majorité » ? On croit rêver. Personne ne le savait, mais le président du R.p.r. est un rouge. Sinon, comment expliquer son désarroi ? Et celui de tous ceux qui feignent aujourd'hui de s'étonner d'une rupture qu'ils appelaient de tous leurs vœux.

Décidément, certains se permettent tous les excès. Quoi d'étonnant alors si, selon un récent sondage publié par le journal « Le Monde » (1), 82 % des Français estiment que les hommes politiques ne disent pas la vérité. Et quand un Laurent Fabius leur parle clair, simple et net comme ce fut le cas à « L'heure de vérité », ils applaudissent des deux mains. Parce qu'enfin la langue de bois a cédé la place au « parler vrai ». Question de morale, sans doute. ●

(1) « Le Monde » du jeudi 6 septembre 1984.

### Charles Bassompierre

***Il était la voix la plus célèbre de la radio d'avant-guerre, le «speaker» par excellence de l'époque héroïque où la télévision n'existait pas. Mais il était aussi un auteur de chansons et de scénarios, un remarquable animateur de spectacles. Né il y a 73 ans à Bayonne, Charles Bassompierre vient de mourir. Nous n'oublierons pas que tout au long de ces dernières années il avait mis son talent et son prestige au service de tous les combats de François Mitterrand et du Parti socialiste. Adieu, Charles !***

# CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

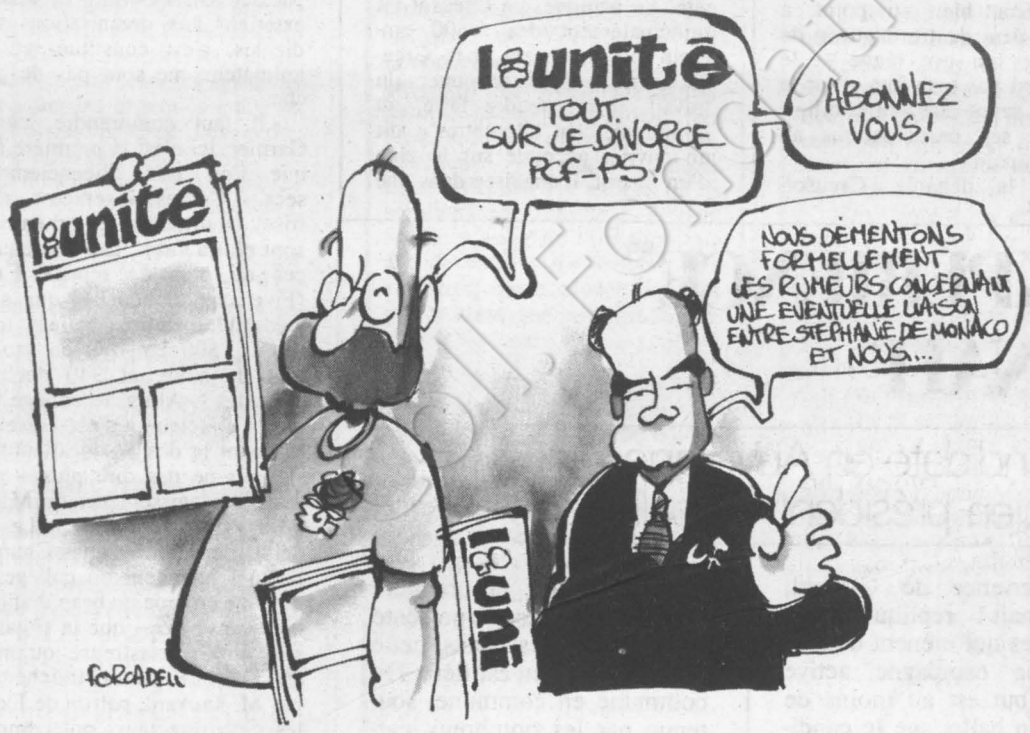
Un des plus grands emprunteurs de France

# CNT

Finance les investissements des Télécommunications

*20, avenue Rapp - 75341 Paris Cedex 07 - ∅705.94.39*






**NI GODILLOT NI INTELLO,**
**SOCIALISTE MAIS PAS SUIVISTE**

# l'unité

***Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de***

**l'unité**

***10, rue de Solférino 75007 PARIS***

Je soussigné .....

.....

demeurant .....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :
et vous adresse la somme correspondante

* ***abonnement de six mois (180 F)*** ☐
* ***abonnement d'un an (270 F)*** ☐

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35.J.PARIS

Date Signature

**Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.**



Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin ; Révision : Nadine Berger. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition. 75009 Paris.

# CREUSOT-LOIRE : REPRISE OU ECLATEMENT ?

## Dans une ville entièrement mobilisée pour la défense de l'emploi, on se demande toujours comment sauver la cohérence du groupe industriel et limiter les licenciements

PAR CLAUDE JADOUL

« LE Creusot vit dans un climat de pré-émeute. » Camille Dufour, le maire socialiste, persiste et signe. La soixantaine alerte, cet ancien syndicaliste C.f.d.t. a gagné la mairie en 1977. Mis à part une courte période dans l'entre-deux-guerres, c'était la première fois que la gauche unie s'installait aux commandes d'un hôtel de ville jusque-là solidement tenu en main par les hommes liges des messieurs Schneider : tous les maires qui se sont succédé, ou presque, « étaient des cadres de Creusot-Loire ».

Schneider-ville. Une épopée paternaliste dont il reste quelque chose dans les mentalités. Difficile d'y échapper : aujourd'hui encore, Creusot-Loire gère 50 % du parc immobilier et des habitations du Creusot, par le biais de la Sic (Société immobilière du Creusot). Creusot-Loire possède toujours une bonne moitié des terrains à 15 km à la ronde. Et les projets de la municipalité de gauche butent encore sur cet obstacle. Veut-elle affecter à d'autres fins les friches industrielles qui enlaidissent la ville, et elle reçoit à coup sûr un « non » poli mais ferme de la part du collège des cinq directeurs qui « gouvernent » Creusot-Loire. Une sacrée épine au pied, qu'entrave le développement de la ville, coupée en deux par l'entreprise.

Et pas question de céder des terrains pour laisser s'implanter d'autres usines : c'est une politique constante, depuis des décennies. Michelin et Peugeot qui ont voulu s'installer sur le site ont dû y renoncer devant le refus de vendre de Creusot-Loire, il y a quelques années à peine. Ceci explique cela : que Le Creusot soit aujourd'hui victime « d'une situation de mono-entreprise », ainsi que le dit Bernard Loiseau, premier adjoint au maire et ancien syndicaliste C.f.d.t. lui-même. Creusot-Loire a toujours voulu peser, seul, sur les emplois, les salaires... et les consciences. « Actuellement encore, les ingénieurs de Creusot-Loire contrôlent une bonne partie des associations », explique Jean-Pierre Garnier, l'un des animateurs du G.s.e. Creusot-Loire. E.a.c. (athlétisme), la pédale sportive creusotine, le football, par le biais de la Jeunesse ouvrière creusotine, l'escrime, c'est eux. Un système bien au point, à l'ombre des quatre statues de Schneider qui ont régné — le verbe n'est pas trop fort — sur le Creusot, avant que « la famille » ne cède ses participations au baron Empain.

1984, la débâcle. Creusot-Loire est, purement et simplement, menacé d'être rayé de la carte industrielle. L'entreprise perd 100 millions de francs lourds par mois. Et, à défaut d'une reprise rapide, le tribunal de commerce peut, à tout moment, décider la cessation d'activité. La panique. Le Creusot vit principalement des 5 600 emplois qui subsistent chez Creusot-Loire. « Pour retrouver du travail, il me faudra faire, au minimum, cent kilomètres », dit un ouvrier accoudé sur le zinc d'un bistrot. L'angoisse dans une ville dont le taux de chômage (12 %) risque de sauter le cap des 22 %. Angoisse, panique, climat de pré-émeute.

Un médecin du Creusot en mesure les conséquences : « En un an, depuis que les difficultés ont débuté, je constate une augmentation sensible des dépressions nerveuses et des maux d'estomac chez mes malades. » Cet été, « beaucoup de gens ont renoncé à prendre des vacances » : la rumeur de l'expédition de 1 800 lettres de licenciements a stoppé net les élans balnéaires de plus d'un Creusotin. « 2 000 licenciements et c'est 5 000 sans travail de plus, par cascade, dans les six mois à venir », estime Pierre Mouron, qui travaille à Framatome.

La gestion de la municipalité et de la Communauté urbaine risque, elle aussi, d'être frappée de plein fouet par l'éventuel cataclysme. Le budget de Torcy, de Montchanin, du Creusot et du Breuil et des seize communes de la Communauté dépend étroitement de la bonne santé de Creusot-Loire. En gros 110 000 habitants. « 40 % de l'assiette fiscale du Creusot dépend de la boutique », calcule Camille Dufour qui estime, en gros, à 40 millions de francs la contribution de Creusot-Loire pour l'ensemble des municipalités du bassin d'emploi.

Et déjà des sous-traitants, impayés, pensent à mettre la clé sous le paillasson. Un gros quincailler industriel, Bertin Godard, sans aller jusqu'à cette extrémité, a déjà licencié six personnes : « L'ardoise de l'usine chez lui est considérable. » Et ce n'est pas un hasard si la fronde gagne les dirigeants locaux du S.n.p.m.i. qui ne sont pas derniers à participer à des actions « coups de poing », comme l'immobilisation du T.g.v. Un phénomène nouveau auquel les cinq directeurs de Creusot-Loire et la maîtrise ne sont pas étrangers. « Il y a risque de débordement », dit-on un peu partout. Un « Comité de crise », extérieur aux organisations syndicales, s'est constitué, et ses animateurs ne sont pas de gauche...

« Il faut comprendre, ajoute Garnier, ici c'est la première fois que l'on parle licenciements secs. » Cadres, ingénieurs, maîtrise, la direction elle-même ne sont plus à l'abri. Les conséquences du plan de reprise F.c.b. (Five cail Babcock), qui s'est aujourd'hui retiré, étaient lourdes : 1 800 emplois en moins, tout de suite, et 940 déclarés « fragiles ». Alors, le collège des cinq directeurs s'est réveillé, tournant le dos à son attentisme — pour ne pas dire plus — vis-à-vis des agissements de M. Pineau-Valencienne, le p.-d.g. de Schneider S.A. Georges Charnet, l'actuel président du collège, se démène comme un beau diable et nie — en bloc — que la situation soit aussi désastreuse qu'on le dit... Reçus plutôt fraîchement par M. Fauvard, patron de F.c.b., les cinq directeurs ont compris, un peu tard, où se trouvait leur intérêt bien compris...

Que dit aujourd'hui Georges Charnet, directeur de la division « énergie », la plus menacée ? Que Creusot-Loire entreprise « se porte bien ». C'est le langage qu'il tient devant Louis Gallois, directeur général de l'Industrie. Ce personnage, oublieux de ses déclarations alarmistes d'avant l'été, annonce, ni plus, ni moins, que Creusot-Loire a réalisé un bénéfice de 10 milliards de centimes en 1983, que le carnet de commandes est « chargé » à 80 %, que la « boutique » a dégagé 35 milliards de centimes depuis cinq ans... Les bouches s'ouvrent.

Et c'est avec de bonnes raisons qu'Antoine Tripodi, secrétaire de la C.g.t., demande : « Il y a des choses qui ne sont pas claires » : ajoutant : « Il faut qu'on nous explique les pertes, on ne voit



A.f.p.

*Manifestation des Creusotins autour de leur symbole, le marteau-pilon.*

# GISCARD : SON "EXPERIENCE" ON LA CONNAÎT

## Première femme socialiste à être candidate en Auvergne, Michèle André espère bien mettre l'ancien président en ballottage

PAR ANTOINE VIOLET

PREVOIR que Valéry Giscard d'Estaing aura, dès la rentrée d'octobre, retrouvé un siège au Palais-Bourbon ne relève pas de la prophétie hasardeuse. Même en forte perte de vitesse, celui qui était encore président de la République avait obtenu à Chamalières plus de 44 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 contre 20 % seulement à François Mitterrand et, au milieu de la vague rose de juin, son suppléant Claude Wolf avait réussi à conserver cette circonscription dans un département presque totalement socialiste.

On peut discuter, s'étonner que Giscard, au lieu de garder une certaine hauteur, veuille se retrouver dans la mêlée parlementaire, où ses propres amis de l'U.d.f. ne l'attendent d'ailleurs pas tous avec des fleurs. Peut-être éprouve-t-il le besoin de « marquer » de plus près Raymond Barre et Jacques Chirac. Toujours est-il que, en se représentant à Chamalières après avoir envoyé le pâle Claude Wolf siéger au Parlement européen, il ne court pas grand risque. Si ce n'est celui de perdre son siège de droit au Conseil constitutionnel.

La seule question que se posent les électeurs de la circonscription — apparemment peu passionnés par un scrutin sans véritable enjeu — c'est de savoir s'il sera élu dès le premier tour, le 23 septembre. C'est naturellement l'objectif de l'ancien président qui est parti très tôt en campagne avec une débauche d'affiches le représentant, col de chemise ouvert, sur fond de Puy-de-Dôme, avec un slogan qui se veut rassurant : « L'expérience ça compte ! »

L'expérience de Giscard, on connaît ! répliquent les socialistes qui mènent de leur côté une campagne active dont le but est au moins de mettre en ballottage le candidat qui, depuis le temps déjà lointain où il a succédé à son grand-père Jacques Bardoux, a toujours considéré cette circonscription comme une affaire de famille. Pour cela, le P.s. joue sur la jeunesse. Il a choisi comme candidate Michèle André, 37 ans, adjointe au maire de Clermont-Ferrand, Roger Quilliot, et chargée de la jeunesse et des sports, ce qui vient de l'amener, entre autres choses, à patronner le lancement d'un club de football. Elle a pour suppléant le maire d'une petite commune rurale, Gérard Mioche, 36 ans.

Michèle André est parfaitement lucide sur la difficulté de sa tâche. Mais pas spécialement intimidée. Elle sait aussi que c'est la première fois qu'une femme se présente au nom du P.s. dans cette région, et elle en est fière. De commune en commune, soutenue par les nombreux parlementaires et élus locaux socialistes, elle va au-devant des gens en leur parlant de problèmes concrets et en s'efforçant d'accentuer le trouble que l'« effet Fabius » est en train de produire chez beaucoup d'électeurs hésitants.

Des cinq autres candidats en présence, deux sont des fantaisistes, un troisième se présente au nom des Verts. Le candidat communiste n'a guère d'ambition dans une circonscription où, dès 1981, Georges Marchais était tombé à moins de 10 %. Quant à celui du Front national, il espère aussi contribuer au ballottage pour négocier avec Giscard au second tour, ce qui, le cas échéant, ne manquerait pas d'intérêt !

que des profits. » Où est passé l'argent ? Notamment le 1,3 milliard que la filiale Framatome a avancé à sa maison mère ? Cette créance a-t-elle servi – c'est une hypothèse – au rachat de l'américain Phénix Steel qui perd aujourd'hui 1 milliard par an et dont les dettes déséquilibrent principalement l'ensemble du groupe ? Une révolte pour des inconnues. De mémoire de Creusotin, on n'a jamais vu cela : 10 000 personnes dans la rue, toutes catégories sociales mêlées, le jeudi 6 septembre, scandant des slogans vengeurs à l'égard de F.c.b. menaçant d'occuper la mairie. « Alors qu'ici les gens ont le sens de l'autorité », soupire Camille Dufour.

## Sur le pied de guerre

80 % des commerces fermés, les professions médicales et paramédicales en grève : si la mobilisation a été longue – « les gens ne croyaient pas au danger » –, on sent, à de multiples signes, que Le Creusot tout entier est sur pied de guerre. Une étincelle et... Un homme, André Billardon, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale et député du coin, n'en dort plus. Navettes incessantes entre Le Creusot et Paris, discussions serrées dans les ministères. « Billardon joue son siège » : tout Le Creusot le murmure. Et la droite n'est pas la dernière à rêver...

Le retrait de F.c.b. du consortium où figurent Usinor et Framatome n'est peut-être pas fait pour arranger les choses. Qui va, désormais, reprendre Creusot-Loire, et à quelles conditions ? Les plans surgissent. Il y a un « plan Robleu », d'origine C.g.c. : « un simple montage financier ». Ce plan des cadres laisse une impression de déjà vu : c'est un peu le scénario qui s'est répété chez Boussac et Manufrance. Au mieux, c'est un répit pour quatre ans. Et après ? Il y a aussi un plan Dulaquais, du nom d'un directeur. Ici, la réflexion est plus fine. Il s'agirait de faire jouer les synergies entre les cinq divisions avec des repreneurs, agissant séparément.

La métallurgie irait à Usinor, à Framatome, Alsthom-Atlantique, aux Arsenaux, à la Snias, la mécanique lourde et l'énergie seraient prises en main par Framatome (qui a besoin de ce fournisseur pour ses cuves nucléaires) et Alsthom-Atlantique. Le secteur « usine clés en main » échoirait à Spie-Batignolles, F.c.b. Technip (déjà en difficulté) et Bouygues. Quant aux grues, R.v.i., Potain, P.p.m. et Richier, elles s'associeraient tandis que la solution serait toute trouvée avec Jeumont Rail. Une inconnue : le rôle des banques – essentiel – que ce plan n'aborde pas. « On a peur que le plan Dulaquais ne soit qu'une vente par appartement déguisée, qui briserait la cohérence du groupe. » Et qui, en fin de compte, aboutirait à des licenciements massifs, comme dans la solution F.c.b.

## Le poil hérissé

André Billardon et Louis Gallois ont donc du pain sur la planche pour désamorcer la bombe. D'autant plus – André Billardon le dit – « qu'il y a une tentative de déstabilisation politique ». Le passage que Laurent Fabius a consacré Creusot-Loire au cours de « l'Heure de vérité » a hérissé le poil des Creusotins, élus socialistes en tête. Billardon en fait les frais. « La balle est dans le camp des pouvoirs publics », menacent en chœur Camille Dufour et Bernard Loiseau.

« Ici, il n'y a pas d'autres activités, si Creusot-Loire saute, cela va faire du bruit », conclut le paisible maire aux cheveux blancs. ●

# L'économie au fil des jours

PAR STEPHEN GERE

## Un bandeau sur les prix

C'était il y a quelques jours, au moment de la rentrée des classes. D'habitude, c'est l'occasion de commenter l'augmentation du prix du cartable d'une année sur l'autre. « L'Huma », qui ne comptait pas s'en priver, dénonçait le scandale d'une hausse de 7,5 % en un an. Le reste de la presse, parfois à contrecœur, concédait que c'était la hausse de rentrée la plus faible depuis 12 ans. Avant les chocs pétroliers ! Pourtant, Marchais et ses copains n'avaient pas encore parlé à la Fête. Bref, y'avait du divorce dans l'air.

Au même moment, Pierre Bérégovoy et Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat à la Consommation, annonçaient le gel du prix des ardoises et des porte-plumes. Pour être plus exact, l'administration et l'Association des grands magasins et des magasins populaires (Fenacomult) venaient de signer un accord prévoyant, je cite, « que les prix pratiqués sur certains articles représentatifs du « cartable de l'écolier » ne subiraient aucune hausse par rapport à ceux de la rentrée précédente ». Au dossier de presse envoyé par le ministère des Finances était jointe une petite affiche – « bandeau » en sabir administratif – sur lequel on pouvait lire « ici des prix 84 = 83 » et qui, en principe, devait signaler les articles concernés par l'opération. Eh bien, comme je le redoutais, le « bandeau » n'a rien signalé du tout.

C.q.f.d. Pour en avoir le cœur net, je me suis rendu dans deux des cent soixante-trois magasins adhérents à cette association au nom bizarre de Fenacomult (1). Il s'agit de ce qu'on appelle traditionnellement un « grand magasin ». On peut s'étonner, au passage, qu'aucun super, hyper, Leclerc, tous ces ratatineurs de prix, tellement « toujours moins chers » depuis des années qu'on se demande comment il peut encore y avoir de l'inflation, aucun de ceux-là n'a souscrit une « convention de modération des prix portant sur des articles de rentrée scolaire ».

Bon. Rayon rentrée scolaire. Non sans difficulté, parce que noyés dans une débauche d'affaires nettement plus pub, je finis par repérer les modestes « bandeaux » tricolores – eh oui – de Béré. Je suis le seul... « Madame, avez-vous remarqué que certains articles scolaires étaient vendus au même prix que l'an dernier ?

« Dites-moi, jeune homme, vous avez vu l'heure ? Vous croyez que je n'ai que cela à faire ? »

« ?? »

Seconde maman d'élèves : « Vous savez, l'an dernier, j'étais aux Etats-Unis. » (sic)

Un papa d'élèves : « Des bandeaux ? Quels bandeaux ? » Bref, personne n'a rien vu. Dixit le chef de rayon, on ne fait pas de bénéfice sur ces articles, ce sont surtout des prix d'appel. Des prix d'appel quand personne ne semble être au courant de l'opération ! Il faut dire, en plus, que lesdits « articles classiques de moyenne gamme » – c'est un euphémisme – n'ont pas vraiment grand-chose d'excitant. On trouve de tout dans le « cartable de l'écolier ». Ça va du « classeur 17 × 22 » au « taille-crayon à réserve » en passant par les « maillots de corps et slip coton » et autres « chaussures croûte de cuir ». Triste comme la rigueur.

A côté d'une pile de cahiers 96 pages à 3,50 F depuis un an, trois rayons cartables en croûte verdâtre, jaune ou rouge terne, à quatre cents balles depuis une semaine. Le chef me susurre que c'est là-dessus que le magasin fait son beurre.

« Vous en vendez beaucoup ? »

« Comme des petits pains. »

« Et ils ont beaucoup augmenté, eux ? »

« Ben, on a fait le maximum. »

*(1) Il s'agit du B.h.v., du Bon Marché, des Galeries Lafayette, des Magasins Réunis, du Printemps, du Prisunic, de la Samaritaine, des Trois Quartiers, d'Uniprix, de Monoprix, des Nouvelles Galeries, de Printania, de Marks et Spencer, du Soldat Laboureur et de trois établissements de vente par correspondance : la Redouté, les Trois Suisses et Quelle.*

## Budget 1985 : « Ni sado ni maso mais réglo »

*« Si on n'avait pas cassé ce rythme, à la fin du septennat, les prélèvements obligatoires auraient dépassé les 50 %. Cela aurait été intolérable, on aurait étouffé l'initiative et la production. » C'est la conviction de François Mitterrand, telle qu'il l'a exprimée devant le Conseil des ministres, mercredi. Le budget de 1985 traduira en conséquence l'engagement pris devant les Français lors de l'émission « l'Enjeu » du 15 septembre 1983 : il s'agissait d'« amorcer la décrue, de renverser la vapeur ». On y est, le poids des prélèvements obligatoires dans le P.i.b. passera de 44,7 % en 1984 à 43,7 % en 1985, soit le même niveau qu'en 1982.*

*Très bien, ironisent certains, mais on baisse les impôts pour relever les tarifs publics. Pour le contribuable, cela revient au même... Pas du tout, affirme le gouvernement, la baisse des prélèvements obligatoires est calculée en tenant compte d'un relèvement de 0,3 point de P.i.b. de la taxe extérieure sur les produits pétroliers, qui en accusant un accroissement de 20 % fera passer le litre de super à 6 francs. D'autres reprocheront à ce « budget de misère » de sacrifier l'essentiel des grands projets sur lesquels la gauche a été élue en 1981. Au contraire, la formation, la modernisation industrielle, la recherche continueront à bénéficier d'un traitement de faveur en 1985. Paradoxe ? Non, des économies ont pu être réalisées sur d'autres postes et, on peut s'en douter, dans l'élaboration de cette loi de finance, ce ne fut pas le plus facile. En fait, trois priorités ont présidé à son élaboration.*

*Tout d'abord, la limitation très stricte de l'évolution des dépenses à 995,2 milliards de francs en 1983, soit une évolution de 6 % en valeur par rapport à 1984, tandis que le P.i.b. est attendu pour croître de 7,5 %, toujours en francs courants, il s'entend. Les dépenses de fonctionnement, c'est-à-dire le train de vie de l'Etat, sont diminuées de 2 %, l'emploi des fonctionnaires de 1 %, ce qui correspond à la suppression de 5 300 postes environ, par non remplacement de départs à la retraite, à qualité de service public égal bien entendu. Les subventions aux entreprises et organismes publics augmentent de seulement 3 %, ce qui traduit le retour progressif attendu du secteur public à l'équilibre financier. Pas de miracle, pas de coupe sombre mais une gestion des comptes aussi rigoureuse que possible, que Laurent Fabius appréciait en déclarant qu'il ne s'agirait « ni d'être maso, ni d'être sado, mais d'être réglo ».*

*Secondes priorités à respecter, celles de l'action de l'Etat. Il est clair, par exemple, qu'il n'est pas question de relâcher l'effort de formation. Ainsi le budget de l'Education nationale augmentera de 6,4 % et l'on créera 2 289 postes supplémentaires. Côté modernisation, les crédits du ministère de l'Industrie s'accroissent de 24 % en dépenses totales et de 26 % en autorisation de programmes. Les dotations en capital du capital public industriel atteignent 15,7 milliards de francs, soit 11 % de plus qu'en 1984.*

*Troisième ordre de priorités, un souci de justice fiscale. L'allègement de l'impôt sur le revenu bénéficie à tous les contribuables puisqu'elle représentera un allègement uniforme de 5 %. Le barème de l'impôt sur le revenu est totalement indexé sur la hausse des prix. La contribution sociale de 1 % est supprimée sur tous les revenus sauf ceux des valeurs mobilières soumises à prélèvement libératoire. La majoration sur l'impôt sur les grandes fortunes est maintenue. Enfin la taxe professionnelle des entreprises sera réduite uniformément de 10 % en 1985 et plafonnée à 5 % de la valeur ajoutée.*

*Avec un déficit budgétaire strictement limité à 3 % du P.i.b., la baisse des prélèvements obligatoires devrait avoir un effet stimulant pour notre économie sans pour autant être inflationniste, ou néfaste à notre équilibre extérieur. La décrue est amorcée. Reste une question : jusqu'où devra-t-elle être poursuivie ?*

## Les conseils empoisonnés de M. Gattaz

« Nous sommes prêts à prendre des risques, que le C.n.p.f. en fasse autant. » Cet appel d'Edmond Maire disposé à assouplir les positions de la C.f.d.t. pour aider la création d'emplois n'a pas beaucoup de chances d'être entendu Rue Pierre-1er-de-Serbie, si l'on se fie aux récents propos d'Yvon Gattaz. Après avoir brossé un tableau très sévère des performances de notre économie, le patron des patrons a rappelé les propositions de son organisation « pour sortir de la crise ». Des propositions tellement populaires et si facilement applicables qu'on se demande bien ce qui a retenu Raymond Barre de les appliquer en son temps.

Avec 7,5 % de hausse des prix, la France a un taux d'inflation trop élevé pour que les entreprises soient compétitives, dit-il. Qu'à cela ne tienne, qu'on libère totalement et rapidement les prix industriels au risque d'une « bourrasque » sur l'inflation. Autrement dit, suicidez-vous en nous sortant un taux d'inflation barriste ! Yvon Gattaz oublie de dire que les prix industriels sont en bonne voie d'être libérés, que cette action continuera d'être menée dans les délais souhaitables.

Le déficit de notre commerce extérieur continue de s'alourdir, accuse Gattaz, mais prenez le risque d'un nouveau dérapage de la balance commerciale en relançant l'investissement. Outre qu'il n'est pas question de creuser les déséquilibres actuels, signalons que ce risque a été pris par le gouvernement Mauroy. En effet, le plan productique avait pour objet de favoriser l'investissement productif tout en sachant qu'en contrepartie il coûterait 20 milliards d'importations supplémentaires à la France, nos industriels s'étant désengagés du marché des biens d'équipement (électroniques en particulier).

Enfin, créez quatre cent mille emplois nouveaux à contraintes allégées, les fameux E.n.c.a., sur les décombres de la législation sociale. Faut-il vraiment se demander pourquoi Yvon Gattaz demande toujours l'impossible ? « Si le gouvernement n'agit pas, il se condamne à ne pas réussir », conclut le chef du patronat. Et si le gouvernement suit les conseils de Gattaz, il se condamne à quoi ? ●



## BULL : LES MOYENS DE LA RÉUSSITE

Bull s'est doté des moyens de relever le défi informatique mondial afin d'éviter à la France tous les risques de la dépendance à l'égard des grands constructeurs américains.

### LES OBJECTIFS A HORIZON 86

Le Plan d'Entreprise de Bull pour la période 84-86 s'articule autour de trois axes :
1) s'orienter vers les marchés de la micro-informatique et de la bureautique distribuées en mettant à profit les atouts dont le Groupe dispose tant dans les moyens et grands systèmes informatiques que de son expérience dans les réseaux de communications ;
2) consolider et améliorer son adaptation au marché en proposant un ensemble de matériels, de logiciels et de services répondant à l'attente de ses clients et lui permettant une liberté de choix totale ;
3) poursuivre une politique d'alliances et de coopération tant avec des partenaires industriels qu'avec les sociétés de services et d'ingénierie informatique.

### LE REDRESSEMENT FINANCIER

En 1983, pour la première fois depuis 1979, l'ensemble des indicateurs financiers du Groupe a amorcé un renversement de tendance vers une situation plus saine.

Ce redressement résulte, d'une part, de l'apport, par l'État devenu actionnaire principal, d'une dotation en capital permettant de commencer à rattraper la sous-capitalisation dont souffrait le Groupe depuis cinq ans.

Il résulte d'autre part, de la progression du chiffre d'affaires (+ 21,3 %), du contrôle rigoureux des frais de fonctionnement, de la maîtrise de l'outil industriel, de l'amélioration de la marge brute et de la réduction des frais financiers.

Ces améliorations ont permis de réduire les pertes de moitié par rapport à 1982 et de confirmer le retour à l'équilibre financier pour 1986.

### LES INVESTISSEMENTS

Ce retour à la profitabilité s'effectue sans compromettre l'avenir.

En 1983, les investissements industriels du Groupe se sont élevés à 636 millions de francs, soit une progression de 20 % par rapport à l'année précédente.

Les montants consacrés à la recherche et au développement représentent 1,3 milliard de francs. Par ailleurs, 852 millions de francs ont été consacrés aux investissements en parc locatif et en pièces de rechange.

Pour évaluer l'effort consacré à la préparation de l'avenir, il convient d'ajouter à ces 2,8 milliards d'investissements directs, les dépenses de formation.

Dans une industrie de pointe comme l'informatique, la valeur du personnel est capitale.

En 1983, plus de 5 % de la masse salariale du Groupe ont été réservés à la formation, essentiellement centrée sur l'évolution des métiers et des technologies.

Parallèlement, le Groupe a poursuivi une politique de recrutement de jeunes diplômés et renforcé ses relations avec les établissements d'enseignement spécialisé.

### RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Plus que tout autre secteur, l'informatique nécessite d'anticiper les mutations technologiques pour maintenir un haut niveau de compétitivité des produits et leur adéquation aux besoins des clients.

Bull consacre 11 % de son chiffre d'affaires à la recherche et au développement. 3 100 personnes travaillent dans le centre de recherche du Groupe et les six centres d'études spécialisés par secteurs de produits.

Les travaux du centre de recherche sont orientés autour de cinq axes principaux :
— circuits à haut degré d'intégration ;
— magnétisme ;
— architecture de réseaux ;
— génie logiciel ;
— intelligence artificielle.

Ces travaux, associés à ceux des centres d'études et de développement des divisions produits, et aux échanges avec les partenaires français et internationaux du Groupe, préparent les produits de la prochaine génération En 1983, Bull a crée avec ICL et Siemens un centre européen de recherches avancées.

### LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

Au cours de ses cinquante années d'histoire, Bull a réalisé plusieurs innovations technologiques majeures.

Tout récemment, Bull a pris la tête de deux nouveautés importantes. La carte à mémoire CP8 dont les utilisations au-delà du domaine bancaire, ouvre de multiples perspectives d'application.

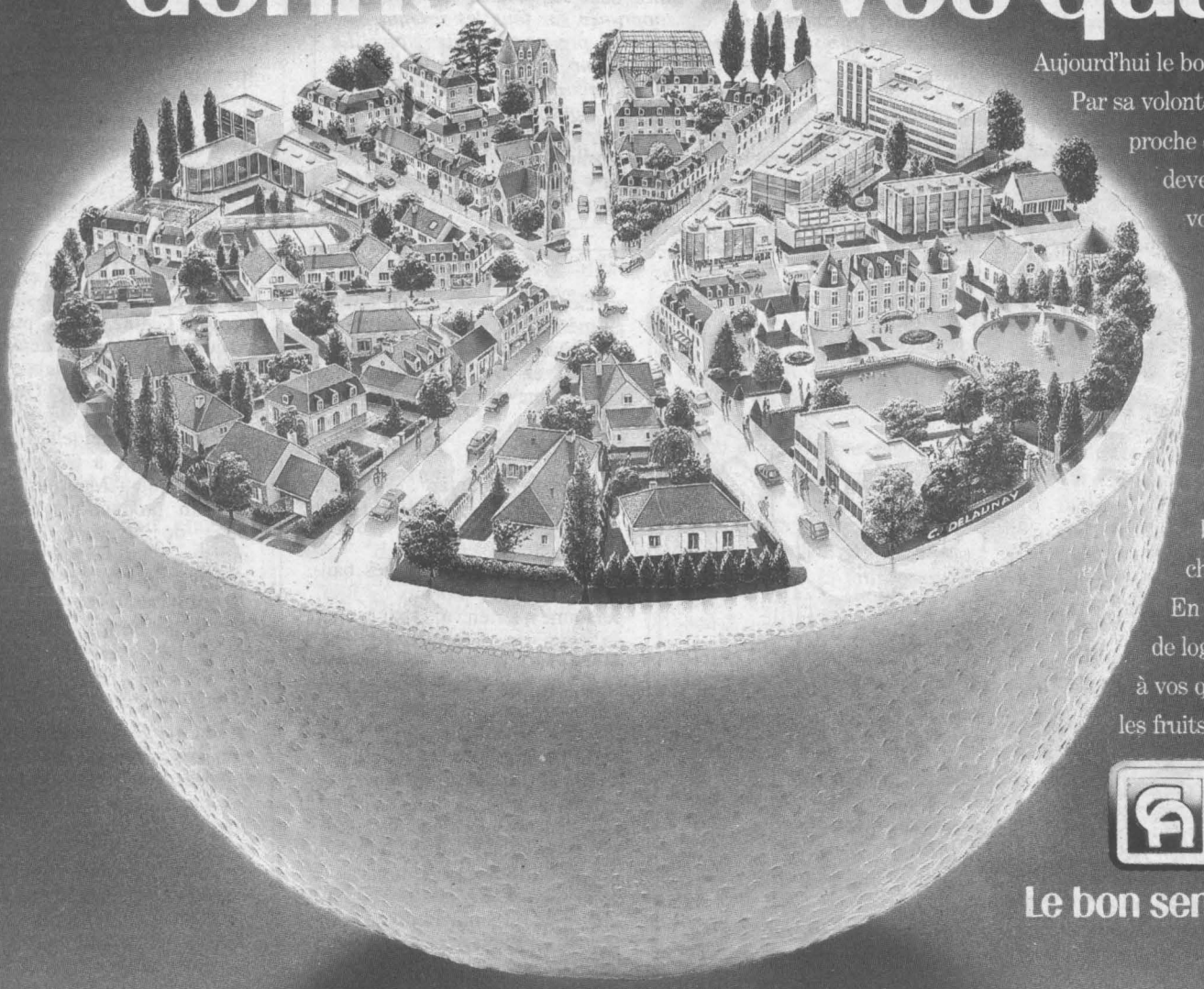
L'imprimante magnétographique de conception entièrement française connue sous le nom de « Mathilde » connaît déjà un vif intérêt commercial au plan international, grâce à son avance technologique.

**BULL EN 1983**

- CHIFFRE D'AFFAIRES : 11,6 milliards (+ 21,3 %)
- MARCHÉS INTERNATIONAUX : 38 %
- 6 CENTRES INDUSTRIELS EMPLOYANT 6 600 PERSONNES
- 1 CENTRE DE RECHERCHE 6 CENTRES D'ÉTUDE ET DE DÉVELOPPEMENT EMPLOYANT 3 100 PERSONNES.

**Bull**


# Avec le Crédit Agricole, donnez vie à vos quartiers.



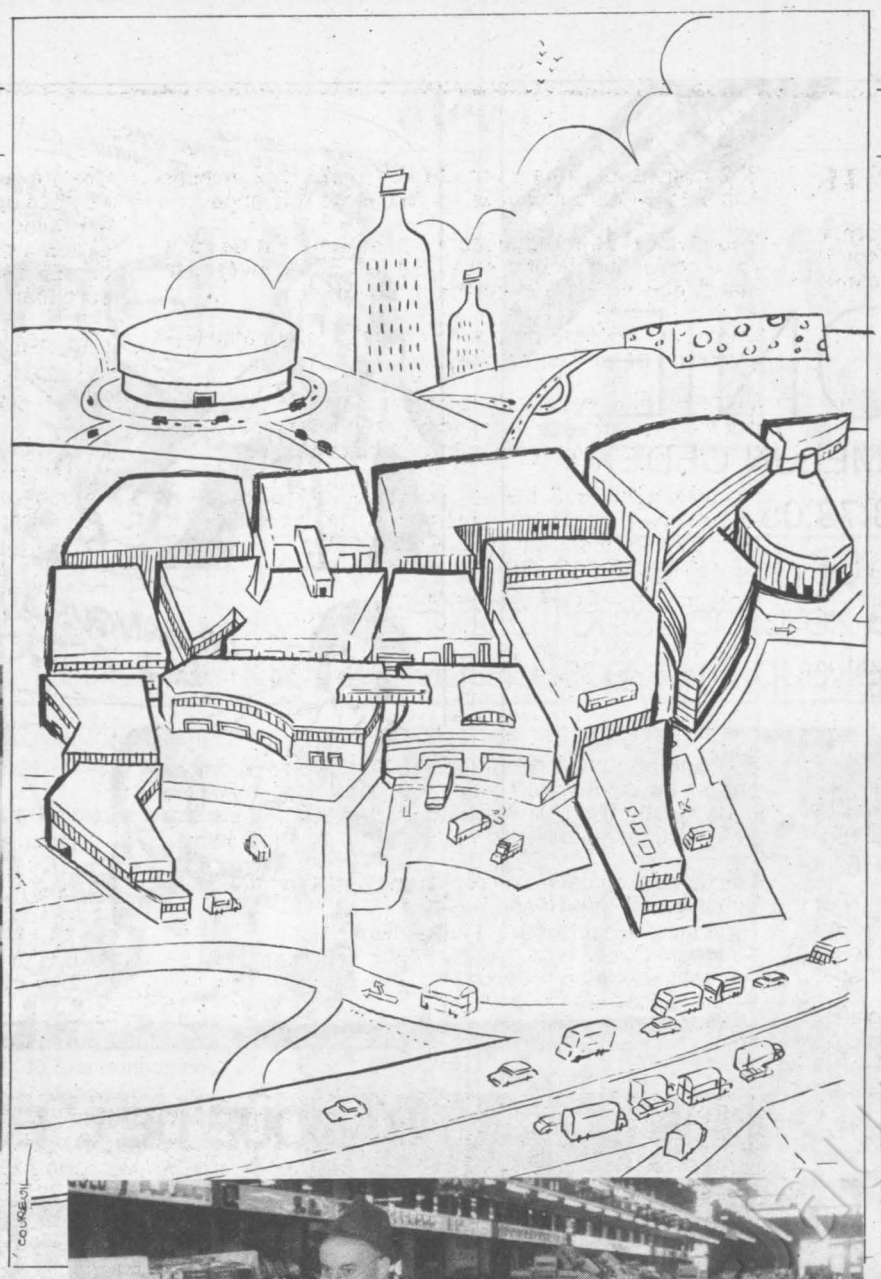
Aujourd'hui le bon sens porte ses fruits en ville. Par sa volonté d'être toujours plus proche de vous, le Crédit Agricole est devenu tout naturellement la banque de votre quartier. Ouvert à tous, le Crédit Agricole vous offre son goût du contact humain, son aptitude à rester à l'écoute de vos problèmes, afin de mieux vous comprendre et de faciliter votre vie de tous les jours : par exemple votre argent est disponible 7 jours sur 7 dans près de 2500 distributeurs de billets de banque. Mais répondre aux besoins de chacun, c'est aussi satisfaire les besoins de tous. En participant aussi au financement de logements, le Crédit Agricole donne vie à vos quartiers. Avec le Crédit Agricole, récoltez les fruits du bon sens.

CRÉDIT AGRICOLE

Le bon sens près de chez vous

# RUNGIS: LE PREMIER MARCHÉ DU MONDE







*Jean-Marie Bockel au pavillon des fromages.*





« Voir et écouter » caractérisait le style de l'ex-député d'Alsace, Jean-Marie Bockel. Cette conduite sera la marque du nouveau secrétaire d'Etat au Commerce, Artisanat et Tourisme appliquée pour sa première sortie, le 6 septembre dernier au Marché d'intérêt national de Rungis.

PAR DENIS DANGAIX

IL est 5 heures, Rungis travaille. Alors que la capitale n'en finit pas de se reposer, ici le contraste est flagrant. Le règne du silence nocturne fait place, d'un seul coup, aux bruits tellement familiers de l'activité. Rungis, c'est uniquement un marché. Un gigantesque marché, classé premier au hit-parade du grand commerce mondial, une immense halle connue de chacun et fréquentée par beaucoup. Le décor est grandiloquent. Ça grouille de camions, ça fourmille de gens, ça pullule de marchandises. Bref, une chose est certaine, c'est que le « micro », le monde du « petit » paraît totalement absent du système Rungis.

Faire le tour des six cent soixante hectares du marché reste un exploit, quelque peu sportif, que l'on n'oublie pas de sitôt. Une tâche rendue difficile non seulement par l'organisation du territoire, mais aussi par la façon dont celui-ci est « travaillé ». Rungis, c'est un déversoir. Une sorte de mélange de « place de la Concorde à six heures du soir », autant au-dessus qu'en dessous. A la seule différence près qui est que la marchandise, la victuaille, est prioritaire. Elle arrive par tous les moyens de transport possibles. On la stocke. On la prépare, on la présente. On la discute, on la vend et elle repart, toujours par les mêmes moyens vers toutes les directions. L'opération, dans sa globalité, aura duré l'espace d'une nuit. Impressionnant. Les sunlights du marché appuient ce caractère fébrile, ce côté course contre la montre, qui est le label qualitatif de cet endroit.

## Des services et des tonnes

« Rungis ? Il tourne tout seul. » Jean Menguy, président du marché, reste stoïque. Pour lui, il s'agit d'une évidence. Comment pourrait-on imaginer le contraire, alors que le marché charrie, annuellement, quelque cent mille tonnes de produits de la mer et d'eau douce, plus de deux cent mille tonnes de produits laitiers, cinq cent mille tonnes de viande, un million et demi de tonnes de fruits et légumes et plus de quatre millions de fleurs et de plantes ? Oui : il ne faut pas se fier aux apparences. Le système du marché fonctionne à merveille. Il est réglé sur le principe du compte à rebours ; l'heure H étant le moment de la livraison.

Techniquement, Rungis est agencé comme une cité. Autour de sa tour administrative – onze étages renfermant les diverses administrations départementales ou antennes du M.i.n. (Marché d'intérêt national) –, le marché accueille des sociétés de services des plus divers. Vingt et une banques, rien que ça, une poste, un commissariat de la P.j., des accueils R.a.t.p., un terminal S.n.c.f... même une Agence nationale pour l'emploi. Et, bien sûr, la quasi-totalité des services appropriés (l'Agriculture, l'Economie et les Finances, le Travail et Affaires sociales, la Santé etc.).

Le tout gère dix-sept mille salariés, deux millions et demi d'opérateurs (des grossistes) et plus de cinq millions et demi de visiteurs venant faire leurs courses. Voici pour la face visible du M.i.n. Mais si l'on gratte un peu, sachez que Rungis fonctionne aussi dans sa capacité de nettoyage, d'entretien et de distribution.

Quatre-vingt-huit mille tonnes de déchets en 1983, c'est le chiffre net. Il utilise par an huit cent mille mètres cubes d'eau, seize millions de kilowatts-heures d'électricité et fabrique par jour quatre-vingts tonnes de glace. Tout cela est servi pour (et par) cent douze entreprises d'activités annexes qui, de l'entrepôt à la restauration, en passant par un centre commercial comprenant cent quarante commerces, animent la zone périphérique des halles proprement dites.

## Des couleurs et des odeurs

Visiter Rungis, c'est évidemment parcourir la zone des halles. Quatre cent cinquante mille mètres carrés de hangars où, telle une revue bien orchestrée, se profilent à perte de vue des tonnes et des tonnes de produits. Ici, c'est la marée : une odeur caractéristique du « très » grand large, amplifiée, à l'extérieur, par une aération... solide. Tout est là, à faire pâlir d'envie une génération de pêcheurs. Des poissons comme on n'en voit plus, des crustacés comme on en rêve... C'est rouge, c'est gris, c'est jaune... c'est vivant. Là, les produits carnés. Dans ce lieu, le rouge domine. Imaginez cent trente mille tonnes de bœufs... Par an, ouf... Cent mille tonnes de volailles, toujours par an, et des moutons, des porcs, j'en passe... C'est vraiment dur pour le foie. Ils sont alignés, ils attendent la découpe et... l'acheteur.

Tiens voilà le pavillon renfermant les fromages. Caractéristique aussi, celui-là. C'est le terroir, le parfum du comestible, la senteur de la macération. C'est coloré à souhait et, il faut bien le reconnaître, force la salive. Un petit tour rapide aux fruits et légumes, c'est frais et rafraîchissant et enfin, l'extase, les fleurs. Rien à signaler d'extraordinaire sinon... c'est superbe. Salut la vie, enfin un arc-en-ciel... J'ai failli craquer.

Tout gros système possède son paradoxe. Et Rungis n'échappe à la règle. Si, de onze heures du soir à huit heures du matin, le marché est capable de « digérer » sa loi de l'offre et de la demande, c'est tout simplement que toutes les opérations sont informatisées. De la réception à la vente, du pesage à la découpe, de l'arrivage au départ jusqu'à l'évolution du cours, l'ordinateur fait son office. On ne fait pas la queue à Rungis (sauf aux péages). Tel grossiste veut connaître l'origine d'une « bête », voici une fiche. Tel acheteur négocie une cargaison complète de victuailles, pas la peine de payer plusieurs fois, voilà la note. Rungis possède sa mémoire et si ses halles connaissent toujours les gestes des différents corps de métiers, son organisation est complètement tournée vers la technologie la plus fine.

Rungis, dix heures du matin. L'immense parking est quasiment vide. Les véhicules de transports, les chariots ont fait place aux camions d'entretien. L'activité de jour a évincé la fièvre de la nuit. Rungis montre un autre visage : celui d'un entrepôt... vide... jusqu'au soir. ●

Conditions spéciales aux discothèques de prêt

# EUPHONIE

B.P. 123 - 77003 MELUN CEDEX
Téléphone (6) 068.73.05

VENTE PAR CORRESPONDANCE DE

DISQUES CLASSIQUES
D'OCCASION
PARFAIT ETAT

DISQUES NEUFS EN SOLDE

ACHAT A DOMICILE
DE VOS DISQUES CLASSIQUES



Demandez l'envoi
gratuit de
nos listes mensuelles



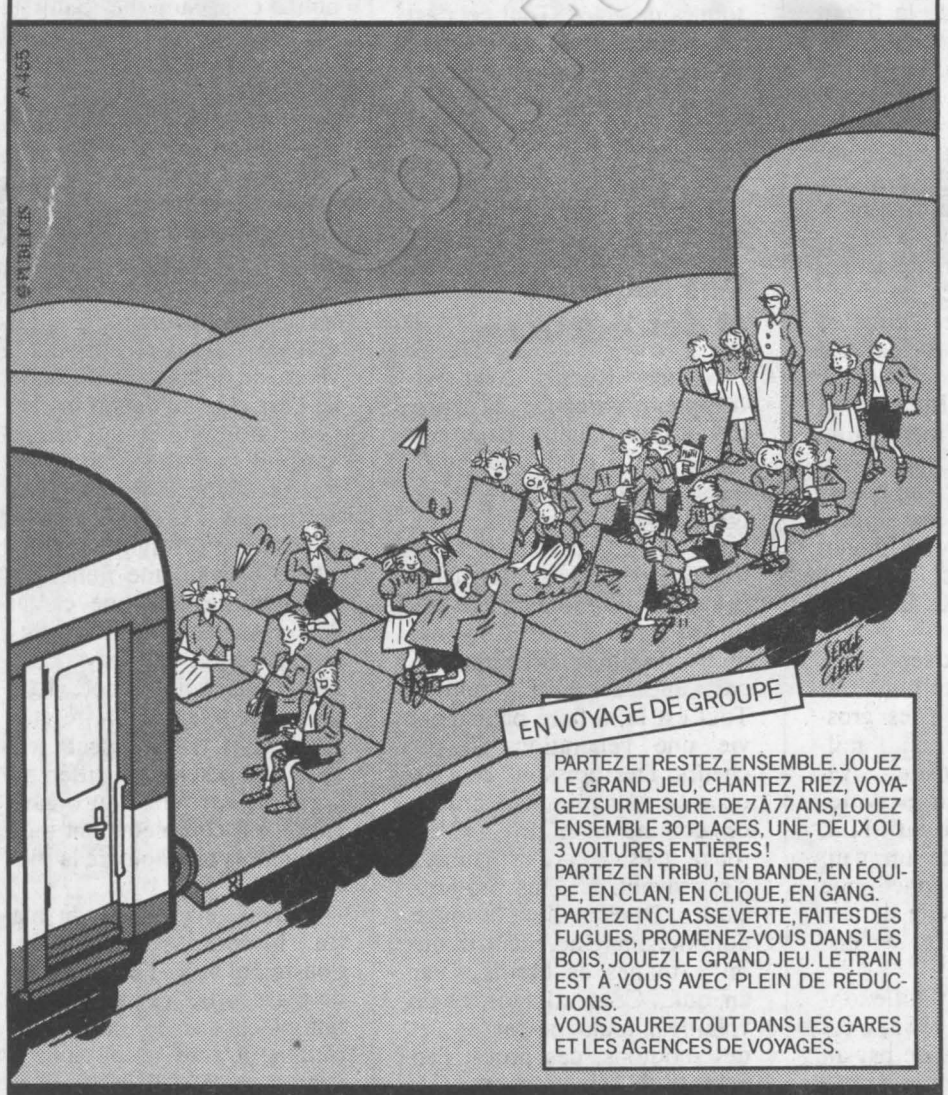

## BANQUE DE L'ECONOMIE SOCIALE

bccm

**BANQUE CENTRALE DES COOPERATIVES ET DES MUTUELLES**

**Siège social:** 12, place de la Bourse - 75002 Paris - Tél.: (1) 233.44.71
72 agences et points conseils, à Paris et en Province

## LE TRAIN RASSEMBLE LES TRIBUS!




SNCF LA VIE VOYAGE EN TRAIN.

## transexel

**est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour:**

**.la création**
**.la gestion**
**.l'organisation**
**.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.**

**LA DEFENSE CEDEX 07**
**TOUR EUROPE - 92080 PARIS**
**TEL : 778.16.60** TELEX : 610579

## FICHIER D'ARTISTES

***Pleins d'énergie, de talent et capables d'assurer le succès de vos fêtes publiques ou privées comme ils ont assuré celui du Dépôt-Vente :***

***Auditions publiques***
***chaque samedi après-dîner.***
***Rock'n roll, rockabilly : vendredi 21 h***

***Le Dépôt-Vente de la Jatte, 92200 Neuilly***
***(dîner-concert 637 33 99)***

***ORGANISATION DE FETE***

***Sylvie et Gérard VACHER 624 33 33***

Collection Jean-Jaurès

# ECOLE: LE LABORATOIRE DE SAINT-FONS

A Saint-Fons (Rhône), la cloche de toutes les écoles sonne à 15 h 30 et jusqu'à 17 h les enfants s'égaillent pour exercer plus de cent vingt activités. Toutes gratuites. La municipalité socialiste estimant que le temps de loisir est aussi nécessaire que le temps de travail

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

*(de notre envoyée spéciale)*

CHANGER l'école : travail de longue haleine, mais tâche réaliste, la commune de Saint-Fons le prouve quotidiennement. En essayant d'ouvrir l'institution scolaire sur la vie, en la rapprochant des désirs et des besoins des enfants, en y multipliant les occasions d'une réelle égalisation des chances. Son outil pour approcher cette ambition : la généralisation massive des activités périscolaires et son corollaire indispensable, la réforme des rythmes scolaires.

A Saint-Fons, la cloche sonne dans toutes les écoles à 15 h 30. Et, jusqu'à cinq heures, les enfants s'égaillent. Certains rentrent chez eux, d'autres restent dans l'établissement pour des ateliers de travaux manuels, d'informatique, de photo ; d'autres encore montent dans des cars pour aller faire du judo, du tir à l'arc, du rugby, de la musique... Plus de cent vingt activités, toutes gratuites, puisque la municipalité estime ce temps de loisir aussi nécessaire que le temps de travail strictement scolaire.

Les gosses, dans cette petite commune industrielle de la banlieue lyonnaise, sont une priorité politique. 45 % du budget de fonctionnement leur sont directement consacrés (5 % allant aux activités).

Une longue démarche, commencée en 1971 avec la création d'une école ouverte — la seconde en France — liée à une maison de l'enfance, qui privilégie la pédagogie d'éveil et fonctionne en étroite communication avec les associations de la ville. En 1975, sont construits une maternelle et son centre social intégré et, en 1976, l'école de musique s'ouvre à l'école primaire, chaque enfant y suivant quatre heures de cours par semaine sur son temps scolaire. Expérience abandonnée ensuite car, malgré cet effort, peu de gosses sont allés au conservatoire, et les autres ont cessé de s'intéresser à la musique, sans doute parce que, trop ambitieuse, l'école a voulu dispenser un enseignement classique très éloigné de la demande ludique des enfants.

En 1980, la municipalité crée le « passeport loisirs ». Une carte qui coûte de 20 à 190 F par enfant, selon les revenus familiaux, et qui donne accès, gratuitement pour toute l'année, à la quasi-totalité des installations culturelles et sportives de la ville. Une innovation qui a provoqué un véritable boom et bouleversé les habitudes de fonctionnement, tant dans les associations que pour les enfants : en découvrant la liberté de choix, les gosses ont aussi appris à s'organiser. « C'est une étape qui a révélé des besoins », commente Jean-Paul Chevassus, conseiller à la mairie.

1981 a vu deux révolutions : l'autonomie de gestion de chaque établissement scolaire (la mairie subventionne à raison de 180 F par élève plus 7 500 F par groupe scolaire pour les investissements pédagogique ; aux équipes, ensuite à répartir la somme, à engager des projets, donc à prendre des habitudes de discussion collective qui font défaut dans la grande majorité des établissements de France et de Navarre) et l'expérimentation, dans une seule école pour la première année, de nouveaux rythmes scolaires.

Derrière tout cela, des objectifs politiques précis. Et d'abord induire un fonctionnement différent de l'école qui prenne en compte l'espace éducatif dans sa globalité, ce « réseau de comportements, de rites sociaux, de savoir et de savoire-faire domestiques et professionnels qui enveloppent l'enfant dès sa naissance », selon le maire, Franck Sérusclat. Un réseau dans lequel l'école joue un rôle fondamental mais non solitaire. « Il n'existe pas un lieu hermétique et stérilisé où on enseigne la lecture, un lieu coupé de tout ce qui se passe ailleurs, dans la vie, la rue, les médias, la famille », explique Michel David, bras droit de Franck Sérusclat.

La volonté de la municipalité consiste à assurer une cohérence entre toutes ces sources d'information et de formation, à instaurer une continuité pédagogique entre des projets devenus complémentaires. Par exemple, lorsqu'à l'école l'éducation physique privilégie la maîtrise de l'espace, de la latéralisation, l'association insiste plus sur le caractère ludique du sport et le club sur la compétition.

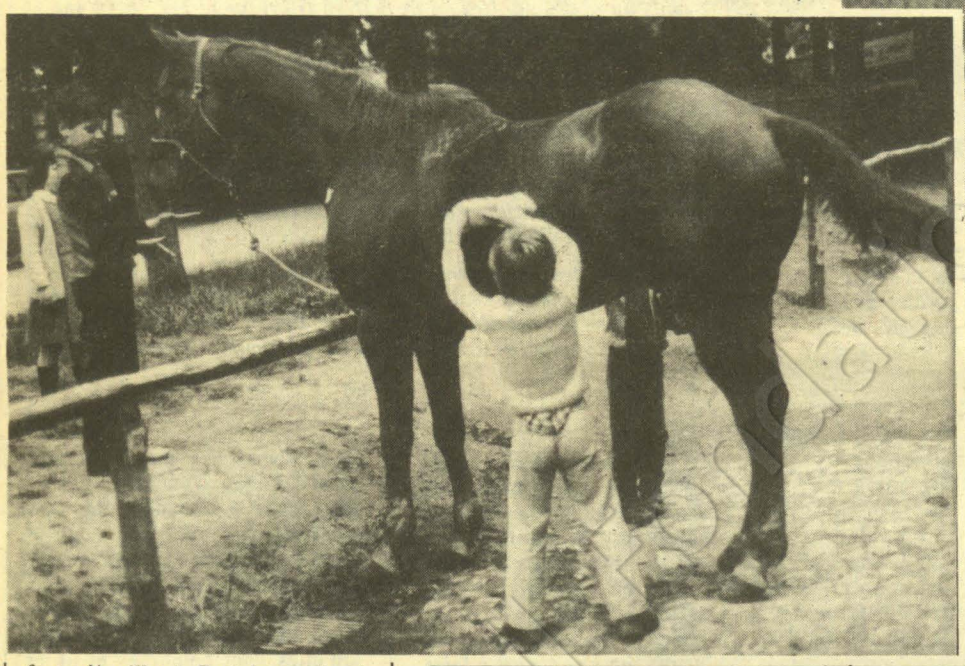
## Nouvelle répartition du temps

Second objectif : ouvrir à tous l'accès à la culture. Parce que, sans elle, l'enfant n'a aucune chance de développer ses potentialités et de faire usage du savoir qui lui est dispensé à l'école. Par le sport, la cuisine, la danse, la poterie, il découvre des moyens d'expression qui l'aident à se trouver en situation de réussite et rejaillissent naturellement sur son apprentissage scolaire. Et cela d'autant mieux que l'école use d'une pédagogie de la réussite, axée sur les activités d'éveil, la prise en compte de projets éducatifs.

Mais les rythmes scolaires habituels interdisent pratiquement tout développement des activités périscolaires. Fatigue nerveuse des élèves — et des enseignants —, manque d'attention, surtout en fin d'après-midi, surcharge de fatigue lorsque des activités se pro-

*(suite en page 12)*









*Quelques-unes des cent vingt activités exercées par les enfants de Saint-Fons.*

*(suite de la page 11)*

longent, après l'école, jusqu'à sept ou huit heures, compromettant d'ailleurs la vie de famille. Sans parler de l'utilisation peu rationnelle des équipements...

La commune de Saint-Fons a donc cherché une nouvelle répartition du temps de vie entre école, famille, loisirs. Ne pouvant toucher au rythme annuel des vacances qui, lui, demande une réforme à l'échelle régionale, elle s'est contentée de revoir l'équilibre de la semaine et de la journée : l'école fonctionne le mercredi matin mais pas le samedi, et la journée scolaire finit à 15 h 30 pour laisser la place aux activités. Du coup, la matinée a été regonflée — 8 h 30 — 12 heures, avec une coupure d'une demi-heure à 10 heures — et la pause du déjeuner écourtée d'une demi-heure.

Une organisation qui a dans un premier temps suscité beaucoup de critiques, certains craignant qu'elle ne provoque trop de fatigue. D'après les travaux d'Hubert Montagner sur les rythmes circadiens, il semble en particulier qu'il vaudrait mieux réserver la seconde partie de l'après-midi aux activités intellectuelles. Ce qui supposerait une organisation du travail très différente pour les enseignants.

## L'absentéisme du samedi matin

Après deux ans d'expérience, cette critique a fait long feu : « Plus personne n'en parle », constate le président de la Fédération des parents d'élèves (F.c.p.e.), Daniel Llinarès. Sauf pour les maternelles : la matinée est un peu lourde, la coupure du déjeuner un peu courte. Encore ces défauts disparaîtraient-ils si les instituteurs pratiquaient réellement l'accueil souple encouragé par la municipalité.

Quant à la querelle classique sur l'inversion du mercredi et du samedi, elle semble décidément sans objet. Parce que, de plus en plus, l'absentéisme du samedi matin se développe et que, lorsque les deux parents travaillent, les enfants ne se reposent pas réellement le mercredi matin. « En tant que pharmacien, raconte Daniel Llinarès, je m'aperçois que les rythmes des habitants de la ville ont vraiment changé : le samedi matin, les gens sortent beaucoup plus tard et font leurs courses en famille. » Quant à savoir si une coupure de deux jours est plus ou moins profitable qu'une coupure au milieu de la semaine... Il semble bien, en fait, que le mercredi matin n'ait jamais eu d'autre fonction que d'assurer une plage au catéchisme même si les écoles privées en sont souvent déjà revenues.

En tout cas, les parents de Saint-Fons ne semblent plus aujourd'hui que constater les avantages du système, une plus grande intimité avec leurs enfants, un éventail remarquable dans les activités qui leur sont offertes.

« Mais les plus partants dans le projet, ce sont encore les enfants », raconte Claude Joseph, adjoint aux affaires scolaires. En fin de CM2, plus de 90 % d'entre eux disent qu'ils souhaiteraient continuer les activités au C.e.s. Ce qui deviendra possible cette année, les cours finissant à la même heure que dans le primaire, mais l'isolement géographique et pédagogique du collège risque d'en freiner l'épanouissement.

90 % des enfants pratiquent au moins une activité, 70 % au moins deux et plus de 50 % au moins trois : en soi, c'est déjà un succès, mais ces chiffres permettent mal de mesurer ce qu'ils y gagnent, en assurance, en autonomie. Ils se déplacent facilement, savent tout ce qui se passe dans les différentes activités. Ils ont aussi l'occasion de voir leurs instituteurs sous différents jours, puisque les enseignants, pour assurer les vingt-sept heures qu'ils doivent à l'Education nationale, animent des ateliers en fonction de leurs goûts et de leurs aptitudes, du soutien pédagogique à l'informatique, en passant par le théâtre et les cours d'espagnol ou de portuguais.

Autres éléments de mesure de succès de l'opération, quelques données « d'ambiance » urbaine : Saint-Fons est la commune la plus proche des Minguettes et accueille une importante population immigrée (59 % en moyenne en maternelle et 51 % dans le primaire). Pourtant, la ville n'a jamais eu à faire face à un problème du type Vénissieux. L'unique école privée de Saint-Fons accueille seulement quatre-vingts élèves sur trois mille enfants. Et la municipalité de gauche peut se vanter d'une bonne résistance a l'effet Le Pen : les 14 % de l'extrême droite aux Européennes (22 % aux Minguettes) ont été gagnées uniquement sur les voix de droite. Et, aux dernières municipales, la liste a été reconduite avec 72 % des voix malgré une campagne de la droite très agressive et localement centrée sur la question scolaire.

## Concertation encore insuffisante

Pourtant, tout n'est pas rose, et l'équipe de Saint-Fons reconnaît volontiers que son projet est encore perfectible. D'abord en y intégrant d'autres activités, plus axées sur les technologies nouvelles — informatique, électronique, communication, écologie. Mais surtout en progressant, en affinant son approche. Car une expérience de ce type se heurte à bien des habitudes et des idées reçues. Par exemple, pour faire comprendre aux professionnels, sportifs ou musiciens, la nature exacte des objectifs poursuivis. Eux cherchent souvent à provoquer des vocations, à encourager l'effort compétitif au détriment du jeu. La municipalité, elle, souhaite seulement une initiation qui aide l'enfant à se déterminer, qui permette à tous les enfants d'approcher des disciplines pour pouvoir les aimer. Dans l'idéal, les activités périscolaires devraient juste prendre en charge cette initiation ; au club ou à l'association de prendre ensuite le relais, de passer du jeu à la compétition ou à l'étude d'un instrument, avec ceux qui le désirent vraiment. Pourtant, se posent encore des problèmes de prix et d'horaires lorsque les clubs continuent à réserver leur entrée à un petit nombre.

Autre sujet de réserves, la concertation qui reste insuffisante, en particulier entre enseignants et parents. « Il y a encore des réactions de méfiance inacceptables, même ici, raconte Daniel Llinarès. Par exemple, qu'un représentant des parents souhaite participer aux discussions sur la répartition du budget, cela jette un froid. »

Signes encourageants, pourtant, les liens qui se tissent entre instituteurs et animateurs — parmi lesquels une trentaine de mères de famille qui ont pour cela suivi des formations spécifiques —, chacun se reconnaissant de plus en plus comme coéducateur. Même si les équipes fonctionnent encore rarement en s'ouvrant à d'autres partenaires que les enseignants, le périscolaire commence à rejaillir sur le scolaire, les instituteurs à revoir leurs cours en fonction des demandes des enfants.

Le ronron a été interrompu, les enseignants ont vite appris à faire la même chose avec une heure et demie de cours en moins et sans donner de devoirs à la maison. Des écoles entières se mobilisent sur des projets, comme un échange avec une classe de Guadeloupe, un voyage en Espagne. Des instituteurs prennent en charge des enfants d'autres classes que la « leur », suivent des formations interculturelles en même temps que les animateurs.

## Sans dommage pour l'essentiel

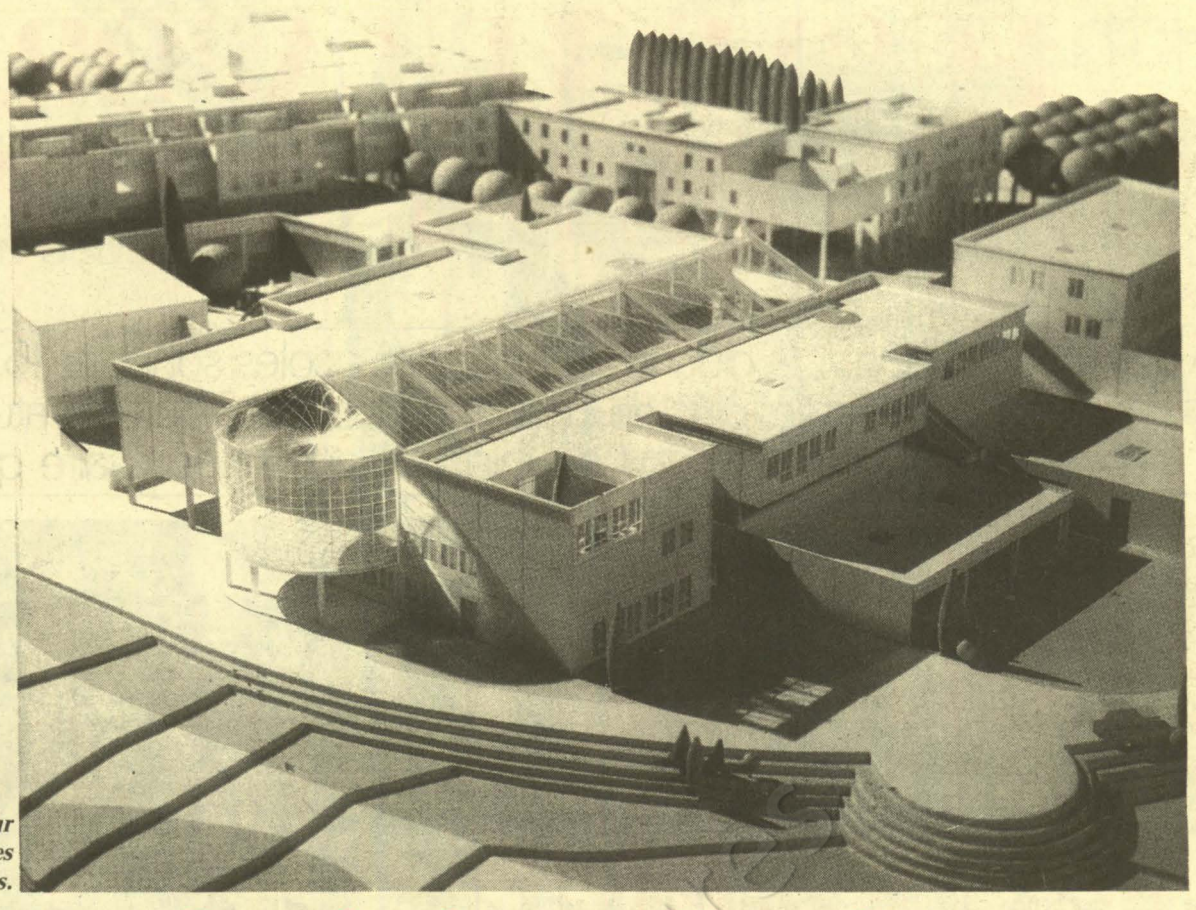
Du côté de l'Académie, les mentalités évoluent moins vite, malgré des accords de principe. En considérant par exemple l'heure et demie de cours « perdue » chaque semaine sans tenir compte des activités qui la remplace, et en oubliant que les cours du mercredi matin sont beaucoup plus rentables que ceux du samedi matin. Pourtant, l'idée fait de plus en plus son chemin que les emplois du temps pourraient encore être allégés, « sans dommage pour l'essentiel, mais avec profit pour ce qui est dit superflu », selon la formule de Daniel Llinarès.

Mais on retrouve là l'éternelle opposition entretenue à l'Education nationale entre l'apprentissage « sérieux » et les activités d'éveil. Comme si les nombreuses expériences menées depuis des dizaines d'années n'avaient pas prouvé l'inanité de cette contradiction ; comme si on ne savait pas, au contraire, que les enfants ont besoin de comprendre pourquoi ils apprennent et que les activités d'éveil, lorsqu'elles sont concrètes et utiles, sont pour eux une source de motivations sans cesse renouvelée.

Mais, depuis Alain, l'école continue à se protéger « des bruits de dehors » et, à la diversité du monde qui l'entoure, répond encore en essayant d'imposer contre vents et marées un modèle de savoir et d'apprentissage unique. Elle se retranche derrière la priorité d'enseignement pour oublier l'éducation de l'homme. Mais « une école qui fait semblant d'ignorer les conflits de la société ne peut être que conservatrice. Et une pratique pédagogique qui saucissonne le savoir en tranches homogènes esquive le problème de l'insertion dans le réel ». (★).

Que l'école ait pour tâche d'aider l'enfant à être lui-même, nul ne peut plus le nier. C'est à cela que s'attache le projet de Saint-Fons, tout simplement. Un projet dont le double enjeu politique — réconcilier la société et son école, transformer l'école de Jules Ferry, profondément inégalitaire, pour qu'elle devienne porteuse de démocratie — ne peut laisser indifférent. ●

(★) *« Naissance d'une autre école. » Ed. La Découverte (1, place Paul-Painlevé. Paris V^e^). Ouvrage cosigné par F. Best, M. David, J.-M. Favret, A.-M. Franchi, J. Guyard, J.-L. Piednoir et F. Sérusclat.*



*Maquette du futur L.e.p. des Clochettes à Saint-Fons.*

## Et aussi un L.e.p. expérimental

***La cohérence pédagogique qui donne sa trame au projet de Saint-Fons porte aussi sur la liaison verticale qui conduit l'enfant de la crèche au Lycée. D'où l'idée de ce L.e.p. expérimental qui doit ouvrir ses portes à la prochaine rentrée. Un lycée conçu en relation étroite avec son environnement.***

***Dans son architecture, d'abord : le bâtiment structure la vie du quartier selon une trame urbaine faite de petits blocs ordonnés autour d'une rue et d'une voie piétonne. Tout ce qui ne sera pas strictement scolaire sera ouvert aux habitants : la cafétéria du lycée devient bistrot ouvert jusqu'à dix heures du soir ; la cantine, un restaurant self-service ; la salle de musique, un caveau de jazz et le centre de documentation, une bibliothèque municipale de 300 mètres carrés.***

***Une structure de 12 000 mètres carrés au total qui ne peut pas fonctionner comme un L.e.p. normal, puisque sa gestion implique nécessairement des partenaires privés. La formule du G.i.p., mise en place pour les Instituts technologiques par Jean-Pierre Chevènement alors ministre de la Recherche, serait la solution juridique idéale.***

***L.e.p. ouvert aussi dans ses relations professionnelles. Par exemple en pratiquant à fond la carte de l'alternance : le lycée permet aux élèves de se familiariser avec une technique sur des équipements de type laboratoire, mais l'essentiel de la formation se fait sur les véritables machines, chez Rhône-Poulenc. Toujours avec Rhône-Poulenc, l'équipe du L.e.p. — une dizaine de personnes autour de Paul Tarit, le proviseur qui suit l'affaire depuis deux ans déjà — travaille à la définition de qualifications nouvelles dans le métier de conducteur de machines de l'industrie chimique.***

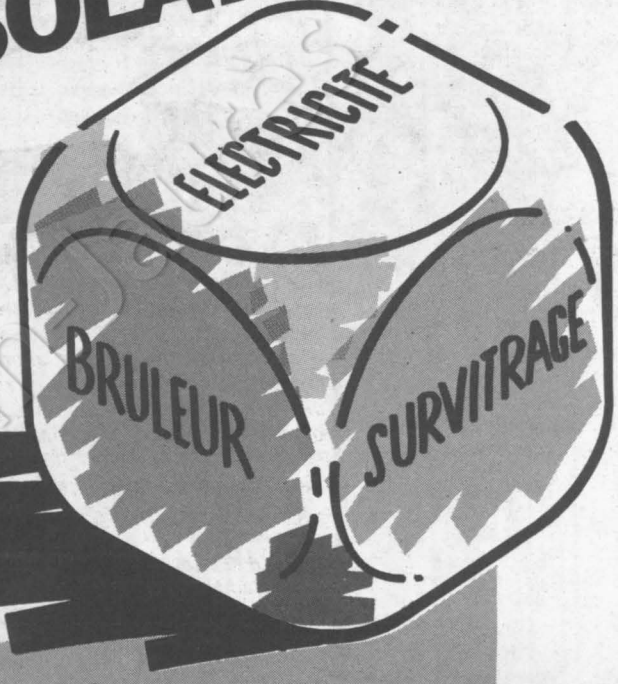
***L.e.p. ouvert encore dans la mesure où il s'adresse à tous les publics intéressés par la culture technique. Les élèves du lycée, évidemment (530), mais aussi des adultes en formation continue et des 16-18 ans.***

***La conception pédagogique, elle aussi, diffère de la norme. L'enseignement est organisé en modules autour d'un tronc commun aux C.a.p. et aux B.e.p., « afin de mettre en évidence les contenus et les méthodes acquises, qui permettent une mobilité dans des spécialités différentes », explique Paul Tarit. Une quatrième d'orientation, qui pourra durer six mois ou plus, permettra une mise à niveau souvent nécessaire et amènera les élèves à choisir leur projet personnel et professionnel. L'évaluation s'opérera en contrôle continu, sans examen, sur l'ensemble de la scolarité.***

***Sur cette base, des enseignants vont être formés et recrutés dès cette année, et ils suivront pendant l'été un stage pour élaborer le projet pédagogique dans ses détails. En attendant, l'équipe du L.e.p. travaillera cette année avec des 16-18 ans, en particulier autour de la construction du lycée.*** ●




# POUR VOS TRAVAUX DE CHAUFFAGE ET D'ISOLATION: NE DÉCIDEZ RIEN AU HASARD.




Beaucoup d'entre nous ont déjà fait quelque chose pour freiner les dépenses de chauffage dans leur maison ou leur immeuble.

Aujourd'hui, l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Énergie nous donne, pour la première fois, le moyen d'obtenir des résultats décisifs : le Diagnostic Thermique.

C'est une étude sérieuse, complète, objective qui chiffre tous les travaux envisageables pour chaque cas particulier : coût et temps de remboursement par les économies réalisées, sans pousser systématiquement vers un matériel ou une source d'énergie.

Subventionné par l'AFME, bénéficiant d'avantages fiscaux, le Diagnostic Thermique peut finalement coûter de 50 à 100 F par appartement, de 350 à 600 F pour une maison mais il donne les éléments indispensables pour pouvoir prendre - à coup sûr - la meilleure décision. Individuellement si l'on habite une maison, tous ensemble, avec le syndic, si l'on est copropriétaire ou locataire.

Un petit investissement pour de grosses économies.

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS, APPELEZ LE 824.70.00.

# DIAGNOSTIC THERMIQUE

**POUR SAVOIR CE QU'IL FAUT FAIRE.**

AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAITRISE DE L'ENERGIE

INF 14

Coll. Fondation Jean Jaurès




# LE VATICAN AUSSI A SES "DISSIDENTS"

Le grand débat, un peu ésotérique, qui secoue l'Eglise sur la « théologie de la libération », a trouvé avec l'assassinat du père Jarlan au Chili, une illustration violente et concrète. Comment condamner dès lors ceux qui s'engagent aux côtés des pauvres et des opprimés contre les forces de la mort ? Difficile, même pour un pape aussi réactionnaire que Jean-Paul II

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

Les milieux religieux du monde entier trépignaient à l'avance devant ce que certains n'hésitaient pas à appeler le procès du siècle. Imaginez-vous en ce bas monde, matérialiste et futile, il y avait encore des gens qui, très sérieusement, allaient s'affronter autour d'une table pour discuter de... théologie. Des journaux comme « le Figaro-Magazine » donnaient le « la » avec des titres dépourvus de toute ambiguïté. « Rome aux théologiens rouges : le marxisme chrétien c'est fini », ainsi dans le journal de la « nouvelle droite » dirigé par le très chrétien Pauwels, on sonne l'hallali contre « une avant-garde de théologiens-vedettes (...) engagés dans le soutien à la révolution politique sous toutes ses formes » (1).

O suprême péché ! la révolution, voilà le vilain mot lâché qui excite chrétiens et païens autour d'une polémique vieille de vingt ans et qui rebondit aujourd'hui à Rome après avoir nourri les discussions de l'église latino-américaine.

Si la droite française s'est jetée sur cette affaire avec virulence, il n'en va pas de même avec les intéressés eux-mêmes qui ont essayé, en public, de calmer le jeu.

Mais quelle est cette affaire ? Au début, quelque chose de très simple (voir entretien ci-contre), les tenants de « l'Eglise des pauvres », les supporters de « l'engagement des chrétiens avec les humbles », les représentants de la « théologie de la libération » faisaient face à ce qu'un journal chrétien français qualifiait de « vaste machine politique ». Au milieu d'un continent bouleversé et bouleversant, l'Amérique latine, le concile Vatican II (1962-1965) fut ressenti par beaucoup d'hommes et de femmes comme une porte ouverte sur une citadelle trop éloignée des réalités sociales. Cette citadelle était l'Eglise catholique, ces hommes et femmes n'étaient pas les barbares d'une moderne invasion, il s'agissait simplement de religieux et religieuses, mais aussi de laïcs, qui souhaitaient vivre autrement leur foi. D'un engagement individuel, isolé, et dans le cadre de l'aggiornamento introduit par le concile Vatican II, ils passèrent à une pratique religieuse plus collective et plus en contact avec les problèmes du sous-continent : sous-développement, famines, militarisation de la vie politique, persécutions raciales...

Le concept nouveau d'une Eglise définie comme « peuple de Dieu » encouragea le développement des communautés de base. L'étude des évangiles et le travail social allaient de pair. Au Brésil, chez les paysans des régions les plus déshéritées, chez les pauvres des métropoles côtières et chez les Indiens, ces communautés de base eurent un rapide essor. Le mouvement se répand, des évêques y adhèrent et à la conférence de Medellin, où se réunissent tous les évêques latino-américains, le discours sur la nécessaire libération des peuples devient en quelque sorte la doctrine officielle du clergé latino-américain. Des noms connus, Dom Helder Camara, évêque de Recife ; Don Manuel Larrain, évêque de Talca ; Mgr Proano (Equateur) sont déjà à la tête d'une vaste entreprise de transformation de l'Eglise. Cette « option préférentielle pour les pauvres » ne se développa pas dans n'importe quel contexte politique et social. La doctrine militaire de la « sécurité nationale » prenait par assaut toute l'Amérique latine.

## Etre prêtre reste dangereux

Peu ou prou, chaque pays était victime d'une répression politique atroce. Les Etats-Unis et leurs écoles de contre-insurrection s'intéressaient déjà au problème des « curés rouges ». Au Brésil, en Argentine, au Chili et en Amérique centrale, la répression frappe aussi les évangélisateurs. Des laïcs, des prêtres, des religieux se trouvèrent engagés, à des degrés divers, dans les luttes de libération. L'Eglise des pauvres ne pouvait pas rester insensible aux avatars de la réalité politique. Dans certaines régions, être prêtre était très dangereux, et le reste toujours.

C'est dans ce contexte que se produit la « rencontre avec le marxisme ». Malgré l'apparition de partis communistes traditionnels et très liés au P.c.v.s., un dialogue s'instaure entre ces chrétiens et des groupes politiques qui venaient de rompre justement avec le dogmatisme du marxisme officiel. Beaucoup de religieux accompagnèrent l'expérience politique des Montoneros péronistes en Argentine, des socialistes et de l'Unité populaire au Chili, des sandinistes au Nicaragua, et la liste n'est pas exhaustive.

Au beau milieu des convulsions politico-économiques des années soixante, cette rencontre entre marxistes et chrétiens n'est qu'un aspect de l'avancée continentale de ce qu'on appelle déjà la « théologie de la libération ». Un peu partout en Amérique latine et sans véritable « centre directeur », la pratique pastorale de cette Eglise des pauvres se développe sans réveiller dans ses débuts une réaction claire de la part des prêtres et des évêques conservateurs.

La situation change à partir des attaques de plus en plus directes de certains gouvernements contre une Eglise accusée de « subversion ». La reprise en main débute en 1972 dans une réunion du Celam (2) où les positions des conservateurs et des gardiens de l'ordre hiérarchique traditionnel purent reconquérir des positions clés. Depuis lors, la lutte n'a pas cessé au sein même de l'église latino-américaine. Pourtant l'enjeu n'est plus exclusivement limité à ce sous-continent, largement catholique, il devient un enjeu planétaire. Pour le Vatican, l'Amérique latine et centrale est un territoire de première importance – stratégique, diront certains. En effet, le tiers monde prend pour le Vatican une importance chaque fois majeure.

Les grandes masses catholiques de l'Amérique latine doivent en conséquence ne pas s'éloigner de l'orthodoxie doctrinale prônée par le Vatican. Verrouiller aujourd'hui la « théologie de la libération » dans cette partie du monde peut servir de modèle et sûrement d'exemple à tous ceux qui, en Afrique, Asie ou ailleurs, montrent des velléités réformistes. Sous couvert de discussion théologique une très temporelle lutte pour le pouvoir peut se dérouler. « En Afrique, il s'agit de limiter au maximum la marge d'action des évêques locaux, là le prétexte est la non-conformisation par d'autres religions de la pureté doctrinale défendue par Rome », m'explique un théologien qui suit de près la politique du Vatican, et il ajoute : « En Asie, il y a les Philippines avec des problèmes similaires à

ceux rencontrés en Amérique latin et puis il y a la progressive « hispanisation » du clergé d'Amérique du Nord. Si, en l'an 2000, les « hispanos » deviennent la première minorité des Etats-Unis, on peut comprendre que Jean-Paul II soit préoccupé par la montée vers le nord des formes de religiosité populaire florissantes en Amérique du Sud. »

## L'Inquisition de triste mémoire

La « vaste machine politique » destinée à casser l'élan de la « théologie de la libération » retrouve ainsi un contexte mondial.

Le zèle mis par le cardinal Alfonso Lopez Trujillo, très écouté à Rome, pour combattre des théologiens tels que Leonardo Boff et Gustavo Gutierrez s'est accentué depuis 1983. Dans cette offensive, il reçoit l'appui du cardinal Ratzinger, actuel préfet de la toute-puissante Congrégation pour la doctrine de la foi. Sous ce nom abscons, on retrouve en réalité une forte et vieille institution du Vatican : la Congrégation de la suprême inquisition de triste mémoire dans l'histoire du catholicisme.

Aujourd'hui donc ce sont les théologiens latino-américains qui se trouvent dans le collimateur. Mais il ne faut pas oublier dans cette lutte pour la défense de l'orthodoxie romaine les attaques déjà menées contre le théologien allemand Küng en 1979.

L'angle de la critique romaine à la « théologie de la libération » est très simple : il s'agit de la débarrasser de ces contaminations « marxistes » et de rétablir le sens de la hiérarchie au sein de l'Eglise. L'attaque concertée contre la « théologie de la libération » visait à prévenir les délires politiques et, comme dit Mgr Vilnet, président de la Conférence des évêques de France, « les risques d'amalgame entre le pauvre de l'écriture et le prolétariat de Marx ».

C'est que, malgré la virulence des critiques émises par la hiérarchie la plus conservatrice de l'Eglise latino-américaine, le Vatican semble dans cette affaire avoir choisi finalement de ne pas condamner intégralement la « théologie » en litige. Sans doute, soucieux de l'unité du clergé d'Amérique du Sud, le préfet Ratzinger n'a pas voulu condamner complètement le point de vue des théologiens latino-américains. En effet, une attitude beaucoup plus dure, comme celle souhaitée par le cardinal Lopez Trujillo, aurait contribué à l'accroissement des divisions au sein de l'Eglise. De toutes façons, un but a été atteint, en jetant le soupçon sur la « théologie de la libération » et sur le travail d'évangélisation de milliers de laïcs et de religieux, le Vatican sème les prémisses d'une éventuelle future condamnation.

## Aucun intérêt pour Marx en soi

Le texte doctrinal produit par l'ex-Saint-Office donne du marxisme une vision simpliste et grossière, pour le père Leonardo Boff, principal accusé et convoqué par cette haute instance de la Curie, les théologiens de la libération qui utilisent certaines catégories de la tradition marxiste (en particulier celles de Gramsci et d'Althusser) le font à partir d'une analyse de situations concrètes et en particulier de la souffrance des pauvres. Il ne s'agit en rien d'une réflexion systématique et académique sur le marxisme confronté au christianisme. Nous navons aucun intérêt pour Marx en soi. « L'analyse sommaire réalisée par les érudits romains ne tient pas compte justement des « situations concrètes ». »

La rencontre vendredi 7 septembre entre le père Boff et ses accusateurs avait mobilisé plusieurs évêques brésiliens venus à Rome se solidariser avec leur théologien. Ceux qui s'attendaient à une condamnation totale en sont pour leurs frais. Le Vatican a joué la carte de la modération et, pour expliquer cela, les observateurs avancent deux hypothèses. Selon la première, les autorités romaines auraient mieux évalué depuis quelques jours les risques graves de division au sein de l'Eglise. Beaucoup de religieux sont, en particulier en Amérique latine, aux prises avec des gouvernements militaires qui n'hésitent pas à frapper les hommes et les femmes de l'Eglise. La mort du prêtre français André Jarlan le mardi 4 septembre vint jeter une tragique lumière sur cette réalité. Comment condamner dès lors ceux qui s'engagent aux côtés des pauvres, des opprimés contre les forces de la mort ? D'ailleurs, l'Eglise de France a réagi vigoureusement devant cet assassinat, et l'évêque de Saint-Denis, Mgr Guy Deroubaix de déclarer : « Au Chili nous sommes au cœur d'un événement. Ce dont il est question, c'est la libération du chômage, de la violence, de l'oppression. » Leonardo Boff aurait sans doutes tenu les mêmes propos...

## L'abcès nicaraguayen

Au Vatican, selon certains observateurs, il y a débat actuellement sur la politique à suivre vis-à-vis de chaque Eglise en Amérique du Sud. En Argentine par exemple, la majorité des évêques ont collaboré avec la dictature de Videla et ses amis. Les organisations des droits de l'homme ont donné les noms de plusieurs aumôniers militaires accusés d'avoir participé à la « sale guerre ». En engageant un combat frontal contre le clergé progressiste, Rome risque de déclencher un engrenage aux conséquences imprévisibles. Une autre hypothèse, sans être contradictoire avec la première, met l'accent sur l'affrontement ouvert entre les chrétiens engagés dans l'expérience sandiniste et la hiérarchie locale (voir entretien). Selon cette analyse, c'est au Nicaragua que le Vatican trouve les problèmes les plus pressants.

La politique de Jean-Paul II dans cette région conflictuelle trouve un terrain d'entente avec la lutte engagée par l'administration Reagan contre le « régime marxiste du Nicaragua ». L'assassinat de Mgr Romero au Salvador, les persécutions des religieux au Guatemala et la participation des prêtres dans le gouvernement de Managua sont les aspects différents d'une situation complexe qui préoccupe fort le Vatican. Avec Mgr Obando y Bravo, une partie de l'Eglise nicaraguayenne est devenue le fer de lance de l'opposition aux sandinistes. Pour la fraction la plus conservatrice de l'épiscopat latino-américain, le Nicaragua est devenu un « test-case » avec valeur continentale. Les sandinistes accusent « l'Eglise officielle » d'être les alliés des Etats-Unis pour déstabiliser le régime, et les ministres-prêtres ne veulent pas céder aux injonctions de Mgr Obando.

Selon cette deuxième hypothèse, avant de s'attaquer à fond dans la résolution des problèmes posées par la « théologie de la libération » le Vatican souhaiterait crever l'abcès en Amérique centrale. Les débats doctrinaires cèdent le pas devant les considérations politiques. Le pouvoir universel de l'Eglise s'accommode mal des dissidences. ●

(1) « Figaro-Magazine » 8 septembre 1984.
(2) Celam : Conférence des évêques latino-américains.

# Le père Charles Antoine: "Les pauvres d'Amérique latine ont découvert que leur vie était écrite dans la Bible"

*LE père Charles Antoine connaît très bien l'Amérique latine. Il séjourne plusieurs années au Brésil où il partage la vie des « communautés de base » ; il a vu grandir la « théologie de la libération » et participa activement au renouveau de l'Eglise latino-américaine après le Concile Vatican II. Un témoin de choix donc pour un débat qui n'est pas prêt de finir. A Paris, il dirige l'agence D.i.a.l. (Diffusion de l'information sur l'Amérique latine).*

***« L'UNITE » : L'Eglise romaine s'inquiète de l'audience obtenue par la « théologie de la libération » mais en réalité il ne s'agit pas là d'un problème nouveau.***

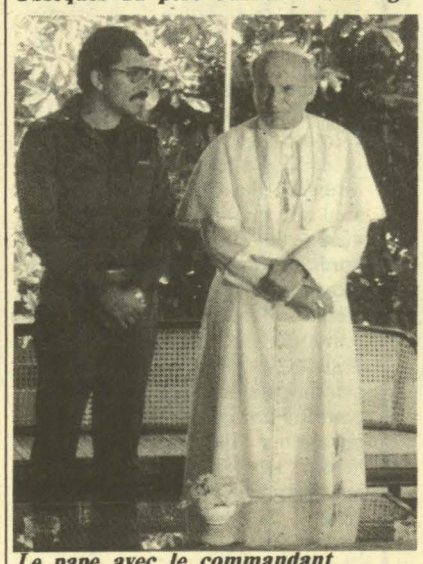
**CHARLES ANTOINE :** En effet, c'est une vieille affaire qui existe depuis vingt ans. Il s'agit du renouveau du catholicisme en Amérique latine. Il existe une religiosité populaire, qui est une forme religieuse disons, un peu sommaire, primitive. Elle se traduit par le culte des saints et par la présence de Dieu dans leur vie et dans leur pauvreté. Le grand effort rénovateur de l'Eglise en Amérique latine a été de rendre la Bible accessible à des gens de la couche sociale la plus basse de la société. Il ne s'agit pas d'un phénomène des classes moyennes comme en France, il s'agit d'un phénomène de culture populaire. Les gens du peuple, les paysans, les Indiens, les pauvres des grandes villes ont ainsi découvert que la Bible racontait leur vie. Voilà la grande découverte de ces braves gens. La Bible joue donc une fonction de révélateur dans la vie des gens. Les paysans d'Amérique latine, avec lesquels j'ai vécu, sont pris dans des conflits sur la propriété de la terre.

Ils sont aux prises avec des grandes multinationales ou avec des grands propriétaires nationaux. Et ils ont découvert que dans la Bible on parle de ça. On parle de l'opprimé, du brave type, et dans la Bible ça s'appelle le fidèle, le juste, le pauvre. Leur vie était écrite dans la Bible. Si on lit la Bible, certains passages sont au moins dans la perspective des conflits pour la terre, qui opposent les paysans, les Indiens aux intérêts économiques des Blancs, on s'aperçoit que la Bible « marche » très bien. C'est pour cela que je peux soutenir que la foi chrétienne, considérée aliénante depuis Marx, peut être au contraire libératrice.

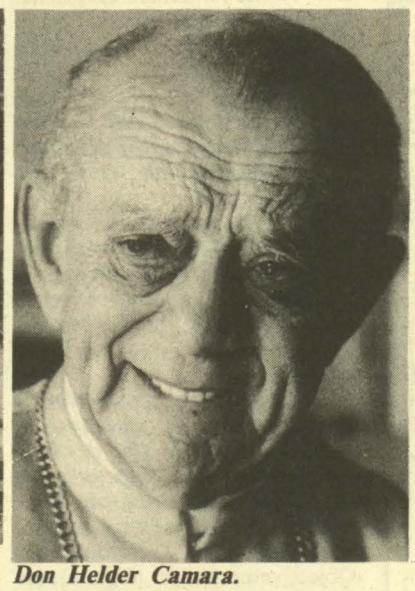
***– Cette déclaration fera bondir certains évêques...***



*Obsèques du père Jarlan à Santiago du Chili.*



*Le pape avec le commandant Ortega, à Managua.*



*Don Helder Camara.*



*Le général Pinochet communiant.*

– Pas tous, pas ceux qui sont en contact avec les populations pauvres. La foi chrétienne, telle qu'elle est exprimée dans la Bible et telle qu'elle est vécue par les petites gens, n'est pas aliénante. Elle est libératrice. C'est pour cela que le mouvement des « communautés de base » est devenu le lien sociologique où la foi chrétienne a révélé sa capacité de mettre les gens debout ! A partir de ce moment-là, les petites gens plus les hommes d'Eglise ont fait valoir leur droit au respect de leurs droits fondamentaux, à la dignité. En particulier leur droit à la terre. Cela en se fondant sur la Bible et non pas sur une analyse politique. Dans ce cadre est née la réflexion théorique, intellectuelle sur le phénomène de la libération dans la perspective chrétienne, qui a donc donné naissance à la théologie de la libération.

***– L'ex-Saint-Office souligne la « perversion marxiste » dans cette théologie.***

– Très vite le problème du marxisme est apparu en rapport avec la théologie de la libération. Pour des motifs d'analyse politique, des motifs de pouvoir, des marxistes ont aussi travaillé la question de la « libération ». Les chrétiens, qui ont fait cet effort de rénovation à partir d'une motivation religieuse, se sont trouvés au contact avec des marxistes. Il y a eu des problèmes de dialogue, des échanges, voire des collaborations. A ce niveau-là, il y a eu

*(suite en page 16)*

*(suite de la page 15)*

contact entre la théologie de la libération et le marxisme qui s'attache lui aussi à analyser les mêmes situations d'oppression.

Certains responsables de haut niveau dans l'Eglise catholique, Mgr Lopez Trujillo pour ne citer que lui, ont dit : « Ce sont les communistes qui sont en train de manipuler l'Eglise. » C'est comme ça que la polémique est née.

***– Si nous savons que la théologie de la libération existe depuis plusieurs années, comment expliquer que depuis quatre ou cinq ans le débat est devenu très vif ?***

– L'élément déterminant a été la révolution sandiniste du Nicaragua en 1979. A cette occasion, le problème chrétiens-marxistes s'est posé avec une vicacité extrême. Dans la période de lutte contre Somoza, des prêtres ont été dans la guérilla. Le courant chrétien dans le sandinisme est très puissant, au moins un tiers des forces politiques de l'époque étaient des chrétiens engagés dans la lutte. Le conflit a commencé quand Mgr Obando Bravo, archevêque de Managua, et le cardinal Lopez Trujillo ont estimé que les prêtres qui étaient au gouvernement nicaraguayen étaient en train de favoriser la cause des communistes. Le Nicaragua est devenu la goutte qui a fait déborder le vase.

***– On a beauoup parlé du rôle des jésuites au Nicaragua au moment même où Jean-Paul II éprouvait quelques difficultés avec la Compagnie de Jésus.***

– Le Nicaragua a été également l'occasion pour les jésuites de montrer leur importance dans la région. Ils ont beaucoup travaillé intellectuellement en Amérique centrale, ils possèdent deux universités... Pour les hauts niveaux de l'Eglise catholique, les jésuites étaient l'incarnation de la méfiance que leur inspiraient les milieux chrétiens engagés. Toutes les querelles qui ont existé entre les jésuites et deux papes successifs – Paul VI et Jean-Paul II – ont débouché sur la maladie du père Arrupe, général des jésuites. Il était dans l'incapacité de continuer à exercer sa tâche, et Jean-Paul II alors est intervenu dans la Compagnie, acte parfaitement non constitutionnel. Il a nommé un « interventeur » – comme on dit en Amérique latine –, alors que la constitution de la Compagnie de Jésus permet une autre solution. Il y a eu manifestement illégalité de la part du pape dans cette affaire.

***– En tout cas, la nouvelle direction des jésuites n'est pas très bien disposée face à certains membres de la Compagnie qui se trouvent au Nicaragua.***

– Je ne suis pas tout à fait d'accord avec vous. Je ne suis pas dans le secret des dieux, mais je crois savoir que certains milieux du Vatican aimeraient qu'on pose un ultimatum à Fernando Cardenal (1), je crois que le nouveau général des jésuites a probablement passé un accord avec le Nicaragua pour attendre la tenue des élections à Managua (2), après il pourrait y avoir un changement.

***– L'offensive actuelle contre la théologie de la libération semble hésiter entre la dureté et une certaine détente. Peut-on prévoir l'évolution du débat ?***

– Je suis cette affaire depuis très longtemps, et j'ai l'impression que le document du préfet Ratzinger – de la Congrégation pour la propagation de la foi – est un document relativement modéré. Cela malgré un certain nombre d'affirmations très dures. Rome a voulu une approche moins polémique. On devrait aller vers l'apaisement.

***– Une sorte de trêve ?***

– Au bas mot c'est une trêve. On attendait le pire. On attendait une condamnation énergique, elle n'est pas venue...

***– Pourquoi ? Subitement la théologie de la libération deviendrait moins gênante ?***

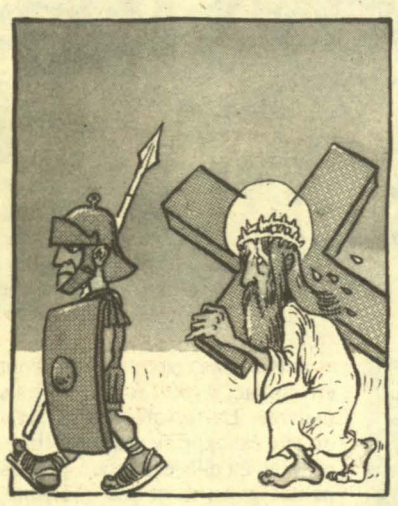
– Je crois que des gens de haut niveau au Vatican ont peut-être découvert que derrière cette polémique intellectuelle il y avait une réalité extrêmement riche. C'est-à-dire le renouveau de la foi chrétienne chez les gens du peuple.

***– En quelque sorte, il s'agirait de ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Mais ne s'agit-il pas d'une banale opération de « récupération » ?***

– Non, un appareil ne « récupère » pas la vie elle-même. L'appareil de l'Eglise non plus. Il ne peut que l'approuver ou le contrôler s'il l'estime nécessaire. Et la vie, elle est difficile à contrôler !

***– Lors de la campagne électorale aux Etats-Unis, des journaux ont parlé d'une conjonction des intérêts politiques du Vatican et de Reagan. Qu'en pensez-vous ?***

– Je n'ai pas d'éléments précis pour répondre à votre question. Objectivement, les observateurs constatent que, effectivement, les positions du Vatican servent les intérêts de Reagan. Je ne peux aller au-delà dans une réponse. En revanche, en ce qui concerne le voyage du pape en Amérique centrale et la fameuse messe à Managua, le « tumulte », je peux vous dire qu'aujourd'hui au Vatican on commence à reconnaître que des erreurs furent commises. Et qu'il ne s'agissait pas simplement, comme ça avait été dit à l'époque, d'une « opération sandiniste ». On reconnaît aujourd'hui qu'il y a eu indirectement des erreurs de la part de l'Eglise. ●







(1) *Jésuite et ministre de l'Education.*
(2) *Elles auront lieu le 4 novembre prochain.*

# CANADA: LA TROISIEME MORT DE PIERRE ELLIOTT TRUDEAU

## Le raz de marée conservateur qui a mis fin à seize ans de pouvoir des rouges (libéraux) est d'abord la victoire d'une coalition hétéroclite anti-Trudeau. Les lendemains risquent donc fort de déchanter

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS




TRUDEAU aura bu le calice jusqu'à la lie. Après sa défaite électorale de 1979 (il avait réussi à revenir au pouvoir neuf mois plus tard), après sa démission de l'été dernier, l'ex-Premier ministre canadien Pierre Elliott Trudeau s'attendait peut-être à voir son successeur désigné, l'homme de son parti, le libéral John Turner, lui succéder et prolonger sa politique. Il n'en a rien été. Un raz de marée conservateur est venu balayer les restes chancelants de seize années de « trudeaumanie » : en gagnant 211 des 282 sièges du Parlement d'Ottawa, le 4 septembre 1984, les conservateurs de Brian Mulroney ont rejeté Trudeau dans les poubelles de l'Histoire.

Les bleus contre les rouges. Les bleus : les conservateurs. Les rouges : les libéraux. Depuis près de vingt ans, les rouges de Trudeau l'emportaient régulièrement. Cette fois, la « big blue machine » a mis les rouges K.o. pour un bon moment. S'agit-il vraiment d'une surprise ? En fait, dès octobre 1983, un sondage donnait 56 % des voix au Parti conservateur et 27 % au Parti libéral ; le vote du 4 septembre 1984 a très exactement confirmé ces chiffres. Et c'est probablement parce qu'il prévoyait cette débâcle que Trudeau a démissionné avant la fin de son mandat.

Comment expliquer la victoire sans appel de Brian Mulroney ? D'abord, ceux qui ont voté ou fait voter Mulroney ont voulu manifester leur hostilité à Trudeau. Il y a eu une coalition des « anti-Trudeau » : les Canadiens de tous les bords se sont ligués pour mettre à mort (politiquement) leur ancienne idole.Les échecs de la politique économique de Trudeau et les maladresses de son centralisme étatique ont fait plus pour le Parti conservateur que les arguments de Mulroney lui-même. Les organisations politiques n'ont eu qu'à embrayer sur cette sensibilité « trudeauphobe ».

Au Québec même, où le Parti conservateur n'avait remporté qu'un siège sur 75 en 1980, les partis provinciaux se sont passivement ou activement mobilisés en faveur de Mulroney : le Parti libéral de Robert Bourassa a « oublié » de faire campagne pour le libéral Turner et le Parti québécois (indépendantiste) de René Lévesque a carrément mis une partie de son appareil militant au service des conservateurs ! Résultat : les Québécois ont envoyé 58 députés conservateurs siéger à Ottawa (dont Mulroney lui-même) !

Ensuite, les libéraux eux-mêmes ont fait le lit de leur adversaire, Brian Mulroney. La campagne de John Turner a été plus que médiocre : nulle quant au contenu, vieillotte quant au style. Après la séduction naturelle de Trudeau, la raideur un peu lourdingue de Turner est mal passée : de meetings en émissions de télévision, il n'a eu de cesse de se râcler la gorge ou de rire mécaniquement et bêtement. A cela s'est ajoutée la grossièreté : Turner a été surpris plusieurs fois en train de mettre carrément la main aux fesses de militantes du Parti libéral... On comprend que Trudeau lui-même ait tenu à marquer ses distances avec un pareil personnage : il n'a daigné appeler publiquement à voter Turner qu'à quatre jours du scrutin...

Autre élément favorable aux conservateurs : la personnalité ambiguë de Brian Mulroney, son profil « attrape-tout ». Mulroney a « ratissé large », cyniquement, sans craindre de se contredire, sans réellement dévoiler ses choix politiques non plus. Il a joué à être « ni de gauche ni de droite ». Dans ses discours, il a été tantôt le pourfendeur du libéralisme à la mode Trudeau, tantôt plus libéral que Trudeau. Il a promis tout et rien. Il s'est engagé à « remettre les Canadiens au travail »... alors que ce sont justement les emplois qui manquent. Il a parlé d'améliorer les relations avec les Etats-Unis tout en se défendant d'être reaganien ; mais sa victoire a été saluée dès le 5 septembre 1984 par Ronald Reagan comme « un heureux événement ».

Bref, les Canadiens ont réussi à se débarrasser de Trudeau et du Parti libéral, mais ils ne savent pas encore quel a été le prix de l'opération... puisque personne ne sait vraiment ce que fera Mulroney dans les mois et les années à venir. Le réveil risque d'être douloureux. Ceux qui rient encore de la chute de Trudeau risquent de pleurer le sacre de Mulroney. Les réjouissances pourraient être courtes...

A Baie-Comeau, dans la ville natale de Brian Mulroney, sur la Côte nord du Saint-Laurent, à 400 km au nord-est de Québec, on a beaucoup dansé et chanté dans la nuit du 4 au 5 septembre 1984, pour fêter la victoire du « p'tit gars » du pays. S'est-on souvenu, dès le lendemain, que c'est le même « p'tit gars » qui, ces dernières années, en tant que patron de la multinationale Iron Ore Company, a fermé beaucoup de mines et d'usines dans la région ?

Dans les rangs du Parti québécois, dans l'entourage même de René Lévesque, au soir du 4 septembre 1984, on s'est franchement réjoui d'avoir enfin eu la peau de Trudeau. Aurait-on oublié que Brian Mulroney a été en première ligne en 1980 pour faire échouer le référendum québécois sur l'indépendance ? Alors, que vaut la promesse de Mulroney de faire du Québec « une province forte et prospère dans un Canada uni » ?

Brian Mulroney a habilement profité de l'instabilité politique actuelle du Canada. Il a, surtout, trompé tout le monde. Aux Québécois, il a rappelé qu'il était lui aussi québécois, mais il a soigneusement oublié de leur dire que sa langue maternelle était l'anglais.

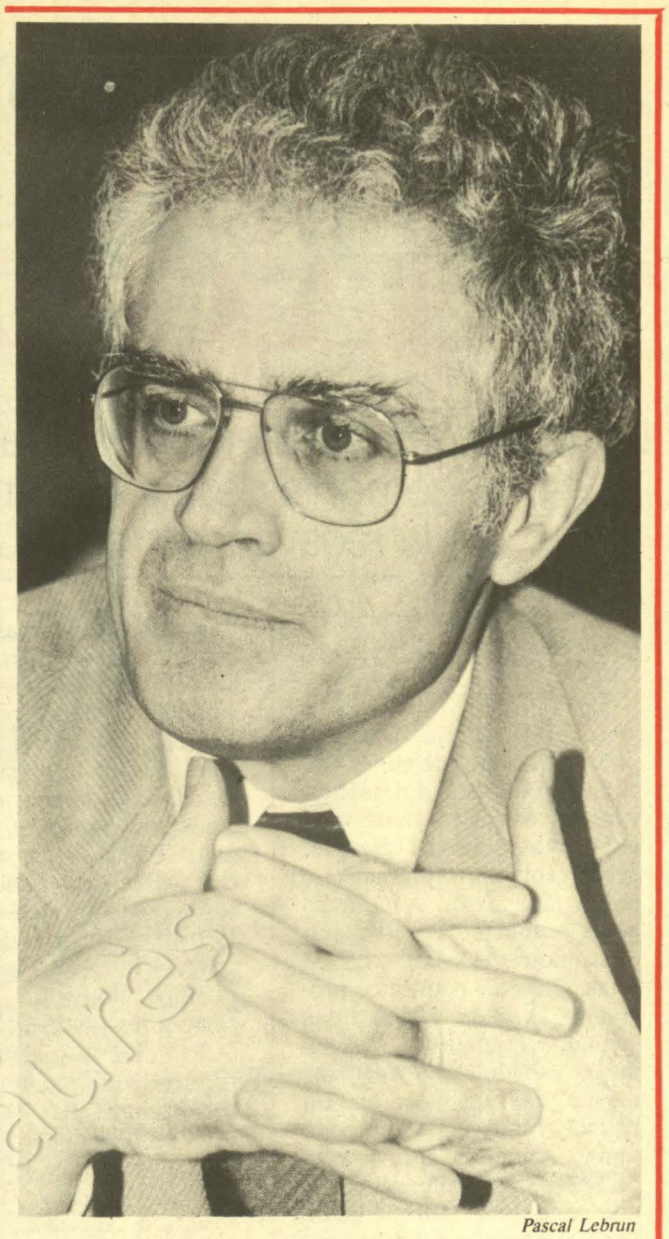
Aux autres Canadiens, à tous ceux des provinces du centre et de l'ouest, il a promis n'importe quoi en oubliant de leur dire qu'il avait fait des « promesses particulières » aux Québécois. Aux conservateurs il a affirmé qu'il était « un gars modérément de droite ». Aux progressistes il s'est présenté comme étant « à gauche des libéraux ». Et tout à l'avenant.

En faisant de Mulroney leur Premier ministre, les Canadiens, Québécois compris, ont fait un grand saut dans l'inconnu. Dans le seul but, avoué ou inavoué, de s'offrir la dépouille de Pierre-Elliott Trudeau. Faut-il rappeler de quelle manière les Allemands s'étaient offert la dépouille de la République de Weimar ? Et quelles furent les conséquences ? Comme dit prosaïquement un de mes amis québécois : « Ça a pas de bon sens ! »



A.f.p.

*Sauvage répression en Afrique du Sud.*



*Pascal Lebrun*

# LIONEL JOSPIN: "ON NE COMPOSE PAS AVEC L'APARTHEID"

De retour d'Afrique australe et au moment où le régime de Botha se crispe dangereusement, Lionel Jospin parle pour «l'Unité» de la position des socialistes français face à l'Afrique du Sud

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

*DANS la ville d'Arusha (Tanzanie) s'est tenue du 3 au 5 septembre une conference sur l'Afrique australe. Les leaders de l'Internationale socialiste et du groupe socialiste au Parlement européen avaient convoqué à cette réunion – où participèrent des chefs de gouvernement des pays de la Ligne de front – les dirigeants de mouvements de libération A.n.c. et Swapo et des représentants de l'Onu et de l'O.u.a.*

*Dans cette région, maillon explosif pour la stabilité mondiale, les évolutions politiques des derniers mois laissent présager un avenir sombre. En Afrique du Sud, le régime de Pietr Botha se crispe sur une situation d'extrême dureté. Pour les pays comme le Mozambique et l'Angola s'ajoutent aux problèmes d'ordre militaire les conséquences désastreuses d'une débâcle économique. Mais, en définitive, c'est la paix dans cette région qui peut amener le progrès social, le développement économique et la sécurité des nations et des peuples. Hélas, on est loin du compte. L'Afrique du Sud est la principale puissance du continent africain. L'Afrique du Sud s'oppose à la pacification de la région. Lors de la conférence d'Arusha, la délégation française – Lionel Jospin, Jacques Huntzinger et Jean-Bernard Curial – a pu discuter avec l'ensemble des participants des sujets les plus brûlants pour l'avenir de l'Afrique australe.*

***« L'UNITE » : Pourquoi cette conférence, pourquoi la réaliser au moment même où se produit en Afrique australe une évolution qu'on peut qualifier rapidement de négative ?***

LIONEL JOSPIN : On prépare cette conférence depuis déjà de longs mois. L'Internationale socialiste attache beaucoup d'importance à la situation au sud du continent africain, et elle voulait prendre des initiatives contre l'apartheid. Cette action devait être menée. La conférence a eu lieu alors que le rapport de forces a évolué plutôt en faveur de l'Afrique du Sud. Elle a eu lieu alors que des forces puissantes n'ont rien fait pour favoriser sa réalisation, que ce soit les Etats-Unis ou d'autres forces. Cette conférence touchait des intérêts puissants, ce qui veut dire qu'elle secouait l'immobilisme. Mais elle a eu lieu ! Cela montre que les socialistes ne se résignent pas à cette évolution négative du rapport des forces et qu'ils ne sont pas disposés à prêter la main à des tentatives de banalisation de l'apartheid. Je crois que la conférence a montré à l'opinion publique qu'il y a un courant important, le courant socialiste international, avec des leaders importants des partis, avec des dirigeants de pays qui vont continuer la lutte contre l'apartheid jusqu'à ce que le système disparaisse.

***– En ce qui concerne l'A.n.c. et la Swapo, est-il possible d'envisager l'avènement d'une étape dans leurs relations avec le Parti socialiste ?***

– Les liens entre le P.s., l'A.n.c. et la Swapo se sont développés ces dernières années. Notamment plusieurs rencontres ont eu lieu avec les dirigeants Oliver Tambo et Sam Nujoma. Les développements de ces liens ont débouché sur des actions de solidarité et sur une aide concrète à ces mouvements. La conférence doit permettre d'accentuer cette aide, notamment l'aide de caractère humanitaire.

***– Le régime de Pietr Botha essaie de sortir de sa situation d'isolement international. La propagande de l'Afrique du Sud suggère même l'existence d'une « ouverture politique ». Quelle est la position du P.s. à ce sujet ?***

– Notre position est extrêmement claire. Il n'y a pas d'ouverture. La seule ouverture réelle que pourraient faire les dirigeants sud-africains serait d'ouvrir des brèches dans l'apartheid, et ce n'est pas ce qu'ils font ! Les Métis et les Indiens ont montré par leur boycott des élections récentes le cas qu'ils faisaient de la prétendue « évolution » du système de l'apartheid.

Nous pensons que par le développement du système de bantoustans et par le processus de citoyenneté forcé dans les bantoustans, qui vise à interdire aux Noirs d'Afrique du Sud d'être des citoyens dans leur propre pays, on assiste à une accentuation du système de l'apartheid.

***– L'actuel président de l'Afrique du Sud avait tenté, il y a quelques mois, d'effectuer une tournée européenne, à la recherche d'une certaine respectabilité...***

– Le P.s. a marqué symboliquement la clarté de son attitude en contribuant au fait que Pietr Botha n'ait pas été reçu en visite officielle à Paris et que, au contraire, Oliver Tambo, leader de l'A.n.c., ait été reçu quelques semaines plus tard non seulement par moi-même, mais aussi par Claude Cheysson, notre ministre des Relations extérieures.

***– Les Etats-Unis ont une grande influence en Afrique australe. Y a-t-il une évolution de leurs positions face à l'Afrique du Sud ?***

– Il me semble que les Etats-Unis examinent les problèmes des continents sous-développés trop exclusivement à la lumière des relations Est/Ouest ; dans cette région australe, cela donne une position qui finalement favorise l'Afrique du Sud.

Je ne mets pas en doute a priori qu'ils veuillent amener l'Afrique du Sud à évoluer sur le problème de la Namibie. Je ne crois pas que les dirigeants d'un pays démocratique comme les Etats-Unis puissent accepter l'apartheid. Mais dans les faits, par exemple sur la Namibie, ils vont dans le sens des « conditions » que met l'Afrique du Sud au processus d'indépendance.

***– Une de ces « conditions », est-elle le retrait des troupes cubaines de l'Angola ?***

– Effectivement, mais il y a aussi cette nouvelle « condition » sud-africaine dont nous a parlé le président Julius Nyerere, de Tanzanie, qui consiste à exiger un cessez-le-feu dès maintenant entre la Swapo et Pretoria, sans que le processus qui conduit à l'indépendance soit défini.

***– Ces différentes « conditions » sont donc inacceptables pour la Swapo et pour les pays de la Ligne de front ; le Mozambique, la Tanzanie, l'Angola, la Zambie, le Botswana et le Zimbabwe.***

– Bien entendu. Ni les socialistes ni la diplomatie française ne reconnaissent ces « conditions ». Je crois qu'il faut sans doute interpeller le gouvernement des Etats-Unis. La communauté noire américaine, qui pour des raisons évidentes l'a déjà fait, devrait le faire encore plus maintenant...

***– Un sujet délicat est celui de l'isolement international de l'Afrique du Sud. Il y a eu des progrès, mais il reste beaucoup à faire. Comment le P.s. envisage-t-il cette question ?***

– L'isolement doit d'abord être politique. Affirmer clairement devant l'opinion publique qu'on ne compose pas avec l'apartheid. Car c'est le système qui sur la planète nie le plus la personne humaine. Je crois que cet isolement doit se manifester par toute une série de gestes symboliques dans les domaines sportifs, culturels... Il y a aussi une dimension économique. Le gouvernement français depuis 1981 a agi dans ce domaine. En ce qui concerne les armes, l'embargo est total. Pas une arme, pas une pièce détachée n'a été envoyée depuis 1981. S'agissant des licences, aucune assistance technique, aucune pièce détachée, y compris pour les mirages fournis par les gouvernements avant 1981, n'ont été fournies.

En ce qui concerne le nucléaire, nous avons refusé la deuxième centrale. Nous avons réduit notre commerce avec l'Afrique du Sud de 25 % depuis deux ans. Mais il reste à agir plus fermement – et je sais que ce sera difficile – pour décourager les nouveaux investissements, notamment des entreprises publiques. Nous devons réduire notre dépendance à l'égard de l'Afrique du Sud en matière de minéraux stratégiques, en cherchant des sources alternatives dans les pays de la Ligne de front. Le Parti socialiste est prêt à agir auprès du gouvernement pour que cette évolution se poursuive.

***– Face à l'Afrique du Sud qui ne semble pas comprendre un autre langage que celui de la force, que peuvent faire les socialistes français et l'Internationale socialiste ?***

– Historiquement la force, à un moment ou à un autre, cède devant ceux qui lui résistent. Le P.s., par sa nature, par son histoire, ne peut pas utiliser la force contre la force. Il a sa méthode et sa tradition, et il vit son action politique dans le cadre d'une démocratie. Je crois qu'on ne doit rien faire qui puisse renforcer la force de l'Afrique du Sud.

***– Avons-nous les moyens de sensibiliser le peuple français aux problèmes de l'apartheid ?***

– Il y a déjà eu un bon travail qui a été fait à plusieurs reprises avec des campagnes par toute une série de mouvements anti-apartheid. En tant que P.s. nous y avons participé.

J'ai noté aussi que ces derniers mois, sur les médias, notamment à la télévision, il y avait eu un certain nombre d'émissions d'informations bien faites sur les réalités inacceptables de l'apartheid.

Nous revenons de cette conférence avec l'idée que nous sommes prêts à faire plus.

Par ailleurs, je constate qu'on a beaucoup parlé des libertés en France ces derniers mois, et je constate que, quand il s'agit des atteintes les plus cruelles aux libertés, on retrouve les socialistes et les gens de gauche et très peu de ceux qui à droite déclarent se soucier autant des libertés !

J'attends les campagnes du R.p.r. et de l'U.d.f. contre l'apartheid !

# MAIS OU EST DONC PASSEE LA CREATION TELEVISEE ?

**La guerre des sondages faisant rage, nous assistons à une disparition de la création à la télévision. Cette hégémonie de la médiocrité est d'autant plus rageante qu'elle est inutile puisque le produit de la redevance n'est plus réparti entre les chaînes en fonction des indices d'écoute...**

PAR JEAN-PAUL LIÉGEOIS

UNE tarte à la crème au petit déjeuner, ça vous dit ? En réalité, vous n'avez pas le choix : tous les ans à la même époque, début septembre, journaux et radios du matin vous fourguent la même camelote. Ici, c'est « nouvelle grille »; Là, ce serait plutôt « nouveaux programmes ». Les appellations varient, l'indigeste phénomène pseudo-biologique demeure : la télévision est un batracien qui change de peau immuablement avant l'arrivée de l'automne. Cette mue traditionnelle vaut-elle encore de faire parler d'elle ? D'autant qu'à la télé, franchement, depuis 1981, plus ça change plus c'est pareil...

Bon. J'ai quand même voulu être honnête. Et en avoir le cœur net. J'ai ravalé mon scepticisme télévisuel naturel et je me suis accroché aux fameuses « grilles ». J'ai secoué, j'ai secoué. Il n'en est pas tombé grand-chose : maigre cueillette que je partage volontiers avec qui le souhaite. Avec cette évidence en prime : nous n'aurons pas d'indigestion de bonne télévision cet hiver. Gourmands et gourmets, vous pouvez dès maintenant vous la serrer. Et cela augure mal du mirifique « nouveau paysage audiovisuel » qu'on nous promet pour bientôt !

## Tempête dans un verre d'eau

Demain, on ne télévisera pas gratuit : Canal Plus inaugurera l'ère de la télévision à péage dans quelques semaines. Aujourd'hui, on télévise médiocre : on garde, on supprime, on remplace ou on ne remplace pas, on transfère, on fait dans l'interchangeable, on normalise. T.f.1, dans le genre, est imbattable : la chaîne devrait se faire inscrire dans le livre des records, elle pourrait y figurer à la rubrique « record du monde de tempêtes dans un verre d'eau » !

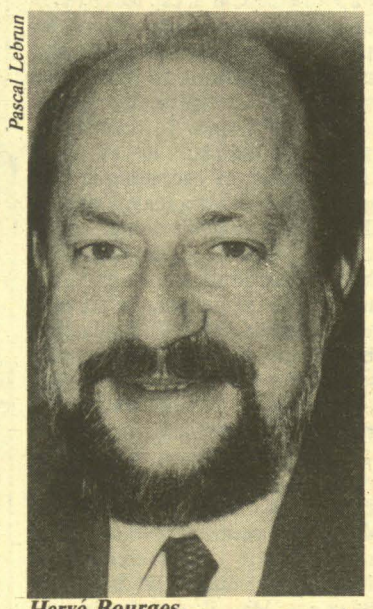
Qu'on en juge. Et qu'on apprécie les contradictions. T.f.1 ou la continuité : « Dallas », « Au théâtre ce soir » et « Porte-Bonheur » de Patrick Sabatier restent ; Yves Mourousi aussi. T.f.1 ou le changement : Majax revient tous les jours, et Sacha Distel ressuscite chaque dimanche. T.f.1 ou le rassemblement : la société dirigée par Hervé Bourges est devenue « la chaîne du foot » en signant un contrat d'exclusivité et de priorité sur les images de tous les matchs avec la Fédération française de football... sans consulter les équipes régionales de F.r.3 qui assurent pourtant l'enregistrement desdites images ! La réaction d'Antenne 2 et de la présidente de la Haute-Autorité va sans doute tout remettre en question. T.f.1 ou la division : Collaro et son « Cocoricocoboy » mènent chaque soir, à 19 h 40, la guerre des pitres contre « le Petit Théâtre » de Philippe Bouvard ; Audimat compte les points.

T.f.1 ou la punition : les médicales d'Igor Barrère disparaissent (elles réapparaîtront probablement sur F.r.3), « Vagabondages » de Roger Gicquel passe à la trappe, « Edition spéciale » d'Anne Sinclair perd sa périodicité mensuelle pour devenir bimensuelle (trop intéressant sans doute ?), et Jean Lallier, ci-devant directeur général adjoint chargé des programmes, est rétrogradé au rang de délégué du p.-d.g. pour les programmes.

T.f.1 ou la récompense : Bruno Masure devient présentateur du journal de 20 heures en alternance avec Claude Sérillon et personne ne s'en plaindra ; Hervé Bourges, déjà p.-d.g. de la chaîne, devient sans le dire directeur des programmes. T.f.1 ou la compensation : Anne Sinclair a désormais le droit de partager la responsabilité du magazine « 7 sur 7 » avec Jean Lanzi ; Jean Offredo, ex-présentateur du journal du soir, est généreusement nommé rédacteur en chef adjoint (le 47e ou le 48e rédacteur en chef adjoint de la chaîne, on ne sait plus).

*Philippe Bouvard.*



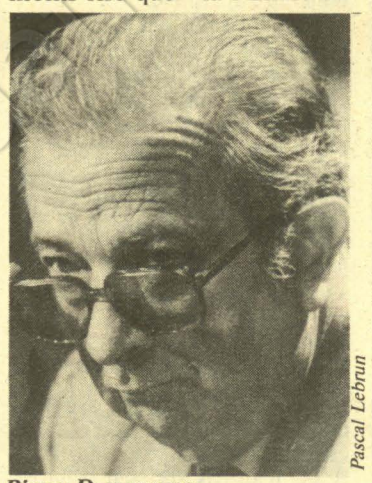


*Pascal Lebrun*

*Hervé Bourges.*

En final, T.f.1 ou l'humour : les « Mardis de l'information », antérieurement nommés les « Mercredis de l'information », en passant au jeudi sont devenus... « Infovision » ! C'était notre rubrique : « Si vous ne trouvez pas ça drôle, nous n'y sommes vraiment pour rien... »

On fait beaucoup moins de tapage à F.r.3 qu'à T.f.1 ; là, on sait pertinemment qu'on n'a pas grand-chose de nouveau à vendre. Guy Lux et « Dynastie » sont inamovibles. « Cinéma sans visa » de Lacouture et Guillebaud aussi, heureusement. Brice Lalonde arrive désormais chaque soir sur le coup de 23 heures avec « Une bonne nouvelle par jour » ; gageons que, toute bonne qu'elle soit, cette nouvelle à l'unité fera moins rire que « la Minute de Monsieur Cyclopède ». Et Serge Moati a confirmé la reprise des émissions régionales quotidiennes. L'esprit de régionalisation, conformément au cahier des charges de la chaîne, est en train de devenir le moteur de F.r.3 : grâce à l'A.p.i. (Agence des programmes inter-régionaux), pour la première fois, plusieurs régions ont pu s'associer pour produire elles-mêmes des feuilletons : « Une colonne à la cinq », « l'Homme au képi noir », « Monsieur Benjamin ». C'est tout. Rien d'autre à signaler. C'était notre rubrique : « Nous, on est modeste ; on fait avec ce qu'on a. »



*Pascal Lebrun*

*Pierre Desgraupes.*



*Stéphane Collaro.*

## Quel « service public » ?

Du côté d'Antenne 2, du côté de « la super-chaîne », comme l'appelle la presse de droite, on est plus préoccupé par les rumeurs qui circulent dans les couloirs que par la modification d'une grille qui a fait ses preuves : « On ne change pas une équipe qui gagne. » Vous avez dit rumeurs ? Il faudrait dire obsessions, interrogations obsédantes. Tout Antenne 2 se demande : Pierre Desgraupes échappera-t-il à la retraite que lui promet la loi récemment votée ramenant à 65 ans la limite d'âge des dirigeants de sociétés publiques ? Qui aura droit de mettre en place la télévision du matin ? T.f.1, qui a déjà confié un journal du matin à Jean-Claude Bourret pendant les week-ends, ou Antenne 2 ? Dernière question, posée à plusieurs reprises sur la place publique par Christian Dutoit, adjoint de Pierre Desgraupes, directeur chargé des programmes et de la production : comment financer la chaîne à l'avenir ? C'était notre rubrique : « Ce n'est pas parce qu'on ne sait ce qu'on veut acheter qu'il ne faut pas avoir un compte en banque bien nourri. »

Force est de constater que certains mots ne sont pas prononcés, sont soigneusement évités à l'occasion de cette rentrée : « service public » et « création télévisée ». On ne sache pas, pourtant, que T.f.1, Antenne 2 et F.r.3 aient changé de statut au cours de l'été dernier ! Alors, pourquoi cette pudeur soudaine ? Pourquoi cette honte ? Pourquoi cette absence d'intérêt pour la création ? Pourquoi cette absence de création télévisée dans les nouvelles grilles des programmes ? On sait, depuis le printemps dernier, que Pierre Desgraupes — il l'a déclaré avec conviction — n'aime pas le mot « création » ; on sait, par ailleurs, qu'il aime beaucoup le mot « privatisation ». Fidèle à lui-même, logique, Desgraupes ne met donc pas en avant le service public ni la création télévisée. Pas de surprise à Antenne 2, donc. Bizarrerie à T.f.1, par contre : selon le journal « le Monde », « développer la création » pour Hervé Bourges, ce serait « faire plus avec moins de moyens ». Si vous comprenez ce genre de raisonnement, n'hésitez pas, écrivez-nous...

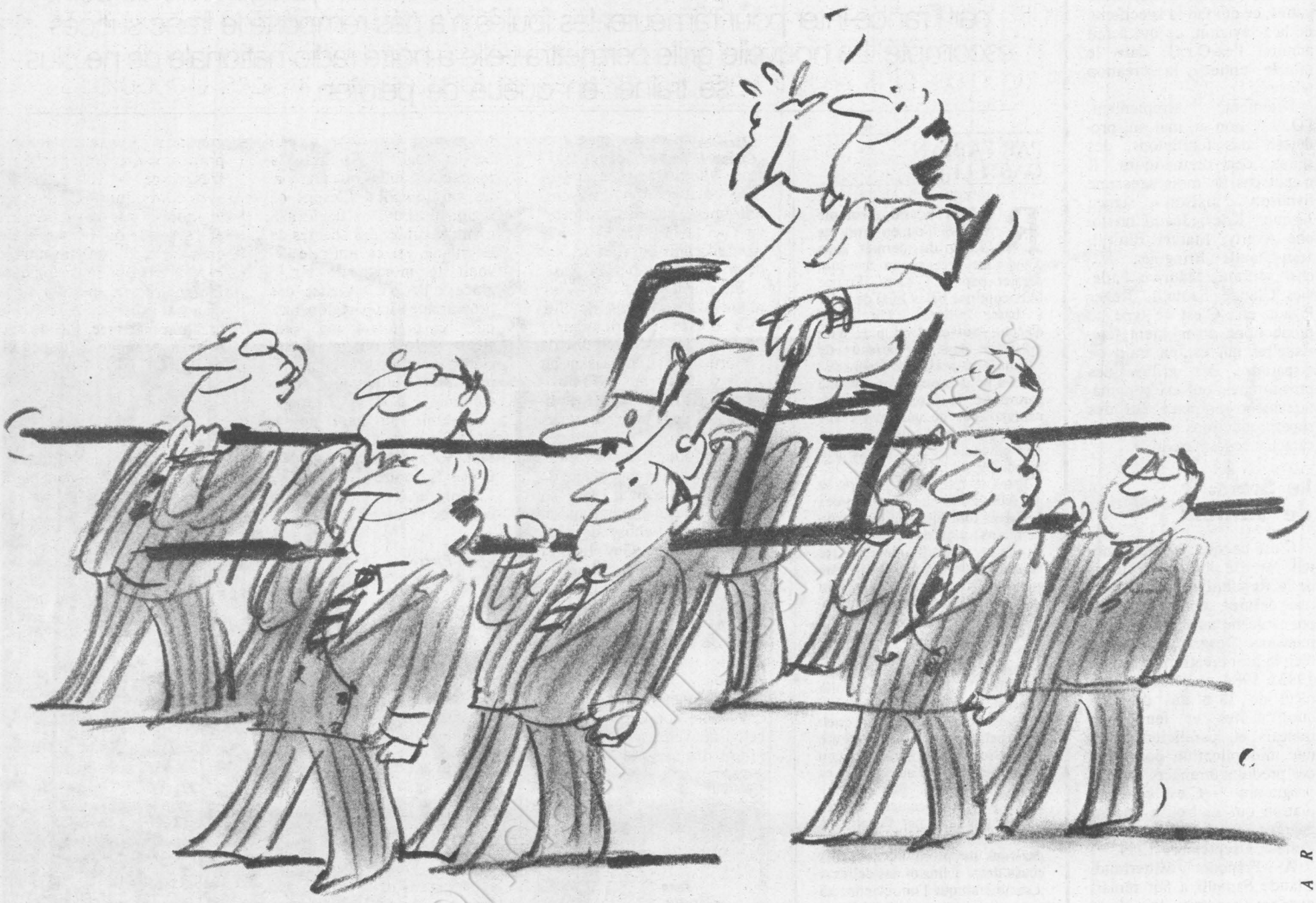
Il n'y a guère que F.r.3 qui, discrètement, sans même le dire, en relançant des productions de feuilletons, semble se souvenir que le rôle de la télévision est de faire de la télévision. Soyons clair : pourquoi continuer à payer une redevance, pourquoi entretenir un « Service public » de télévision si ledit service mène la même politique de programmes qu'une chaîne de télévision commerciale monégasque ou luxembourgeoise, s'il n'offre rien de plus qu'un « network » américain vendant ses produits à tous les réseaux câblés possibles ? Si la télévision de service public se contente de diffuser des informations, des films et des émissions de variétés, remplit-elle la mission à elle confiée par la loi ? Si la télévision de service public se satisfait de singer les radios périphériques, mérite-t-elle encore les deniers (obligatoires) du public ?

Comment justifier cette aberrante course aux indices d'audience que révèle le match Collaro-Bouvard ? En quoi est-elle encore utile ? Puisque le produit de la redevance n'est plus réparti entre les chaînes en fonction des sondages ! Puisque le marché de la publicité est pléthorique et que la Régie française de publicité, faute de créneaux horaires disponibles, refuse des clients pour les chaînes ! Passe encore pour cette compétition sans objet, héritée de réflexes archaïques. Mais les conséquences sont plus graves que le phénomène lui-même ; car c'est au nom des indices que les responsables des chaînes raréfient la création télévisée : « Le public n'aime pas, vous n'avez qu'à regarder les sondages. » Jacqueline Beaulieu en donne plusieurs exemples dans son livre « la Télévision des réalisateurs » (éditions de l'I.n.a., Documentation française).

Comme si l'objectif du ser-

*(suite en page 20)*

# A la Banque Sofinco tout le monde est quelqu'un.




*CONTRAT POUR L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE NOS SERVICES.*

A la Banque Sofinco, même si vous n'êtes pas riche, on trouve des solutions pour vous.
Douze associations de consommateurs ont déjà fait confiance à la Banque Sofinco pour défendre vos intérêts et la qualité des services que nous vous offrons. Nous nous sommes engagés avec elles par un contrat.
En nous accordant votre confiance, vous stimulez notre dynamisme et la création de nouveaux produits. Venez nous voir, pour nous vous êtes quelqu'un.

**BANQUE SOFINCO**

*LA BANQUE DES SOLUTIONS*

Liste des agences disponible sur simple demande à Banque Sofinco 91038 Évry Cedex.

*(suite de la page 18)*

vice public était de « faire des scores » à n'importe quel prix, à travers n'importe quel produit ! Comme si l'exigence de qualité n'était pas dans les obligations du service public ! Comme si le rôle du service public n'était pas de répondre à tous les goûts, de présenter tous les genres, donc, entre autres, ce qui fait la spécificité de la télévision, ce qui a fait admirer l'ex-O.r.t.f. dans le monde entier : la création télévisée !

Bêtement, simplement, l'O.r.t.f., bon an mal an, produisait des feuilletons, des séries, des dramatiques. Il n'était pas de mois sans une livraison « maison » signée Jacques Krier, Jean-Christophe Averty, Marcel Bluwal, Jean-Claude Bringuier, Michel Mitrani, Maurice Failevic, Claude Santelli, Roger Pigaut, etc. C'est ce type de productions proprement télévisuelles qui est en train de disparaître des grilles des programmes, qui est systématiquement remplacé par des superproductions étrangères à caractère commercial.

## Le S.o.s. de Santelli

C'est ce que Claude Santelli est allé dire au président de la République au mois de mai dernier, chiffres à l'appui : « Je ne suis pas comme monsieur Desgraupes. J'aime bien le mot création. Mais, de 1982 à 1984, on a assisté à un recul de 38 % des dramatiques, séries et feuilletons français et, parallèlement, à une multiplication par 2,1 % des produits étrangers dans le programme. » C'est cette situation qui se trouve encore aggravée par les nouvelles grilles de septembre 1984.

A François Mitterrand, Claude Santelli a fait remarquer un paradoxe : la « chute libre » de la création télévisée correspond à une période, 1981-1984, où les ressources de la télévision de service public ont augmenté de 50 % ! C'est donc l'utilisation de l'argent qui est en cause et non son insuffisance... En allant voir François Mitterrand, Claude Santelli a fait un geste spectaculaire destiné à alerter l'opinion... et à sensibiliser le pouvoir.

Que peut le président de la République ? Il peut faire en sorte que certaines affectations du budget 1985 aillent à l'aide à la création télévisée, que la télévision de création soit aidée au même titre que la création musicale, la création théâtrale, la création cinématographique, la création plastique, etc. Il ne peut pas faire plus. Au terme de la loi sur la communication audiovisuelle, qui garantit l'indépendance du service public, il ne peut pas intervenir dans le fonctionnement des chaînes, dans leur gestion ou dans leurs choix financiers. La Haute Autorité, par contre, le peut. Elle a même été créée, entre autres, pour cela : pour veiller à la qualité du service public.

La création télévisée est en train de disparaître. Que fait la Haute Autorité ?... On vit une télévision formidable, non ? ●

# FRANCE-INTER : LES OREILLES ENSABLEES

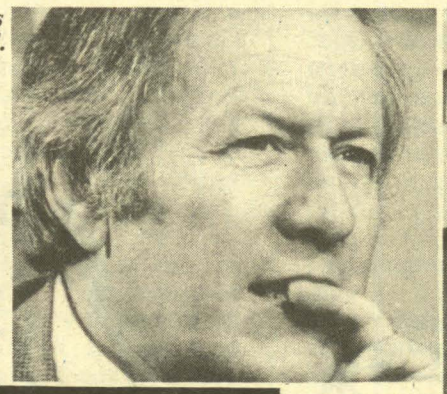
« Pour ceux qui ont quelque chose entre les oreilles », slogan mis au point par France-Inter pour rameuter les foules n'a pas remporté le franc succès escompté. La nouvelle grille permettra-t-elle à notre radio nationale de ne plus se traîner en queue de peloton.

PAR FABIAN GASTELLIER

REMONTE ou remonte pas ? Si l'on en croit les 13,5 % du dernier taux d'audience recensé en mai-juin dernier par le C.e.s.p., France Inter continue bel et bien de voler à basse altitude. Un score d'écoute qui en rend plus d'un maussade dans les bureaux de l'avenue du président Kennedy : « Nous nous promenons quelque part entre le P.c. et le Front national, pas de quoi pavoiser ! Et là où il fallait un lifting, on s'est contenté de remettre un peu de poudre... »

Dans le rôle de la poudre, la nouvelle grille des programmes qui vient tout juste de démarrer. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle ne va pas bouleverser les habitudes de la maison. Deux grandes nouveautés seulement sont à mettre au profit du changement dans le paysage quotidien : un grand magazine animé de 9 h 30 à 11 h 30 par Jacques Pradel et un jeu présenté de 11 h 30 à 12 h 30 par le survolté Laurent Broomhead (« Et un raton laveur »). A part cela, quelques petites touches dun genre impressionniste mais aucun grand nettoyage d'automne. Les deux innovations, pourtant, ne sont pas innocentes. Après n'avoir juré que par l'explosion de la chaîne et la fin des rendez-vous au profit du style décousu des « pleins et des déliés », il semblerait que l'on revienne au système des retrouvailles à heure fixe. Ce que confirme d'ailleurs Jean Garetto, directeur des programmes : « On s'est rendu compte que le public avait réellement besoin d'une structure de base, estime-t-il, et qu'il était donc nécessaire de revenir aux émissions cadrées que les auditeurs retrouvent sans difficulté, par simple réflexe. Mais cela ne signifie nullement que nous fassions machine arrière : les pleins et les déliés, l'atmosphère plus légère que nous avions revendiquée comme image de marque continue d'exister au sein de la station. »

« Bravo ! C'est ce qui a contribué à nous couler ! », persifle-t-on en réponse dans les couloirs. Et ce n'est pas faux, foi d'auditrice. Le flou artistique affiché dernièrement par Inter avait de quoi décontenancer. Qui faisait quoi ? Où était qui ? Le brouillard. Et lorsque dans un dîner de branchés on finit par entendre un spécialiste des potins médiatiques demander à la cantonade ce qu'est devenu Jacques Chancel, il y a de quoi craindre pour l'audience d'une chaîne... Fallait-il formaliser la grille des programmes ? Conserver toutes les têtes, tous les succès ? Garetto dit non, cherchant à éviter toute sclérose ; expliquant qu'une radio doit jouer sur le fugitif, mais bien d'autres pensent le contraire, égrenant le chapelet des disparus célèbres comme Claude Villers et son « Tribunal des flagrants délires » ou José Arthur et son « Pop club », enfin repêché dans le remaniement de la semaine dernière... Pour beaucoup de professionnels de l'audiovisuel, Inter a comme marginalisé ses meilleures cartes, ses atouts privilégiés pouvant lui garantir une image trois étoiles.

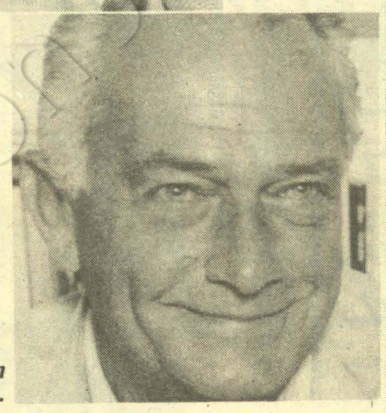


*Jacques Chancel.*



*José Arthur.*

*Jean-Pierre Farkas.*



*Jean Garetto.*



Si Jean Garetto s'accroche pour sa part désespérément à l'idée que le service public sert encore à préserver la création en apportant pour preuve l'entreprise des « dramatiques de minuit » courageusement lancées cet été sans ciblage ni sondage — ces deux mamelles étranges de notre nouvel audiovisuel — bien d'autres personnes à France Inter semblent d'ores et déjà persuadées que la noble mission ne tardera pas à cesser faute de missionnaires : « On ne peut pas vivre longtemps entre deux contraires, soupire-t-on, toujours dans les couloirs. Et même si l'abandon aberrant de certaines émissions à forte audience peut faire croire le contraire, la rentabilité à tout crin finira par être le mot de la fin. Dans le courant du nouveau discours sur le profit et la réhabilitation de l'entreprise privée, ce n'est pas rêver que de penser cela. Il suffit pour s'en convaincre de voir ce qui se passe à la télévision où l'on ne consulte plus les sondages : on louche dessus de façon permanente. Le pouvoir laissera-t-il partout s'effilocher le service public ? Même s'il se trimballe parfois des semelles de plomb, c'est encore ce que l'on a trouvé de mieux comme garde-fou contre la « domination de l'argent ». Et même si Inter bourgeonne de défauts, c'est quand même encore ce qu'on trouve de mieux ! Alors, deux fois dommage...

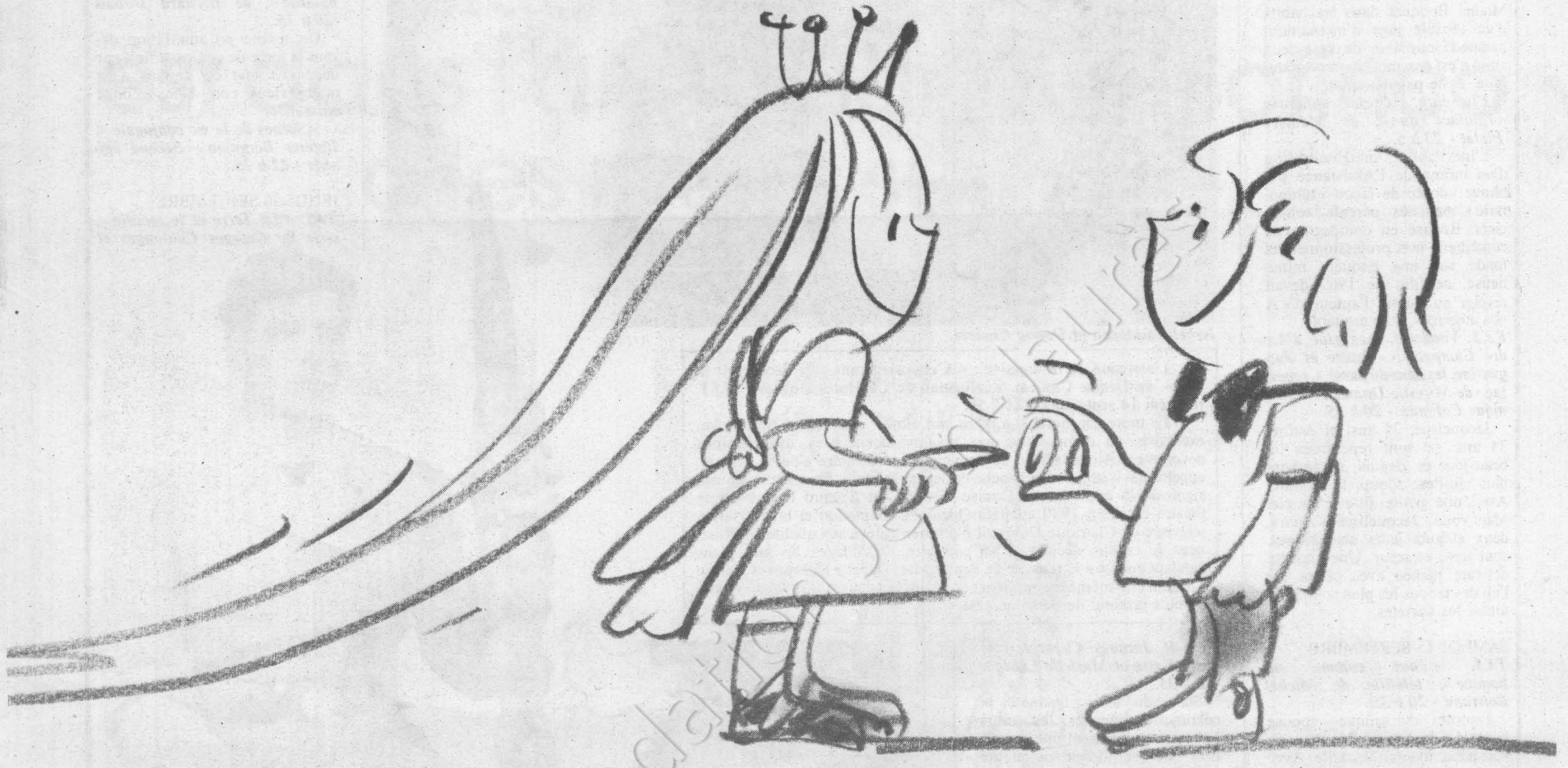
Tout ne vacille quand même pas au cœur de France Inter. Un rempart, un vrai, fait front contre toutes les morsures : l'information. Parce qu'elle n'a jamais bougé d'horaire ? Peut-être. Parce que sur ce plan précis, les radios libres qui sont plus ou moins accusées d'être l'une des causes principales de l'hémorragie se révèlent trop faibles ? Peut-être aussi. Toujours est-il qu'un bruit court dans l'air de Radio France, comme quoi Inter fléchirait de plus en plus vers le « all news ». Ce qui fait sourire Jean-Pierre Farkas, le nouveau directeur de l'information, qui se retranche derrière un silence sibyllin. Pourtant, les indices pleuvent : presque plus de musique, le matin, entre 7 h et 8 h ; le poids de l'information qui se renforce de grille en grille, enfin, un petit quart d'heure de rabe ajouté dernièrement au journal de 13 h... Farkas lève une main : « On en parlera quand ce sera fait. » Dont acte. Mais c'est Jean-Noël Jeanneney lui-même qui, en ouvrant large les grandes ondes au sport, semble les avoir définies pour « l'événement » en réservant à la modulation de fréquence un ton plus « programme »...

Pour l'heure, Farkas veut agrandir, approfondir et modifier le traitement de l'actualité sur sa chaîne. En abordant plus longuement les « parents pauvres » de l'info comme les spectacles, la médecine ou la littérature ; en installant des journaux différenciés, qui seront plus « lus » que « parlés » aux heures chaudes (13 h-19 h) et plus « dialogués », « conviviaux » le reste du temps. En offrant toutes les couleurs de l'Hexagone à travers les micros, grâce à une utilisation plus poussée des quarante relais locaux de Radio France qui connaissent en ce moment une sérieuse renaissance due à l'essoufflement d'un bon nombre de radios privées... (« Le téléphone sonne » s'ouvrira notamment aux régions). Grâce, enfin, au remodelage de la relation entre la chaîne et ses auditeurs : « Jusqu'à présent, entre le micro-trottoir et le sempiternel téléphone, on n'avait aucune autre alternative, explique-t-il. Désormais, de 6 h 30 à 6 h 45 les auditeurs disposeront d'un standard pour poser les questions de leur choix et commander des reportages. A 7 h, Philippe Caloni triera les fiches, prendra sur lui de retenir tel ou tel sujet et dès 7 h 16, on devra être en mesure de répondre à l'auditeur choisi. Sans plus aucune possibilité de tricher et, parfois, avec le risque de la panne et de l'embarras. Une radio à risques où l'on va entendre le public, ça, j'aime ! »

La radio du matin, Farkas la couve du coin de l'œil. Parce qu'il la sait directement menacée par la télévision de l'aube, prévue pour janvier prochain. Comment lutter ?

En fait, ils peuvent cohabiter. Il n'y a qu'un danger, et Jean-Pierre Farkas le sait bien : que les gens se mettent à « écouter » la télé.

# A la Banque Sofinco on épouse vos problèmes.



*LE PRET JEUNE MENAGE.*

Quand vous démarrez sans moyens, la Banque Sofinco vous accueille. Le prêt jeune ménage est fait pour cela*. Le crédit pour la machine à laver, le réfrigérateur, la télévision ou la chambre à coucher est plus facile pour les jeunes couples qui s'installent. Rendez-vous dans les agences Sofinco et demandez-le dans les douze mois qui suivent votre mariage.

A la Banque Sofinco, laissez-vous épouser.

**BANQUE SOFINCO**

*LA BANQUE DES SOLUTIONS*

Liste des agences disponible sur simple demande à Banque Sofinco 91038 Évry Cedex. * Sous conditions de ressources.

Coll. Fondation Jean Jaurès

# Au risque de vous déplaire

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI 14 SEPTEMBRE

***T.f.1. « A cinquante ans, elle découvrait la mer », de Denis Chalem ; réalisation de Charlotte Dubreuil (voir encadré).***

***A.2. Péchés originaux, série de cinq téléfilms. Adaptation de Pascal Lainé : « Meurtre avec préméditation », d'après Witold Gombrowicz ; réalisation de Michel Mitrani - 20 h 35.***

Une nouvelle série tout à fait intéressante dont le principe de base est d'adapter et de filmer pour le petit écran cinq nouvelles venues des quatre coins du monde et qui, toutes, traitent d'un même thème : le « péché ». Ce soir, premier péché : la culpabilité, réelle ou imaginaire, avec un Michel Bouquet dans les habits d'un terrible juge d'instruction, persuadé que l'un de ses vieux amis n'est pas mort de mort naturelle. A ne pas manquer.

***Ciné-club. Cycle enfance : « l'Enface nue », de Maurice Pialat - 23 h 5.***

L'inévitable marginalisation d'un môme de l'Assistance publique adopté de façon « temporaire » par des parents nourriciers. Réalisé en compagnie de comédiens non professionnels et fondé sur une enquête minutieuse, ce film de 1967 devait, révéler au public l'auteur d'« A nos amours ». Remarquable.

***F.r.3. Vendredi, magazine d'André Campana : « André et Jacqueline, les liens du passé », reportage de Mireille Dumas et Dominique Colonna - 20 h 35.***

Jacqueline, 29 ans, et André, 34 ans, se sont rencontrés un beau jour et, depuis, ne se sont plus quittés. Coup de foudre. Avec une petite fille à la clé. Mais voilà : Jacqueline et André, deux enfants jadis abandonnés, sont frère et sœur. Une enquête délicate menée avec talent sur l'un des tabous les plus solides de toutes les sociétés.

SAMEDI 15 SEPTEMBRE

***T.f.1. « Tout comme un homme », téléfilm de Michel Boisrond - 20 h 35.***

Femme dynamique épouse homme à tout faire. Résultat : va voir papa, maman travaille. Avec Christiane Millet et Alain Sachs. Même heure sur France Musique : Ricardo Muti et Gidon Kremer avec l'orchestre philharmonique de Vienne dans Mozart et la Quatrième de Bruckner. Si !

DIMANCHE 16 SEPTEMBRE

***T.f.1. « Face à la presse », émission proposée par Pierre-Luc Séguillon. Invité : Lionel Jospin. 12 h.***

***« Dernier domicile connu », de José Giovanni - 20 h 35.***

Un inspecteur de police particulièrement tenace piste inlassablement un témoin effrayé par ce qu'il a vu. Mais s'il le retrouve, il le condamne en même temps à être un homme mort. Avec Lino Ventura et Marlène Jobert.

***F.r.3. « Foi d'anar, ou Maurice Joyeux, portrait d'un anarchiste », émission proposée par Jacqueline Lamant - 20 h 30.***

Maurice Joyeux a soixante-quatorze ans. Créateur, en mai 68, du groupe Louise-Michel, il est aujourd'hui encore animateur du « Monde libertaire » et de la Fédération anarchiste. Un portrait haut en couleur.

***Cinéma de minuit : « Casanova, un adolescent à Venise » de Luigi Comencini - 22 h 30.***

L'adolescence et la jeunesse vénitienne du plus libertin des tombeurs, n'en déplaise à Don Juan. Superbe.

LUNDI 17 SEPTEMBRE

***T.f.1. « Huit et demi », de Federico Fellini - 20 h 35.***

Variations felliniennes sur la condition du créateur dans l'univers du septième art. Un classique massacré par la V.f. Avec Marcello Mastroianni et Anouk Aimée.

***A.2. Le Grand Echiquier, émission de Jacques Chancel. Invitées : Katia et Marielle Labèque -20 h 35.***

Stars du show business et néanmoins pianistes, les sœurs Labèque connaissent une réputation que leur doigté ne mérite peut-être pas vraiment. Dans le domaine du jeune piano féminin, n'est pas Brigitte Engerer qui veut... Avec, aussi, le violoniste Gidon Kremer, le percussionniste Sylvio Gualda, le violoncelliste Yo Yo Ma et l'altiste Kim Kashkashian.

***F.r.3. « Les Seins de glace », de Georges Lautner - 20 h35.***

Mireille Darc extermine tous ceux qu'elle séduit. La frigidité mène au crime, c'est Lautner qui nous le dit. Cachez ces seins qu'on a trop vus.

MARDI 18 SEPTEMBRE

***T.f.1. L'équipe Cousteau en Amazonie, série proposée par Jacques-Yves et Jean-Michel Cousteau - Emission n° 2 : « la Rivière enchantée » - 20 h 35.***

***L'histoire à la Une : « Le Machiavel du désert », émission proposée par Gilbert Lauzun en compagnie d'Eric Rouleau. Réalisation de Jean-René Bouyer -21 h 35.***

Un portrait de Khadafi à l'occasion du quinzième anniversaire de son arrivée au pouvoir.

***A.2. « Un homme nommé intrépide », téléfilm de Peter Carter d'après le roman de William Stevenson - 20 h 40.***

L'Angleterre au cœur de la guerre et Michaël York au centre d'un réseau d'espionnage. Avec, aussi, le regretté David Niven et la superbe Gayle Hunnicutt. Mais, à 20 h 30, sur France-Musique, la Berganza en récital... On ne vous dit que ça !

***Lire c'est vivre, émission de Pierre Dumayet. Réalisation de Roland Coste - 22 h 40.***

Aujourd'hui, « Germinal » de Zola commenté par cinq Français qui sont ou ont été mineurs.

***F.r.3. La dernière séance, émission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui. « Le Roi des iles » de Byron Haskin et « le Grand Chantage » d'Alexandre Mackendrick - 20 h 35.***

Une soirée consacrée à Burt Lancaster avec, au menu, deux films américains des années cinquante. Burt aux prises avec l'exotisme de l'Extrême-Orient et Burt en journaliste à la mentalité plus que douteuse. Le problème, c'est que Burt n'a vraiment brillé qu'en Italie, aux côtés de Luchino Visconti. Alors...

MERDREDI 19 SEPTEMBRE

***T.f.1. Le Bébé est une personne, série de trois émissions proposées par Gilbert Lauzun, Tony Laine et Bernard Martino - Emission n° 2 : « l'Espace d'une rencontre » - 21 h 25.***

***A.2. Moi je, émission proposée par Bernard Bouthier - 22 h 30.***

Cinq reportages consacrés aux adolescents face à l'argent (« J'ai 13 ans et j'aime l'argent », de Patrick Lombroso et Jeanne Lagier), au no man's land actuel de l'immobilier (« A lover », de Dominique Colonna et Luc Bernard), aux doublages sauvages du comédien Patrick Bouchitey qui s'amuse comme un fou avec sa vidéo (« Version doublée », de Patrick Bouchitey), aux idoles des jeunes qui ont pris des rides (« Ex-idoles du rock », de Sylvain Combet), enfin aux trente-six kilomètres de boulevards périphériques qui enserrent Paris (« Periféric Story », de Jean-Pierre Lovichi).

***F.r.3. Cinéma 16 : « la Mèche en bataille », de Bernard Dubois -20 h 35.***

Un môme en admiration devant la force de son papa finit par découvrir que ce dernier n'est qu'un vieux con. Une seconde naissance.

***« Scènes de la vie conjugale », Ingmar Bergman - Second épisode - 22 h 25.***

JEUDI 20 SEPTEMBRE

***T.f.1. « La Terre et le moulin », série de Georges Coulonges et Jacques Ertaud. Episode n° 2 -20 h 35.***

***Le jazz et vous, émission proposée par Jack Dieval - 22 h 45.***

André Villegier quintet, Noël Lee, Gilbert Leroux, Militia et plein d'autres...

***A.2. « La Vallée des poupées », série d'Irving Mansfield d'après le roman de Jacqueline Susann -Episode n° 2 - 20 h 35.***

***Alain Decaux ranconte : « Deux hommes pour tuer Heydrich » - 21 h 45.***

Le 27 mai, à Prague, il fait un temps merveilleux. Ce jour-là, Reinhard Heydrich se promène en voiture. Soudain, devant lui, un homme avec une mitraillette. Qui s'enraye. Le chauffeur de Heydrich (un imbécile ou un antinazi suicidaire ?) arrête sa voiture, prêt à bondir sur le terroriste paralysé. Il n'en faut pas plus pour qu'un autre homme surgisse alors avec une grenade. C'en est fini d'Heydrich, qui ne survivra pas à ses blessures, mais une répression sans précédent va dès lors s'abattre sur la Tchécoslovaquie occupée. L'événement inspira au cinéaste Fritz Lang son film « Les bourreaux meurent aussi ».

***F.r.3 « la Petite Sirène », de Roger Andrieux - 20 h 35.***

Le conte d'Andersen adapté aux temps modernes. Un film tendre, bien que partiellement réussi. Avec Philippe Léotard.



*Isabelle Sadoyan et Denise Chalem.*

**L'émission de la semaine : « A cinquante ans, elle découvrait la mer », de Denise Chalem. Réalisation de Charlotte Dubreuil. T.f.1, vendredi 14 septembre - 21 h 50.**

La mère est morte. La mère tant aimée, exubérante, possessive, excessive ; la mama juive aux colères incendiaires, aux passions dévorantes. Alors la fille se souvient ; sa mémoire s'ouvre, pleure, appelle, revit le passé si proche et déjà si lointain. Ce texte émouvant signé de la comédienne Denise Chalem fut d'abord une pièce de théâtre créée en 1980 au Petit-Odéon. L'adaptation et la réalisation télévisée de Charlotte Dubreuil n'ont rien enlevé aux qualités intrinsèques de ce duo déchirant. Au contraire : les images, les gros plans ajoutent encore à la réussite de l'entreprise. Isabelle Sadoyan et Denise Chalem elle-même interprètent cette cantate à deux voix qui nous étreint au plus profond de nous-mêmes.



*Philippe Léotard.*



*Burt Lancaster dans « le Roi des iles ».*

***Grand concours T.f.1. et le magazine « Photo ».***

Vous aimez photographier çà et là paysages et amis ? Alors n'hésitez pas, photographiez votre ville, votre village, votre quartier ou votre rue ; montrez la vie, la beauté, la fantaisie, l'insolite du lieu où vous habitez. Format exigé : 18 x 24 cm.

Chaque épreuve devra porter au dos une étiquette collée avec — en caractères d'imprimerie — vos nom, prénom, adresse et n° de téléphone ainsi que le lieu de la prise de vue, sa date approximative et la mention suivante : « Je certifie sur l'honneur être l'auteur de la photo. Je garantis que cette photo ne comporte aucun emprunt à une œuvre protégée ni ne porte atteinte aux droits de tiers, personnes physiques, ou morales. J'atteste sur l'honneur n'être pas photographe professionnel », que vous daterez et signerez (signature de votre représentant légal si vous êtes mineur).

Classez vos épreuves en deux sections différentes - noir - blanc ou couleur — et envoyez le tout à l'adresse suivante : Grand concours T.f.1. Photomagazine — Relations publiques de T.f.1. -17, rue de l'Arrivée, Cédex 1501 - 75815 Paris Brune. Cela avant le 15 octobre 1984 à minuit.

Primées ou non, vos photos ne vous seront pas retournées. Mais cinq cents prix vous attendent peut-être. Premier : un voyage pour deux personnes vers la Californie fin mars 1985, offert par les voyages Puthet ainsi qu'un Olympus Reflex OM 2, un objectif 1,4/50 mm et un moteur offerts par Scop. Rêvez ! C'est facile, et ça peut rapporter gros.



# Quand un petit 3e est dans l'air, la Banque Sofinco a les pieds sur terre.



## *LE PRÊT 3e ENFANT.*

Votre famille s'agrandit. La Banque Sofinco y a pensé. Le prêt 3e enfant est fait pour cela * Pour en bénéficier, il suffit d'en faire la demande dans nos agences entre le 7e mois de la grossesse et le 9e mois de la naissance du troisième enfant. Banque Sofinco parce qu'il arrive de pouponner sans soucis.

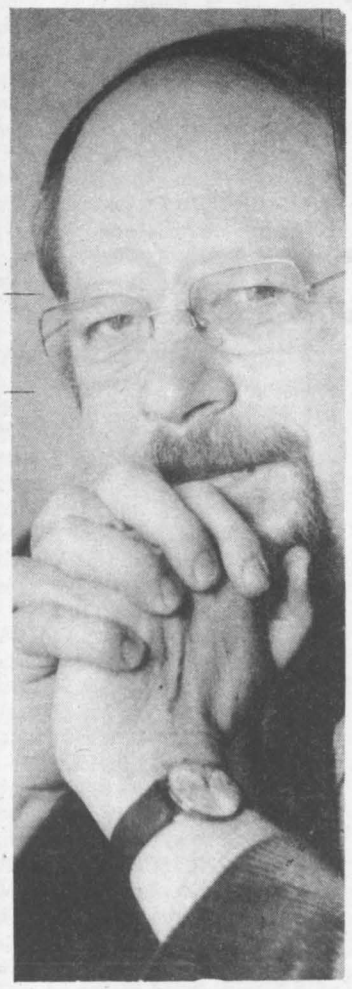
**BANQUE SOFINCO**

*LA BANQUE DES SOLUTIONS*

Liste des agences disponible sur simple demande à Banque Sofinco 91038 Évry Cedex. * Sous conditions de ressources.

OSCAR

# La chronique littéraire de Claude Glayman



# LA LEÇON DE LECTURES

Quelques jeunes romanciers se sont réunis pour colloquer sur le roman. Leurs débats ne sont pas vains. Ecoutons-les !

**** Revue « Roman » n° 8 : « Débats sur le roman d'aujourd'hui ». Presses de la Renaissance.***
**** Jules Renard : « Histoires naturelles », « Nos frères farouches » - Folio - « Journal » (Tomes 1 et 2, à paraître en novembre nos 3 et 4) - 10/18.***
**** Catherine Lépront : « Une rumeur » roman - Gallimard.***
**** Armand Lerco : « L'Echeveau pendu aux arbres » - Roman - Grasset.***

UNE rentrée de cent quatre-vingts romans nouveaux, dit-on, ça n'est pas rien ! Comment aborder un étalage aussi abondant ?

Faut-il déplorer les mœurs présentes de la République des lettres, le jeu est aisé, vain sans doute !

C'est bien la leçon de modération qu'inspire la lecture de la toute récente livraison de la revue « Roman ». Des écrivains vivants, trente, quarante ans, plusieurs ouvrages à leur actif, se sont réunis en colloque les 30 juin et 1er juillet derniers dans les locaux de la Maison des écrivains, et ils ont parlé du roman d'aujourd'hui, français surtout, sans plan trop strict, mais selon quelques thèmes bien généraux. Les intervenants s'appelaient Jean-Pierre Enard, Raphaël Pividal, François Coupry, Alain Absire, Georges-Olivier Chateaureynaud, Alain Nadaud, Serge Koster, Michel Chaillou, etc. Certains de ces noms participent à la rentrée romanesque, d'autres le faisaient il y a un an, deux ans, et d'autres le feront à coup sûr dans l'avenir. Bref, on a là un bon échantillon. Et j'avoue que cette manière de mettre tout (ou presque tout) sur la table, sans conclusion, ni heureusement de décision contraignante, a non seulement quelque chose d'utile mais de neuf. Nous vivons tellement sous le signe d'une production littéraire ininterrompue que nous ne prenons plus guère le temps de réfléchir sur sa nature, ses limites ou ses avancées.

Il ne s'agit pas d'école ni de chapelle, mais d'un lieu et d'un moment de halte où on s'efforce de considérer ce que l'on vit. Naguère, ces pointages étaient fréquents, aujourd'hui l'accélération et la vitesse, la profusion des livres en ont fait perdre jusqu'au goût. Pourtant, rien n'est plus bénéfique que de telles mises au net. Dans sa modestie, « Roman » joue un rôle important. J'aime ce côté non directif, qui dégage cependant des points de repère, des évidences éternelles, parfois des processus originaux.

Très intéressant nous est apparu le débat sur la notion de « roman réengagé ». A l'écart des inhibitions et des terrorismes, quarante ans après un sartrisme largement dépassé, les interrogations fusent : étant entendu qu'il ne s'agit pas d'un retour à la « case départ », n'y aurait-il pas lieu de voir le roman dénoncer les injustices contemporaines, le romancier étant écrivain et autre chose avec une responsabilité à la clef ! Dire non à l'engagement comme c'est la mode obligée aujourd'hui, n'est-ce pas mieux camoufler le seul engagement qui soit finalement admis, à savoir celui de droite ? N'assiste-t-on pas à une véritable perte de la fonction sociale de l'écrivain ? Mais, d'un autre côté, l'engagement, n'est-ce pas du théâtre au détriment de la seule chose qui devrait compter : l'authenticité d'une œuvre produite par le malaise initial d'un individu !

Au constat — sans doute à regret — d'un roman français qui n'est plus aujourd'hui universel (à la différence de littérature provenant d'autres nationalités) succède une analyse sur la prédominance des sciences, sciences humaines, dans la vie culturelle, prédominance néanmoins en recul dans une époque « qui a peur de son présent » ; puis une autre approche relative à l'imagination, aux conditions de fabrication de la fiction, au processus d'identification et de représentation entre l'œuvre, son auteur et son lecteur.

Dans ces débats, le propos est plus général, volontiers traditionnel, un rien cacophonique et éclectique, mais l'interrogation sur la langue m'a semblé plus rigoureuse, plus novatrice. Qu'est-ce que le « mal écrire » (celui de Dostoïevski, Balzac ou Dickens), à distinguer de l'écriture du roman populaire (Chaillou dit à ce sujet des choses passionnantes) ? Qu'est-ce que le langage de situation cher à Coupry ? La voix évoquée par Pividal en nous livrant quelques-uns de ses secrets de fabrication ? Que penser du cas Guyotat ? N'existe-t-il pas une fonction de séduction érotique de la part de la langue ? Autant de directions qui retiennent l'attention et font de ce numéro un excellent prélude à la nouvelle saison.



*Armand Lerco.*



*Catherine Lépront.*

Comme si, depuis « le nouveau roman » et depuis Sartre, pour la première fois, une relative prise de conscience s'opérait, n'excluant pas les voies individuelles mais n'accordant plus à ces dernières un statut d'exclusivité excessive. Sartre le bien-nommé. Je vois un signe des temps dans le fait que, écrivant une excellente préface à des rééditions de Jules Renard, l'universitaire Jean Borie néglige toute référence à un célèbre article du philosophe publié en 1945 et repris dans « Situations 1 » (Gallimard) et qui fondait toute son analyse sur Renard inventeur d'une littérature du silence, décrivant ce que cela signifiait et à quoi cela correspondait pour une génération venant après Flaubert, les Goncourt, Zola. Mais outre que cette présentation très systématique présupposait absolument que Renard avait un rapport déterminant avec le silence (ce qui n'est pas inexact, mais peut-être pas aussi structurel que Sartre l'affirmait), qu'il se situait à une certaine étape de l'évolution des sciences et de la littérature (les débats de « Roman » soulignent qu'à tout le moins de nos jours cette évolution ne peut être appréhendée comme linéaire, et que la pluralité des tendances rend hasardeuse l'idée même d'une évolution univoque), elle passait sous silence trop d'objets essentiels.

Jean Borie rappelle, en effet, le suicide du père de Jules Renard, voire celui de sa mère (ahurissant, Sartre n'en souffle mot !), s'intéresse à l'engagement politique de l'écrivain, dreyfusard, socialiste, maire de petits villages. Il souligne son rôle d'homme de théâtre et de critique, s'attarde sur l'esthétique d'un écrivain qui, désirant décrire un monde de paysans, appréciait une certaine forme de concision où le patois, le dialogue incisif se mêlent à une profonde admiration pour La Bruyère. Brossant le portrait de la veuve Laure, Renard écrit : « Elle a aimé les hommes et les cerises. Elle les aime encore, les cerises et les hommes malgré son âge, et elle devrait avoir plus près de soixante-dix ans que de soixante. » Cela se suffit à soi seul, non !

Notre vision de la littérature est à la fois plus précise et plus complète qu'il y a quarante ans et, en même temps, moins systématique, plus ouverte au plaisir pur des lettres et à la diversité contradictoire aussi bien des influences que des préoccupations. De nos jours, on n'enfermerait pas Jules Renard pour déplorer ensuite en lui « l'Homme ligoté » (titre de l'article de Sartre), et on goûte l'écrivain pour lui-même, indépendamment de sa biographie et de toute analyse critique.

Cette disponibilité à l'égard de tout système ou de toute orthodoxie doit être la première qualité pour aborder la rentrée littéraire 1984. Y aimer le concurrentiel, le contradictoire ou bien le rejeter s'il ne plaît pas ! Par-delà même la dénégation systématique, découvrir certains classements par affinité. Une tendance à décrire le climat de petites villes de province, de quartiers de Paris caractérise quelques-uns de nos romanciers. Ainsi Catherine Lepront qui, avec « Une rumeur », nous donne un roman dense, travaillé, réussi, indice d'une œuvre possible. Elle fut l'héroïne convaincante et émouvante de l'émission de rentrée d'« Apostrophes ». Elle sut faire sentir ce qu'est la matière d'une fiction, ce qui nourrit des personnages. Derrière la reconstitution d'une affabulation, sorte de « corbeau » moderne, « source intarissable de malentendus », la rumeur recouvrant son monde comme la neige un paysage, il y a l'œil qui sait observer, l'auteur qui trouve les mots exacts, la musicienne qui finit par imposer un rythme de la phrase, et tout bonnement de l'écriture. On aime se perdre dans ce qui est déjà le foisonnement d'un univers plus ou moins familier, et qui nous fait attendre les prochains titres avec une impatience justifiée.

Plus perplexe m'a laissé le roman de Lerco. Personnages minables de Salvadore et de sa mère, de Roberto, copain mythomane de Salvadore. Les deux copains sont violents et dérisoires dans leur casse d'une épicerie, quartier où Salvadore se venge de sa mère humiliée. Précisément c'est un mini quartier que peint Lerco, auteur d'un récit vieux de deux ans qui avait frappé : « les Chiens de Bangkok ». Sorte de « bas-fonds » d'aujourd'hui à moins qu'il ne s'agisse de larves chères à Beckett. Mais Lerco n'a guère d'ambition métaphysique. Parfois même on se demande s'il ne se fiche pas de nous, tant cela paraît bâclé et obéir à la première inspiration qui se soit présentée. Et puis, en poursuivant, on est repris par un climat, une ambiance farfelue, fantastique, misérabiliste. Un réalisme du quotidien ou bien une part acide de fantasmes dans le goût du jour ? On ne saurait trancher, pas plus qu'on ne saurait oublier ce court roman agaçant, attachant.

Nous vivons le temps du roman éclaté au point d'être tiraillé au sein même livre. Catherine Lepront, semble-t-il, a l'inspiration et le métier pour parvenir à plus de synthèse. Chez Lerco tout est possible, tout se côtoie. Tel est le lot de cette fin de siècle, presque cent ans après Jules Renard.

***Lisez aussi***
**** François Taillandier : « Personnages de la rue du Couteau » - Roman - Julliard.***

De nouveau un microcosme de quartier, de rue. Vaut par l'observation et un certain style canaille. Vers un renouveau d'une nouvelle forme de populisme, mâtiné de fantastique.

**** Salvat Etchart : « l'Amour d'un fou » - Roman - Presses de la Renaissance ; préface de Rezvani.***

Prix Renaudot 1967 pour « Le monde tel qu'il est », Salvat Etchart a vécu et écrit, inconnu et reclus aux Antilles et maintenant dans le Grand Nord au Canada. C'est un écrivain difficile, mais dont la patte est incontestable : richesse de l'écriture, vision d'un univers, ambiance fiévreuse et onirique.

# La Banque Sofinco une banque sur mesure.



Vos besoins évoluent, la Banque Sofinco l'a prévu. Quel que soit votre problème spécifique, nous vous offrons des produits adaptés pour vous équiper, épargner ou gérer votre budget. En ouvrant un compte dans nos agences, vous bénéficiez de la diversité de nos produits et de la qualité du service.

A la Banque Sofinco, les problèmes de tout le monde, ce sont aussi les nôtres...

**BANQUE SOFINCO**

*LA BANQUE DES SOLUTIONS*

Liste des agences disponible sur simple demande à Banque Sofinco 91038 Évry Cedex.

OSCAR



« Heimat » d'Edgar Reitz.



« Noi tre » de Pupi Avati.



« Les favoris de la Lune » d'Otar Iosselani.

# LE VENT DE L'HISTOIRE SOUFFLE SUR LA MOSTRA

**A Venise, le souffle de la création a une fois de plus gonflé les toiles de la Mostra en privilégiant le retour aux sources, un increvable rêve américain et le prolétariat magnifié. Fresques superbes devant lesquelles le cinéma français, plus intimiste et moins tonitruant, a paru bien pâle**

PAR ANTOINE SPIRE

*(de notre envoyé spécial à Venise)*

VENISE confirme une fois de plus cette année sa vocation de festival de création. Seulement, l'inflation a gagné la lagune et les quelque cent cinquante films présentés ont épuisé les festivaliers les plus consciencieux. Gian Luigi Rondi, le directeur du festival, sait difficilement refuser une sollicitation qui émane d'un partenaire important. De compromis en compromis, ce démocrate chrétien compréhensif a inutilement alourdi la Mostra. S'il fallait résumer d'un mot la compétition 1984, c'est celui de racines qui viendrait à la bouche. Le meilleur cinéma est à la recherche de vraies racines historiques et sociales, qui lui permettent de refléter des cultures spécifiques.

Krzystof Zanussi est polonais. « L'Année du soleil tranquille », qui a réalisé avec des capitaux allemands et américains, illustre la prégnance du rêve américain chez les intellectuels de l'Est. L'amertume qui sourd de la vie quotidienne du socialisme réalisé est compensée par le mythe d'une patrie de rechange dotée de toutes les qualités de l'autre côté de l'Atlantique. Nous sommes après la Seconde Guerre mondiale sur le territoire allemand que la Pologne vient de se voir réattribuer. Une jeune femme, à peine mariée et déjà veuve, et sa mère à bout de souffle vont tâcher de survivre. Par hasard, elles rencontrent un Américain venu enquêter sur les crimes de guerre nazis. Terrible échange de regards autour d'un charnier que les alliés viennent de découvrir. Dans la détresse que vivent ces deux femmes, le militaire US va personnaliser l'espoir d'un autre futur et l'amour à redécouvrir. L'obstacle de la langue – il ne parle que l'anglais – les contraint à faire appel à des intermédiaires qui révèlent en creux ce que le discours amoureux a d'incommunicable à des tiers...

En décernant le Lion d'Or à Zanussi, le jury récompense la diversité des talents d'un metteur en scène à la recherche de l'absolu dans « Impératif » ou « la Constante », parfait exécutant d'une superproduction hagiographique consacrée à Jean-Paul II, qui a réussi avec « l'Année du soleil tranquille » un très beau film d'amour épuré de scories inutiles et remarquablement construit.

## Prévert n'est pas loin

Avec « les Favoris de la lune », Otar Iosselani, le Géorgien de « Pastorale » et de « la Chute des feuilles », a choisi le point de vue du huron. Lui, l'étranger, il dissèque les mœurs de ces Parisiens pressés avec un humour décapant. Son film, inventif et imprévisible, primé à Venise, nous entraîne dans une folle sarabande. Cette histoire à rebondissements suit les avatars de quelques objets qui passent de main en main, sautant du foyer d'un commissaire volage à l'abri d'un clochard anarchiste qui médite de dynamiter les statues militaristes des jardins publics. On se laisse surprendre par la profusion des idées et des gags. Prévert n'est pas loin, Tati non plus. La mécanique de la dragué à la terrasse des cafés est démontée, les taxis pris d'assaut à force de coups de pied ; tout le monde trafique, tout le monde vend, achète, dupe son prochain, se refile d'invraisemblables camelotes sous le manteau. Buster Keaton triomphe avec multiplié par 20, 30 ou 100, autant qu'il y a de personnages grouillant de vie dans ce film tragique et cocasse consacré par un Géorgien aux riches heures de la consommation tout azimut en Occident.

« Heimat », Grand Prix de la critique internationale, est un téléfilm de 15 heures. Edgar Reitz y a recréé 64 ans de la vie d'une bourgade rhénane située dans le Hunsrück, sa région natale. 1918-1982. L'histoire de l'Allemagne s'incarne à Schabbach depuis le retour de la guerre de 1914 jusqu'aux angoisses contemporaines face à la tension Est-Ouest. Formidable réussite que cette chronique admirablement racontée et soigneusement située dans un monde paysan en transformation. Construction de la première radio, des premières voitures, inconscience populaire face à la montée du nazisme, pudeur de ces familles où on se salue comme si l'on venait de se quitter au retour de 10 ans de séparation, fascination pour le chocolat apporté par l'ami américain dans une Allemagne sans vie en 1945, prospérité amnésique des années 1960, etc. « Heimat » est un peu l'anti « Holocauste ».

Edgar Reitz était furieux de voir raconter une histoire de l'Allemagne « sans qu'une image soit vraie, sans qu'un sourire, un mot, une phrase prononcée soient réels, conformes à la manière dont cela a dû se passer ». Dans « Heimat », tout à l'inverse sonne juste, et la fiction s'inscrit dans une réalité sociale et politique qui apparaît dans chaque image. Avec une tendresse exceptionnelle dans la description des personnages, Reitz désamorce le drame allemand sans le banaliser. « Heimat », c'est le nom distant et pourtant familier où coïncident le souvenir et l'image immédiate du réel. Cette terre est porteuse d'une histoire qui vit encore dans chaque geste, dans chaque situation d'aujourd'hui.

Le tiers monde a remporté un prix d'interprétation masculine grâce à « Paar, la traversée » de Goutam Gosh (Inde) (1). Comment ne pas rester marqué par la laborieuse traversée du Gange d'un troupeau de cochons, conduit par cet intouchable accompagné de sa seule femme ! Cet homme gagne ainsi les quelques roupies indispensables à son retour au pays, parce qu'à la ville les pauvres vivent encore moins bien que chez eux, à la campagne, déracinés qu'ils sont, n'ayant plus que la force de mourir au pied des constructions modernes.

## Echec italien

Israël présentait « Derrière les barreaux » d'Uri Barbash. Juste prix de la critique pour ce film qui montre l'alliance puis l'amitié de prisonniers palestiniens et de droit commun juifs contre la répression carcérale en Israël. Réquisitoire violent qui ne cache rien des horreurs de la geôle. Trafic de drogue, promiscuité, homosexualité, violence entre détenus arbitrés par des militaires israéliens propres et inhumains. Ce film efficace veut-il laisser espérer une collaboration plus étroite entre Juifs et Palestiniens ?

Les Italiens semblaient massivement représentés puisque près de vingt films s'inscrivaient dans les différentes compétitions, presque tous coproduits avec la R.a.i. (télévision italienne). L'échec est presque total, sans doute à cause de l'image qu'on se fait à Rome comme à Paris du public de la télévision. Comencini, qui a mis en scène un roman classique du XIX[e] siècle italien, en a monté trois épisodes sous le titre « Cuore ». C'est le journal d'une année d'école primaire tenu par un gosse de dix ans. Les bonnes intentions dégoulinent à flots, mais même si Comencini se plaît dans ses déclarations à souligner combien il déteste le conformisme bon enfant du texte qui lui a servi de trame, on ne voit pas bien où s'inscrit la distance qu'il prétend vouloir prendre d'avec un scénario édifiant.

Le jury a voulu sauver le film de Pupi Avati « Noi tre » du naufrage de la sélection italienne. Pourquoi voir décerné un prix technique à ce film qui vaut surtout par la question qu'il pose à propos du génie ? Mozart qu'on voit jeune dans un château de la région de Bologne aurait pu échapper à son destin génial et se laisser aller à la douceur des amours enfantines. Serait-il passé à côté de son destin ?

Du film de Ferreri, je retiendrai surtout les magnifiques images du ventre d'Ornella Muti. Ferreri jouit en filmant cette maternité à venir et la beauté plastique de la femme enceinte. Hana Schygula est un peu la mère conceptuelle de l'enfant à naître,

et un homme fragile et absent témoigne de ce qui serait en train de disparaître du rôle masculin : « le Futur est femme ». Un film italien hors compétition (les auteurs étaient membres du jury) a pourtant fait exception ; c'est celui des frères Taviani : « Kaos », très librement inspiré de Pirandello ; « Kaos » s'inscrit dans la Sicile du début du siècle du côté des paysans, des humiliés et des offensés. Quatre épisodes ou quatre nouvelles découpent le film pour la télévision, mais celle-ci n'impose pas forcément le feuilleton stéréotypé puisque les frères Taviani, sans concession, brossent une société fascinée par l'émigration aux Etats-Unis, dominée par des rites mal compris et par une hiérarchie sociale écrasante. Ce film sera sans doute accusé, à juste titre, d'être manichéen. Au moins choisit-il son camp avec élégance, donnant au prolétariat de magnifiques lettres de noblesse. En face, on pourrait taire l'existence de « Claretta », la biographie de Clara Petacci, la maîtresse de Mussolini, réalisée par Pasquale Squitteri, mais la complaisance de ce film, roman-photo de troisième catégorie joué par Claudia Cardinale laisse poindre une nostalgie mussolinienne qui inquiète. Trois membres du jury, Günter Grass, Rafael Alberti, Evegenij Evtouchenko ont tenu à faire connaître leur étonnement devant la programmation de ce film à la Mostra. Sans vouloir agiter l'épouvantail de la censure, on peut légitimement regretter que ce film qui n'apporte rien à l'art du cinéma soit présenté à côté de ce que le monde produit de meilleur. Voudrait-on banaliser le fascisme italien qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

## Bulles de savon

Il faut enfin dire un mot de la présence française à Venise. Elle était attendue avec impatience et tout le monde parlait de son exceptionnelle richesse. Iosselani remporta, on l'a vu, un succès. Jean Rouch, avec « Dyonisos », a réalisé une œuvre intermédiaire entre la fiction et l'ethnographie que l'on qualifiera plutôt d'essai filmique que de film. Mais Rohmer, Rivette, Resnais, même s'ils eurent d'ardents partisans, chacun dans leur genre, n'ont pas vraiment convaincu. Bien sûr, Pascale Ogier remporte avec « les Nuits de la pleine lune » le prix de l'interprétation féminine. Cette pochade psychologique, vive et superficielle, est effectivement bien jouée, mais son côté « bulle de savon » laisse-t-il d'autres traces dans la mémoire des cinéphiles que celles d'un jeu alerte mais inutile.

Resnais, Azéma et les proclamations religieuses d'André Dussollier ou de Fanny Ardant donnent à « l'Amour à mort » une certaine lourdeur. Rivette, avec « l'Amour par terre » est encore celui qui affiche le plus de tonus. Un ballet amoureux scandé par des répétitions théâtrales dans la maison d'un écrivain mégalomaniaque sert de toile de fond à ce spectacle. Les errances des dominations psychologiques successives, la quête d'un amour impossible, l'intelligence et la finesse des personnages donnent à ce film une certaine épaisseur. Mais sachons reconnaître que le sujet reste mince. Serions-nous déracinés en France au point de ne plus pouvoir parler de notre société autrement qu'à travers de petites histoires relativement désincarnées ? En tout cas, quand ce cinéma français-là affronte le vent du large, il souffre de la comparaison avec ceux qui ont su plonger profondément leurs racines au cœur de patrimoines culturels assumés dans toute leur complexité. ●

(1) attribué à Nasseruddin Shah.

*(suite de la page 28)*

rencontrer le regard disponible, gai, familial et bonhomme de Henri Rousseau pour en acquérir la conviction.

## Bon sens paysan

C'est qu'il démarre un tableau à partir de ce qu'il repère, sans préalable. Il échafaude alors d'idylliques scènes. « Une noce à la campagne » (1905), de la collection W. Guillaume, est brossée d'après une photo. Sans jamais avoir débarqué au Mexique, comme la légende répandue par Apollinaire le laissait entendre, il a bâti « sa » jungle, dispersée de nos jours aux quatre coins de la planète. Il y a la troublante « Charmeuse de serpents » et « les Flamands », « le Repas du lion » et le « Paysage exotique », mais surtout « le Rêve » (1910) dans quoi se ramasse, sur trois mètres de toile, flore et faune d'un éden au complet, où se prélasse, sur un canapé Louis-Philippe, une dame en tenue d'Eve, pendant qu'un naturel de bronze sorti tout droit des « Impressions d'Afrique », de Raymond Roussel, joue de la flûte.

Par une sorte de paradoxe, Rousseau s'efforce d'imiter les célébrités d'un académisme guindé, sinon d'être reconnu par les institutions. A son corps défendant, il est une des attractions chez les Indépendants et au salon des Artistes français, qui sont des lieux d'accréditation auprès d'un large public. Et, sans modifier d'un iota ses vues — il était franc-maçon —, sans chercher à flatter le goût du jour, il préserve son indépendance tout en évitant les pires conventions picturales.

## Stock de fraîcheur

Ayant vécu de bric et de broc, inspecteur des ventes au « Petit Parisien », professeur de solfège, voire de dessin, Rousseau ne perd rien de sa confiance. Le raout de novembre 1907 chez Picasso, rapporté par Maurice Raynal, raconte « le bon douanier » appliqué à interpréter, sur son violon d'enfant, des airs de sa composition devant un cercle choisi, Gertrude et Théo Stein, Max Jacob, André Salmon, Braque. N'est-il pas dès lors singulier que, accueilli et fêté par les pionniers du cubisme, Rousseau n'ait pas bénéficié de la postérité qu'il méritait ?

Pourtant, l'auteur de ce conte bourré de fraîcheur qu'est « la Bohémienne endormie » (1897), un des pivots des collections du musée d'Art moderne de New York, le range sans conteste parmi les primitifs et imagiers romans aux yeux desquels la vraisemblance — que seul le savoir scientifique permet d'acquérir — pesait moins que le sentiment de la forme.

Maintenant, il a été beaucoup glosé sur la naïveté foncière du peintre au point qu'il risque encore d'être étiqueté de populiste, à perpétuité. Ce serait injuste et absurde. Le soin candide avec quoi il élabore ses toiles n'a d'égal que sa manière directe, on dirait spontanée, jeune en somme, qui fut la sienne dans l'existence. De cette absence de calcul, un génie tonnant sur l'Olympe est guère satisfait, mais l'humanité y gagne, un humanisme concret, touché par le léger rayon de l'optimisme. ●

*● A NOTER : Les cours des ateliers commencent le 15 septembre pour les sections suivantes de l'Ecole des arts décoratifs : bandes dessinées ; initiation aux arts plastiques ; atelier parents/enfants ; création d'environnements ; architecture. Un atelier Martial Raysse est ouvert aux enfants de 10 à 13 ans. Renseignements : 260.32.14, poste 933.*

*● La jolie boutique des éditions Artcodef, dirigées par Fabienne de Sèze, propose, à l'entrée du hall du musée, un vaste choix de produits des arts de la table et des objets du XX^e siècle. Ce sont, notamment, des assiettes, plats, boucles d'oreilles, jeux de cartes, châles, boîtes, etc., réalisés surtout par les Ateliers de Sègriès (Moustiers), les Cristalleries de Baccarat et celles de Hartzwiller, les Faïenceries de Salins, les Soieries Brochier de Lyon. Les prix oscillent entre 80 F et 15 000 F.*

*● Le Festival international de violoncelle de Nemours se déroulera du 14 au 23 septembre. Six concerts sont prévus avec la participation, en particulier, de Paul Tortelier, Reine Flachot, Anner Bylsma, E. Péclard. Une création de Marius Constant sera jouée le dimanche 16 septembre (20 h 30) sous les ogives de l'Eglise de Nemours. Sont organisés aussi des stages de perfectionnement et un atelier d'initiation. Renseignements : 15, rue des Tilleuls, 77140 Nemours.*

*Galeries nationales du Grand Palais (accès par le péristyle av. Winston-Churchill). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 16 F ; le samedi 12 F. Visites de groupes : 260-39-26. Journée gratuite : le 3 décembre. Du 15 septembre au 7 janvier 1985.*

*● A l'occasion de cette manifestation, on lira avec profit « Tout l'œuvre peint d'Henri Rousseau » (Flammarion), nouvelle édition revue et mise à jour par Dora Vallier, livraison équivalente à un catalogue raisonné abondamment illustré, et la monographie excellente, du même auteur, qui fait office de dossier (Flammarion).*

# PICASSO GRAVEUR : CELUI QUI COURAIT PLUS VITE QUE LA BEAUTE

***« NOUS, les Espagnols, c'est la messe le matin, la corrida l'après-midi, le bordel le soir. Dans quoi ça se mélange ? Dans la tristesse, comme l'Escurial. Pourtant, je suis un homme gai, non ? »** Pour suspecte qu'elle soit, cette boutade attribuée à Picasso, par André Malraux dans « la Tête d'obsidienne », traduit une mentalité qui lui est néanmoins proche puisqu'on en retrouve l'esprit, sinon le dessein, dans les estampes conçues par Picasso entre 1897 et 1972.*

*Cent vingt-huit épreuves ont été judicieusement réunies par Daniel Gervis, certaines rares, sur les deux mille répertoriées dans l'opus complet des estampes, ensemble d'abord présenté au Japon. Des pièces de papier obtenues en taille-douce par une sorte de passion pour le cuivre, le zinc et le linoléum. L'auteur, rappelons-le, agit par soustraction de matière. Il dessine sans préparation à l'aide d'une pointe sèche, grave au burin, évide les blancs à la gouge dans le corps du lino, n'épargnant que les reliefs à reproduire.*

*Or, Picasso émerveille d'emblée les praticiens par la sobriété suggestive de son trait, sa sûreté d'instinct et sa fringale d'innovations. Pas de délassement chez lui, plutôt des essais au cours desquels toute difficulté le stimule, l'artiste bouleversant au passage les traditions les mieux établies, à seule fin de condenser un maximum d'expressivité.*

*En ce sens, sans jamais cacher combien il convoitait les noirs et les demi-teintes de gris d'un Rembrandt ou d'un Goya, Picasso s'est efforcé de favoriser des effets inédits de lumière et de pénombre. Difficile à satisfaire, il a construit, entre les deux caps de son œuvre imprimée, le « Repas frugal » et « la Fête de la patronne », un des époustouflants massifs gravés du XX^e siècle.*

*Les visions, thèmes et leurs variables, de sa peinture, et qui répondent à des rythmes de vie, préoccupations et amours sans cesse différents, sont à suivre avec autant d'avantages dans ses estampes. Moyens d'expression, qui doivent tant à la fermeté de la main, gravure et litho sont elles-mêmes partagées en disciplines complexes. Toute une gamme de sentiments, où se mêlent tendresse et attente, colère et séduction, fascination et répugnance, pitié et compréhension, s'affichent en obsédantes « images » : « les Saltimbanques », éditées en 1913 par le grand marchand Ambroise Vollard, « les Métamorphoses d'Ovide », « le Chef-d'œuvre inconnu », les pages éblouissantes et priapiques de la « Minitauromachie ».*

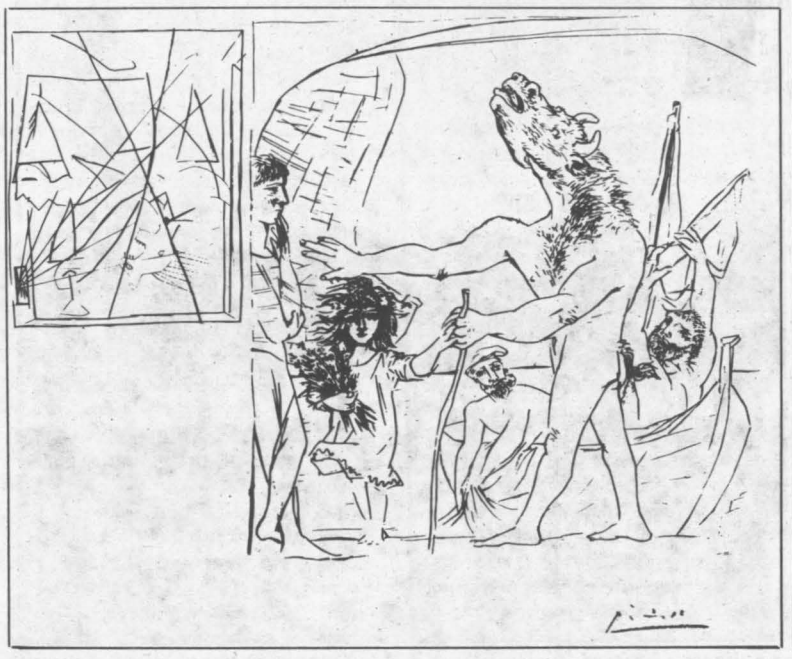
*De ces séries, de nombre d'autres aussi, puissance imaginative et rapidité se combinent au plaisir du trait ou de l'entaille, desquels ressortent, dans la tension linéaire, raccourcis et fulgurances sciemment compliqués, des épreuves et textures des papiers, une formidable vérité psychologique.*

*« Il court, suggérait avec fruit Cocteau en 1953, plus vite que la beauté... Un homme qui court plus vite que la beauté l'essoufflera, l'obligera à rejoindre son œuvre, et son œuvre deviendra belle à la longue. » Beauté dans quoi se dissout le convenu, qu'un regard anxieux débusque, tandis que la surprise s'étoffe d'inattendu. Ses cuivres sont tirés successivement chez Roger Lacourière, Jacques Frélaut, Aldo et Piero Crommelinck, les linos chez Arnéra, les lithos chez Mourlot, maîtres en notre pays. Ils initièrent Picasso aux procédés et subtilités de leur métier, en retour Picasso les a conquis.*

*S'ils ont souvent été pris de court pas l'artiste, c'est qu'engagé dans les manipulations de l'eau-forte, la gravure au sucre ou au vernis mou, Picasso a su arracher au support, outillé parfois d'un ordinaire grattoir ou d'un canif, une vitalité sans pareille. Blandine Bouret rapporte que, en 1950, « pour la couverture du tome II de « Picasso lithographe », ne va-t-il pas jusqu'à ébaucher le portrait de ses enfants Claude et Paloma, fils et fille de Françoise Gilot, avec un doigt trempé dans un mélange d'eau et d'encre lithographique ! » Une surprenante habileté d'ouvrier sur quoi s'appuie un pouvoir de création sur le qui-vive peut expliquer les trouvailles, qui fécondent soixante-treize ans d'activités graphiques.*

*Ainsi, cette rétrospective de l'œuvre gravée est à considérer à la fois dans le contexte de l'ouverture du musée Picasso à l'Hôtel Salé en 1985, comme une préface justement à cet événement espéré, tout aussi bien comme un hommage indirect à un médium de haute exigence, pour quoi un Picasso en évolution a maintes fois envisagé, fouillé et repris, dans des climats propres à lui seul, des motifs qui allaient se bousculer en compositions synthétiques dans ses tableaux.*

LUCIEN CURZI



*Musée des Arts décoratifs, 107-109 rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi. De 13 h à 18 h ; samedi et dimanche de 11 h à 18 h. Entrée : 16 F. Du 26 septembre au 29 octobre. Un ouvrage de 148 pages a été édité qui fait office de catalogue, par Daniel Gervis.*

# ROUSSEAU OU LE MIRACLE DU CULOT INNOCENT

Etranglée par le fou rire, la postérité a mis longtemps à reconnaître que Rousseau « dans le genre moderne » était sans doute un peintre aussi important que Picasso « dans le genre égyptien ». Pour la première fois depuis sa mort en 1910, une grande rétrospective de l'œuvre du « bon douanier » a lieu en France

PAR LUCIEN CURZI

BRETON de Laval, fils de boutiquier, pseudo-douanier car, à Paris, gabelou d'octroi, Henri Rousseau se revanche en quelque sorte puisque le plus ingénu, et brocardé, de nos peintres « modernes » a droit, à parité avec Cézanne, Matisse et Léger, à une rétrospective de ses œuvres. Depuis sa mort, en 1910, il n'y en avait eu qu'une, de taille modeste, à Bâle en 1933, et c'est déjà réparation que de montrer enfin la stature vraie d'un artiste hors les normes qui, selon l'appréciation positive d'un de ses premiers admirateurs, le peintre Soffici, « ne raisonne pas, mais peint par impulsion ».

A part Félix Valloton dès 1891, peu après Alfred Jarry, son compatriote épistolier des cahiers du collège de Pataphysique, puis L. Roy dans « le Mercure de France », et surtout Apollinaire, la critique officielle condescend en général à reconnaître à l'autodidacte, qui n'avait jamais voyagé au-delà des serres du Jardin des plantes, certaines qualités à sa « grosse imagerie » et autre « peinture d'enseigne ». Mais, comparée aux ambitieuses allégories de Gérome et de Bouguereau, la simplicité souvent dépaysante de Rousseau déclenche le fou rire, dans le meilleur des cas. C'est que, arrivé sur le tard — à quarante-deux ans sonnés — dans la carrière, et non pas sorti de sous l'aile d'un maître, Rousseau est, de son aveu, fils de lui-même.

## Un noir frontal et moiré

Elève jugé médiocre sur les bancs de la communale, il n'en accumule pas moins les accessits d'écriture et de dessin. Avant qu'il obtienne une carte de copiste au Louvre, son imagination s'enflamme lorsque, engagé volontaire au 51e régiment de ligne, en 1867, il écoute les récits de la rocambolesque et désastreuse campagne au Mexique de Maximilien.

Une nature montée en épingle l'enchante et excite sa fantaisie. Mieux, elle le comble, et il estime en saisir le sens magique en la capturant, dans ses tableaux, en aplats richement étalés et nuances légères.

Gauguin s'avouait subjugué par le noir, considéré pareil à une non-couleur avant Rousseau et Renoir. Un noir frontal et moiré dans les portraits costumés sur fond de rideau rouge ; ceux, somptueux du chef-d'œuvre ornant le Jeu de Paume, qui filent en nuage diagonal sous forme de cheval enfourché par « la Guerre » (1894), fillette impassible vêtue de blanc, alors que le terrain est jonché de cadavres roses piqués par les corbeaux : ceux encore de « Moi-même, portrait-paysage » (1890) venu de Prague, digne autoportrait de l'artiste soi-même, campé hors de proportions — et comme en lévitation par suite de maladresse — devant un panorama orgueilleusement couronné d'un ciel bleu-vert pastel.



*« La guerre », Paris, Musée du Jeu de paume.*



*« La liberté invitant les artistes » Tokio, Musée national d'art moderne.*

## Toute charnelle

Ce qui frappe donc chez Rousseau relève moins du charme dégagé par ses lacunes — le mal-peint et la liberté prise avec les règles de la perspective — que de facteurs magistralement dominés. Dans « Nègre attaqué par un jaguar » (1910), le conflit à peine esquissé est accessoire. Mais la végétation tropicale est toute charnelle. Les verts acides et transparents protègent, acclimatent et animent de lueurs inouïes un drame d'opérette. Quel affriolant prétexte pour inscrire un fauve inspiré d'un album d'images acheté aux Galeries Lafayette, et creuser une réalité, qui s'ondule et foisonne, réalité tout imaginaire, où habite une lumière raffinée.

Intuitif, André Lhote, qui brillait mieux en pédagogie qu'au fond de ses toiles, eut, le premier, la lucidité d'observer chez Rousseau ce qui le distingue de ses homologues contemporains impressionnistes et symbolistes. Il sut avoir, note-t-il, « les audaces, les moins prémédités (...). Il donna droit d'asile aux objets les moins poétiques : la moustache luisant de cosmétique, la manche à gigot, le costume noir, et, dans le paysage, l'usine et le poteau télégraphique ».

Pissarro et Maximilien Luce avaient, en l'espèce, défriché la voie, mais seul Rousseau, qui savait plaisanter avec sérieux, se considérait, Picasso avec lui, comme le plus grand maître de l'époque, le Malaguène « dans le genre égyptien » ; sa personne, « dans le genre moderne », sut marquer la peinture d'une empreinte populaire. Avec lui, aussi, la peinture interroge dans la mesure où elle ne peut être réduite à une copie banale du réel ou même être étrangère à la trace humaine et à la pensée. Il suffit de

*(suite en page 27)*

*Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325*